

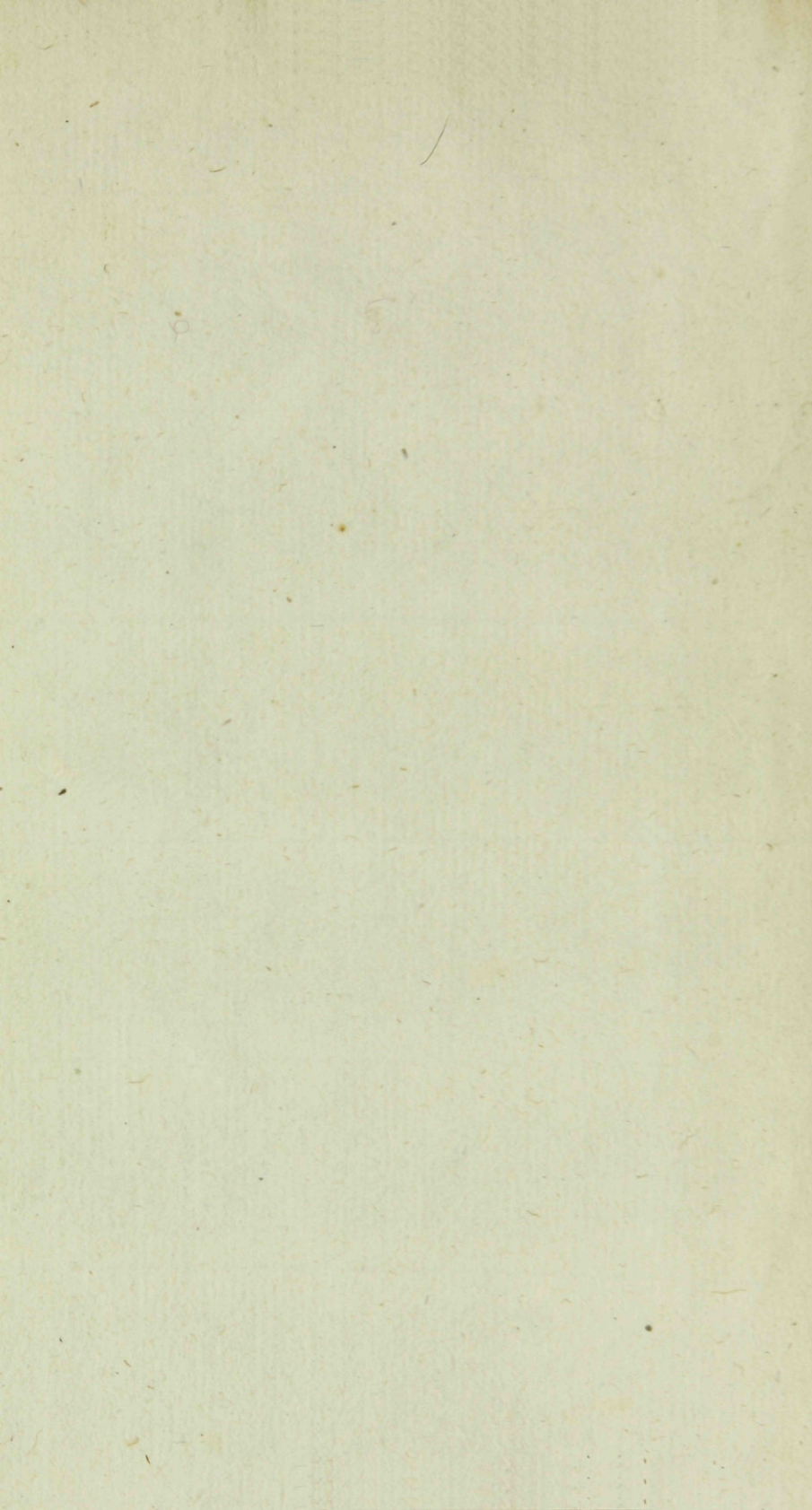


443. Histoire. v.1

Fichet

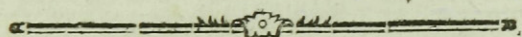




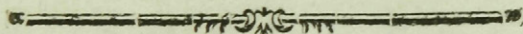




HISTOIRE  
DE L'ADMINISTRATION  
*DE LORD NORTH,*  
ET DE LA GUERRE  
*DE L'AMÉRIQUE SEPTENTRIONALE,*  
JUSQU'A LA PAIX, EN 1783.



PREMIERE PARTIE.







HISTOIRE  
DE L'ADMINISTRATION  
DE LORD NORTH,  
MINISTRE des Finances en Angleterre,  
depuis 1770 jusqu'en 1782,  
ET DE LA GUERRE  
DE L'AMÉRIQUE SEPTENTRIONALE,  
JUSQU'A LA PAIX:

*Suivie du Tableau Historique des finances  
d'Angleterre, depuis Guillaume III jus-  
qu'en 1784.*

---

Sine ira nec studio quorum causas procul habeo. Tac.

---



A L O N D R E S,

Et se trouve A PARIS,

Chez { L'AUTEUR, rue des Fossés-Montmartre,  
n°. 35.  
COUTURIER, Imprimeur-Libraire, Quai des  
Augustins, près l'Eglise.

---

M. DCC. LXXXIV.







# AVERTISSEMENT

DE L'AUTEUR.

UN Livre imprimé à Londres, & intitulé : *A view of the History of Great-Britain, during the Administration of Lord North, &c.*, m'étant parvenu, je l'ai traduit, afin de satisfaire l'empressement de mes Compatriotes pour tout ce qui peut les éclairer sur les événemens de la guerre de l'Amérique ; guerre qui formera une époque remarquable dans les Annales du Monde.

J'allais mettre ma Traduction sous la presse, lorsque le profond respect que j'ai pour le Public, m'a engagé à réexaminer sérieusement cet Ouvrage : je n'ai pu me dissimuler que, malgré la vérité & l'impartialité qui le rendoient précieux, il s'y trouvait des dissertations & des réflexions que l'on pouvoit retrancher ; j'ai compris aussi que l'Auteur, hâté de répondre à l'impatience des Politiques Anglais, n'avait pas eu le temps de mieux faire.

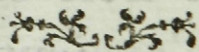
J'ai donc cru devoir substituer à ma Traduction une Histoire moins prolixé & plus



complète, dans laquelle j'ai conservé tout ce que l'Ouvrage Anglais m'a paru renfermer d'utile, d'agréable & d'intéressant; j'y ai joint le récit des événemens de la guerre des Anglais contre la France, l'Espagne & la Hollande, & j'y ai ajouté un Tableau historique des finances d'Angleterre & des impôts qui existent dans ce Royaume; ouvrage dont le modele n'existe dans aucune Langue & dans aucune Nation. J'ai achevé ce que les Ecrivains de l'Angleterre n'avaient fait qu'ébaucher, pour ainsi dire, afin d'offrir au Public une Histoire

complète de la Guerre de l'Amérique.

Ceux qui lisent les Livres Anglais & connaissent le Gouvernement de la Grande-Bretagne, pourront juger de mon travail. A l'égard des autres, ils doivent me savoir bon gré de leur développer avec clarté, des faits très-complicqués, qui jusqu'à présent n'ont été écrits que dans une Langue qu'ils ignorent, & toujours d'une maniere partielle, incomplète & diffuse.







HISTOIRE  
DE L'ADMINISTRATION  
DE LORD NORTH.

---

TABLE DES MATIERES.

---

PREMIERE PARTIE.

LIVRE I<sup>er</sup>. *DEPUIS la nomination de Lord NORTH à la place de Ministre de la Trésorerie d'Angleterre, jusqu'à la dissolution du Parlement, en 1774.*

CHAPITRE I<sup>er</sup>. *Affaire de Wilkes & ses suites ; révocation des droits de*

port en Amérique ; remontrances de la Cité de Londres au Roi ; mouvemens en Irlande ; état des finances pour 1770. 1

CHAP. II. Les Espagnols chassent les Anglois des Isles de Falkland ; on se prépare à la guerre ; négociations pour maintenir la paix ; plan de finances de Lord North pour 1771. 19

CHAP. III. Affaire des Imprimeurs de Londres ; actes du Parlement pour régler les mariages de la Famille Royale ; affaires de la Compagnie des Indes Orientales ; vues de Lord North pour l'acquiescement de la dette nationale ; changemens dans le Ministère ; état des finances pour 1772. 34

CHAP. IV. Suites des affaires de la Compagnie des Indes ; on lui permet d'exporter son thé franc de droits en Amérique ; procès du Lord Clives , augmentation de l'influence royale ; état des finances pour 1773. 62

CHAP V. Splendeur de l'Administration



Table des Matieres. xiiij

*de Lord North ; ses projets ; affaires de l'Amérique , les lettres écrites par le Gouverneur & le Lieutenant Gouverneur de Massachusett-Bay sont interceptées ; cargaisons de thé détruites à Boston ; & conduite des autres Provinces de l'Amérique ; Bill pour fermer le port de Boston ; autre bill pour établir un nouveau Gouvernement dans la Province de Massachusett ; acte de Quebec ; formation du Congrès ; état des finances en 1774 ; dissolution du Parlement.* 86

**LIVRE II.** *Depuis le commencement des hostilités en Amérique , jusqu'au traité avec la France.*

**CHAPITRE I<sup>er</sup>.** *Première assemblée du Congrès ; inaction du Gouvernement Britannique ; opinion du Peuple ; motion du Lord Chatam , tendante à un plan de conciliation avec l'Amérique ; système d'Edmond Burke ; état des finances pour 1775.* 123

xiv Table des Matieres.

CHAP. II. *Attaque de Lexington ; seconde Session du Congrès ; affaire de Bunkers Hill ; prise de Ticonderago & de Crown Point ; vaisseaux de transport pris par les Américains ; assemblée du Parlement ; le Roi leve une grande armée ; il y ajoute quatre mille Irlandais & soudoye seize mille Allemands ; on introduit des matelots étrangers dans le service de la Marine ; état des finances pour 1776.*

159

CHAP. III. *Avantages des Américains sur les autres peuples ; les Anglais ont mauvaise opinion de leur bravoure ; diversion du Canada ; mort de Montgomery ; évacuation de Boston ; état des affaires en Virginie ; attaque de Charles-Town ; déclaration d'indépendance de la part des Américains ; réunion de l'Amiral Howe & du Général son frere à Staten-Island.*

186

CHAP. IV. *Réduction de Long-Island, de New-York & de Rhode Island ; in-*



*vasion du New-Jersey; Was'hington  
surprend Trenton, & releve la fortune  
de son parti; négociations de Benja-  
min Franklin à la Cour de France;  
son caractère; débats du Parlement;  
affaires de la Côte de Coromandel;  
emprisonnement & mort de Lord Pigot;  
état des finances pour l'année 1777.*

209

CHAP. V. *Etat de la guerre en Pensyl-  
vanie; progrès de l'armée du Nord;  
prise de Ticonderago par le Général  
Burgoyne; discours de Lord Chatam  
au Parlement; capitulation de Sara-  
toga; mort du Comte de Chatam; bills  
conciliatoires proposés par Lord North;  
traité des Américains avec la France;  
message du Roi d'Angleterre au Par-  
lement au sujet de la déclaration de  
l'Ambassadeur de France; informa-  
tions prises dans les deux Chambres  
du Parlement sur l'état de la Nation;  
état des finances pour 1778.* 233

## SECONDE PARTIE.

LIVRE III. *Contenant les évènements relatifs à la guerre de l'Amérique & à l'Administration de Lord North, Ministre de la Trésorerie, depuis le commencement des hostilités entre la France & l'Angleterre, jusqu'en 1781.*

CHAPITRE I<sup>er</sup>. *Situation de la France au commencement des hostilités; combats entre les flottes Anglaise & Française à Ouessant; les propositions des Commissaires de l'Angleterre sont rejetées; évacuation de Philadelphie, & marche de l'armée Anglaise à New-York.* 1

CHAP. II. *La flotte commandée par le Comte d'Estaing paraît devant Staten-Island; opérations de l'armée Anglaise; entreprise des Français sur Rhode-Island, combat entre les deux*



*flottes interrompu par une tempête; la flotte Française se réfugie dans le Havre de Boston, d'où, après avoir été long-temps bloquée, elle fait voile pour les Indes Occidentales.* 15

CHAP. III. *Prise de Pondichery; les Anglais s'emparent de Miquelon, & les Français de la Dominique; cruautés exercées dans les établissemens des frontieres sauvages; procès des Amiraux Keppel & Palliser; débats du Parlement; manifeste du Roi d'Espagne; état des finances pour 1779.*

22

CHAP. IV. *Succès des Anglais dans la Géorgie; attaque de Charles-Town par le Général Prévot; destruction de la marine Américaine à Penobscot; prise de Sainte-Lucie par les Anglais, de Saint-Vincent & de la Grenade, par les Français; combat naval entre la flotte du Comte d'Estaing & celle de l'Amiral Byron; attaque de Savannah par les Français & les Américains;*

xviiij      Table des Matieres.

*réquisition de l'Angleterre aux Etats de Hollande ; la flotte combinée de France & d'Espagne entre dans la Manche , menace les côtes d'Angleterre, & se retire sans rien exécuter.*                      43

CHAP. V. *Débats du Parlement ; mécontentement général au sujet des dépenses publiques ; propositions de Lord North de nommer des Commissaires pour examiner les comptes ; pétition de l'association protestante , présentée par Lord George Gordon ; émeute & dévastations dans la ville de Londres ; conduite du Parlement ; état des finances pour 1780.*                      71

LIVRE IV. *DEPUIS la campagne de 1780 jusqu'à la démission de Lord North ; le changement du Ministère Britannique & la fin des hostilités.*

CHAP. I<sup>er</sup>. *Victoire de l'Amiral Rodney sur les Espagnols ; il ravitaille Gi-*



*braltar ; succès de l'Amiral Digby ; tentatives de l'Angleterre pour restreindre le transport des munitions ennemies sur les navires Hollandais. 91*

CHAP. II. *Combats entre les flottes Française & Anglaise aux Indes Occidentales ; ouragan furieux ; prise de Charles-Town par le Général Clinton ; victoire de Cornwallis à Cambden ; compte rendu au Roi de France par M. Neker ; état des finances pour 1782. 101*

CHAP. III. *L'Angleterre déclare la guerre à la Hollande ; prise de Saint-Eustache par les Anglais ; combat naval entre les Anglais & les Hollandais ; expédition du Commodore Johnstone ; les Français prennent Tabago & reprennent Saint-Eustache ; réduction de la Floride Occidentale ; invasion de Minorque par les Espagnols & les Français. 119*

CHAP. IV. *Le Général Arnold trahit la cause de son pays & passe au service de l'Angleterre ; invasion de la*

*Virginie par les Américains & les Français ; siège de la ville d'York ; l'armée Anglaise, commandée par Lord Cornwallis, y est faite prisonniere ; prise de l'Isle Saint-Christophe par les Français, & du Fort Saint-Philippe par les Espagnols.* 143

CHAP. V. *Fin du Ministère de Lord North, & cessation des hostilités dans le continent de l'Amérique.* 162

TABLEAU *Historique des finances d'Angleterre, depuis le regne de Guillaume III jusqu'en 1784* \*.

---

\* Nous pouvons attester, sur l'exacritude de ce Tableau, les Hommes d'Etat de l'Angleterre. Il ne peut être que très-utile aux personnes qui ont de grandes notions sur les finances de la France, de pouvoir y réunir le systême & l'état au vrai des finances de la Nation rivale.







O C É A N  
A T L A N T I Q U E

CARTE  
DE L'AMÉRIQUE SEPTENTRIONALE,  
DEPUIS LA BAYE D'HUDSON  
JUSQU'AU MISSISSIPI:  
pour servir  
aux Essais Historiques et Politiques  
Sur la Révolution de cette Partie du Monde.

Lignes communes, de 25 au Degré.  
Lignes Marines, de 20 au Degré.



HISTOIRE  
DE L'ADMINISTRATION  
DE LORD NORTH.

---

LIVRE PREMIER.

*DEPUIS la nomination de Lord NORTH  
à la place de Ministre de la Tré-  
sorerie (1), jusqu'en 1774.*

---

CHAPITRE PREMIER.

*AFFAIRE de Wilkes ; révocation d'une partie  
des droits de Port en Amérique ; remontrances  
de la Cité de Londres au Roi ; mouvemens en  
Irlande ; état des Finances en 1770.*

L'AFFAIBLISSEMENT de la Nation  
Anglaise au milieu d'une profonde paix,

---

(1) La place de Ministre des Finances, ou premier  
Lord de la Trésorerie en Angleterre, équivaut à celle  
de premier Ministre.



## 2 *Histoire de l'Administration*

& dans le petit nombre d'années écoulées depuis 1763 jusqu'au ministere de Lord North, est un événement qui n'a point de semblable dans l'histoire. L'excès de la prospérité & l'abus des richesses avaient corrompu en peu de temps les hommes & le Gouvernement. Tandis que les mécontentemens & les désordres régnaient parmi le peuple, l'Administration ne songeait qu'à augmenter au-dedans du Royaume un pouvoir usurpé sur l'autorité légale, & ne se rendait point respectable au-dehors.

Des tumultes populaires avaient été excités & soutenus par un homme ingénieux & hardi, qui ayant dissipé par des excès une immense fortune, cherchait des ressources dans l'affection du peuple contre les clameurs de ses créanciers; il s'était réuni à d'autres prétendus patriotes: &, assurés du suffrage de la multitude, ils porterent l'opposition aux mesures du Gouvernement à un plus haut degré qu'elle n'avait été

lorsque Bolinbroke & Pultenay travaillaient à soulever l'indignation publique. Il parut un écrit où le Roi était vivement attaqué : on l'attribua à John Wilkes, le chef de cette confédération; ses papiers furent saisis; on le mit en prison. Cette démarche sévère, loin d'arrêter la licence, donna lieu à un Poëme rempli de profanations, dans lequel le Roi & tous ceux qui avaient part à l'Administration étaient traités injurieusement. Il en fut trouvé une copie dans la prison de Wilkes; & sa conduite fut grandement désapprouvée dans les deux Chambres du Parlement. Les associés de Wilkes, eux-mêmes, qui avaient maintes fois répété ces vers dans leurs orgies, se joignirent à ceux qui les condamnaient; & un jeune Lord dans la ferveur de sa nouvelle conversion, lisant dans la Chambre des Pairs ces vers scandaleux, témoigna, les pleurs aux yeux, combien il en avait aversion. La Chambre des Pairs blâma le coupable.



ble, & la Chambre des Communes le chassa. Elle arrêta que John Wilkes, dans la prison duquel le Poëme avait été trouvé, serait privé de sa séance au Parlement, & l'Orateur expédia un décret pour que le Comté de Middlesex élut un autre Représentant. Alors les Francs-tenanciers de ce Comté réélurent John Wilkes. La Chambre le rejeta comme n'étant pas éligible, & déclara qu'un membre expulsé, était par cela même incapable de reprendre séance pendant toute la durée du Parlement. Malgré cette déclaration, une seconde élection se termina de la même manière; enfin, un nouveau candidat parut sur la scène: c'était le capitaine Lutrell; il eût 196 voix, & John Wilkes 1193. La Chambre rejeta le dernier, & déclara son compétiteur dûment élu. Cette décision excita de grands mécontentemens: le Peuple dénia que la Chambre des Communes eût le droit de rejeter un membre qui

avait la majorité des suffrages, & qui n'avait point d'incapacité légale : rien ne pouvait, disait-on, autoriser la Chambre à donner séance à un candidat qui avait eu le moindre nombre de voix. Quoique la Chambre eût expulsé John Wilkes, on soutenait que cette expulsion ne pouvait le rendre incapable, & qu'une pareille proscription ne pouvait devenir légale que par la concurrence des trois parties distinctes de la Législature. On criait de toutes parts que la liberté des élections était violée ; que les droits du Peuple étaient méprisés : la ville de Londres demandait au Roi la dissolution du Parlement ; la Nation étoit allarmée, & de tous les cantons du Royaume il arrivait des Adresses au Trône sur le même sujet. C'est au milieu de ces fermentations que le Duc de Grafton se retira de l'Administration, & fut remplacé par Lord North (1).

---

(1) En Janvier 1770.



Ce Ministre, fils aîné du Comte de Guilford, descendait d'une ancienne famille dont la branche cadette avait été en grande faveur sous le regne de Henri VIII; cette famille avait produit des hommes de mérite. Quand la Hollande secoua le joug de l'Espagne, Roger, second Lord North, se distingua dans les Pays-bas, en défendant la cause de la liberté, & fut blessé devant Zutphen, dans le combat où Sir Philippe Sidney fut tué. Ses descendans se signalerent à la guerre, & dans l'Administration publique. A peine Lord North était parvenu à l'âge de majorité, qu'il fut élu Membre du Parlement à l'élection générale de 1754; & à la fin du regne de George II, il fut nommé l'un des Commissaires de la Trésorerie, & Trésorier de l'Echiquier. Son application aux affaires, & l'amitié que George III avait pour lui depuis sa jeunesse, le firent nommer en 1767 Trésorier général des Forces, & Chancelier de l'Echiquier.

Le premier acte du nouveau Ministre fut la révocation des droits sur le papier, les couleurs & le verre, portés d'Angleterre en Amérique; mais la taxe sur le thé fut maintenue par le même acte. Cette révocation partielle avait été provoquée par les représentations que les Marchands avaient faites contre les derniers actes du Parlement, qui imposaient des droits sur les marchandises exportées de la Grande-Bretagne en Amérique. Ceux qui s'étaient opposés à l'établissement de ces droits, soutenaient que, puisque le Ministère commençait à reconnaître les inconvéniens de ces taxes, il fallait les révoquer entièrement; mais Lord North & ses partisans objectaient que les associations des Américains étaient séditieuses, & que leurs pétitions, sous le prétexte de supplier le Gouvernement, dégénéraient en menaces; que si l'on abolissait toutes les taxes, ils regarderaient cette démarche, non comme un



acte de douceur & de bonté, mais comme l'effet de la crainte ; qu'enfin, plus on leur accorderait, plus ils s'empresseraient à demander : & que l'expérience l'avait prouvé, puisque la révocation de l'acte du timbre les avait encouragés à contester les droits de la Métropole & à insulter à son autorité. « Lorsque les Américains nient que nous ayons le droit de les taxer, est-il convenable, disaient-ils, de reconnaître en quelque sorte leurs prétentions, en révoquant en entier l'acte qui leur impose des taxes ? Une telle conduite trahirait nos intérêts, & au lieu de rendre justice à l'Amérique, ce serait renoncer à la suprématie de l'Angleterre sur elle ». Le parti de l'Opposition détruisait tous ces raisonnemens, & faisait voir qu'il était absurde de maintenir l'établissement des douanes en Amérique ; établissement si désagréable au Peuple, à cause de la voracité & de la multitude des Em-

ployés: & cela pour percevoir une seule taxe dont le produit entier ne pouvait pas suffire à payer les frais annuels de ses suppôts. Mais l'intention du Ministre n'était pas de retirer un bénéfice de la taxe des thés; il espérait par cet impôt léger accoutumer les Américains à supporter une taxe intérieure, & rendre en même temps un service essentiel à la Compagnie des Indes Orientales, dont les importations de thé en Amérique avaient sensiblement diminué.

Dans l'année 1768 elle avait exporté en Amérique pour 132,000 liv. sterling (1) de thé: l'année suivante, l'exportation avait décliné jusqu'à 44,000 l. sterling, & elle allait en diminuant toutes les années. La Compagnie payant 25 pour  $\frac{0}{0}$  sur l'exportation de son thé, les Hollandais avaient saisi l'occasion d'approvisionner les Colonies à meilleur marché; & il n'y avait que les douanes qui, en faisant cesser cette contrebande,

---

(1) Environ 2,870,000 liv. tournois.



pussent procurer à la Compagnie des Indes le débouché des thés accumulés dans ses magasins.

Avant que l'acte pour les thés & la continuation des douanes en Amérique passât à la Chambre des Communes, George Grenville y proposa un bill, pour régler les procédés de la Chambre dans les élections contestées. Ce Règlement, qui tendait d'une manière efficace à prévenir & empêcher la corruption, passa malgré l'opposition du Ministère, & a été rendu perpétuel en 1774. Ce fut le dernier service que Grenville rendit à sa Patrie : il termina sa vie active & laborieuse le 30 Juillet suivant, âgé de 58 ans. Il avait rempli un grand nombre des principaux emplois du Gouvernement; il avait été un des Commissaires de l'Amirauté, & était devenu premier Lord de ce département, ensuite Secrétaire d'Etat, & enfin premier Lord de la Trésorerie, & Chancelier de l'Echiquier. La Marine Anglaise lui est redevable de plusieurs bons Régle-

mens. Ses talens étoient plus utiles que brillants : il n'étoit point capable de conduire en chef les affaires d'un grand Empire , & il avoit contrarié William Pitt son beau-frere , par une opposition constante , pendant toute la durée de la glorieuse Administration de ce grand homme.

L'Adresse du Corps de la Ville de Londres au Roi pour le prier de dissoudre le Parlement à cause de l'irrégularité de ses procédés dans l'affaire de Wilkes , & du mépris qu'il paroïssoit faire des droits du peuple , fut rejetée par George III, comme dérespectueuse envers lui , injurieuse à son Parlement , & contraire aux principes de la Constitution. Cette réponse du Roi ne fit qu'augmenter le mécontentement du peuple ; & dans le même temps William Pitt , Comte de Chatam , fit une motion à la Chambre des Pairs pour qu'il fût présenté au Roi une Adresse par laquelle il lui seroit exposé que le Peu-



ple n'ayant point de confiance dans la Chambre des Communes, alors subsistante, il était convenable de la dissoudre : cette motion fut rejetée par une majorité nombreuse. D'un autre côté, la Chambre des Communes demanda que l'Adresse du Corps-de-Ville au Roi fût mise sur le bureau.

Le Lord Maire Bekford se leva aussitôt, & déclarant la part qu'il avait à cette Adresse, il soutint qu'il s'en glorifierait toujours, n'ayant fait que son devoir. Plusieurs autres Membres de la Cité se joignirent à lui : mais un grand nombre de voix s'éleva pour demander qu'on infligeât une punition signalée aux auteurs de cette remontrance hardie. Cependant la modération prévalut, & cette affaire se termina par une Adresse au Roi, dans laquelle la Chambre des Communes, reconnaissant le droit que les Sujets avaient de porter leurs plaintes au Trône, censurait sévèrement la manière dont le Corps de la Cité

de Londres avait usé de ce droit.

Pendant cette contestation, il s'élevait en Irlande d'autres sujets de discussion. Un nouveau Parlement venait de s'assembler dans ce Royaume ; & en pareille occasion l'usage avait toujours été, depuis le regne de Henri VIII, que que les bills de finances se rédigeaient dans le Conseil privé du Royaume, & étaient ensuite portés au Parlement. Il arriva que le bill rédigé de cette manière fut rejeté, par le motif qu'il était contraire aux Constitutions d'Angleterre & d'Irlande ; qu'aucun bill de finances fut proposé ailleurs que dans la Chambre des Communes : mais pour faire voir en même temps que cette démarche provenait moins du desir de refuser les subsides demandés, que de l'aversion que l'on avait pour la forme de la demande, la Chambre passa un autre bill qui accordait une ample provision pour défrayer le Gouvernement, & on vôtâ 15,000 hommes au lieu de douze pour



la défense du Pays. Le Lord Thownsend, Lieutenant du Royaume, adressa un discours à la Chambre pour la remercier de sa libéralité ; mais dans ce discours il exprima beaucoup de ressentiment de l'atteinte qu'il prétendait avoir été portée aux droits de la Couronne en rejetant le bill rédigé par le Conseil privé. Il protesta contre cette témérité dans la Chambre des Pairs ; & pour en punir le Royaume , il prorogea le Parlement à longs jours , ce qui suspendit une grande quantité d'affaires publiques & particulieres , & jetta toute l'Irlande dans une grande confusion.

L'Opposition proposa dans le Parlement Britannique une enquête sur la conduite de Lord Trownsend , qu'elle désapprouvait ; mais la majorité admit les raisons que le Ministère apporta pour l'excuser d'avoir prorogé le Parlement d'Irlande.

Quoique le Roi , dans son discours à l'ouverture de la session , eût recom-

mandé les affaires de l'Amérique à l'attention du Parlement, & qu'il fut arrivé des nouvelles d'un tumulte élevé à Boston le 1<sup>er</sup> Mars 1770, entre les Troupes & les Gens de la Ville, les Ministres évitèrent avec soin de soumettre cet objet à la discussion des deux Chambres; & la session se termina le 19 Mai.

Les dépenses pour le service de l'année 1770 s'élevaient à 7,455,042 liv. sterling (1); favoir 1,561,681 liv. pour

(1) *Tarif des Monnoies d'Angleterre.*

		ÉVALUATION
La <i>Guinée</i> vaut . . . . .	21 Shellings.	} EN MONNOIE DE FRANCE. Le <i>Shelling</i> , ou sol sterl., est d'ar- gent, de la même forme qu'une pie- ce de 24 sols, & vaut environ 22 s. 6 den. de France.
La <i>livre sterling</i> (pound) vaut . . . . .	20 Shellings.	
La <i>demi-guinée</i> . . . . .	10 Shell. $\frac{1}{2}$	
La <i>Couronne</i> , ou écu d'argent, vaut. . . . .	5 Shellings.	
La <i>demi-couronne</i> . . . . .	2 Shell. $\frac{1}{2}$	
Le <i>Shelling</i> , ou sol ster- ling, vaut . . . . .	12 Pences.	} Le Pence n'est point monnoyé, & ne sert qu'à compter.
La <i>Pence</i> , ou denier ster- ling, vaut . . . . .	2 Penny.	
Le <i>Penny</i> , vaut . . . . .	2 Farthings	



les Troupes de terre, & 235,266 liv. pour l'extraordinaire de l'Armée dans l'année précédente; 1,522,067 l. pour la Marine; 18,760 liv. pour maintenir le Gouvernement civil en différentes Provinces de l'Amérique; 1,800,000 l. pour acquitter les billets de l'Echiquier; 5000 liv. aux habitans de la Barbade pour fortifier leur canal, réparer le

---

La piece de six *Pences*, ou six deniers sterling, est d'argent, ressemble à une piece de douze sols, & vaut environ 11 s. 3 den. de France.

La demi-*Couronne* est d'argent, ressemble à un écu de 3 liv., & vaut environ 2 liv. 16 s. 3 den. de France.

La *Couronne* est aussi d'argent, ressemble à un écu de 6 liv., & vaut à-peu-près 5 liv. 12 s. 6 den. de France.

La Guinée & la demi-Guinée sont d'or très-pur, & donnent du bénéfice au creuset. La Guinée est évaluée 23 liv. 12 s. 6 den. de France; mais les Fondateurs à Paris la payent jusqu'à 24 liv. 16 s.

La livre sterling n'est point monnoyée, & ne sert que de calcul numéraire: on l'évalue communément 22 liv. 10 s.; mais le taux varie selon le cours du Change.

Il n'y a de pieces de cuivre que le *Penny* & le *Farthing*. Le Penny vaut un peu moins d'un sou de France, & le Farthing un peu moins de deux liards.

môle,

môle, rendre leur port plus commode & plus sûr; 55,011 liv. pour remplacer le déficit des sommes vôtées l'année précédente; 45,565 liv. au Landgrave de Hesse-Cassel pour les dépenses qu'il avait faites pendant la dernière guerre en Allemagne; 1,500,000 liv. pour acquitter pareille somme capitale des annuités à trois & demi pour cent d'intérêt, établies pendant la 29<sup>e</sup>. année du regne de George II (1756); & 100,000 liv. sterling pour payer les dettes de la Marine.

Pour subvenir à ces dépenses, la taxe des terres fut continuée sur le pied de trois vingtièmes; la taxe de la dreche (Malt.) fut évaluée 700,000 liv.; un million huit cent mille livres fut levé en billets de l'Échiquier, pour remplacer la somme acquittée; à quoi l'on joignit 400 mille livres que la Compagnie des Indes Orientales s'était obligée de payer annuellement pour ses nouvelles acquisitions; les deux



quartiers du fonds d'amortissement (1) du 5 Janvier & du 5 Avril, montans ensemble à 1,072,615 liv. sterling ; 113,596 l. qui restaient de surplus dans l'Echiquier, & enfin 55,495 liv. qui restaient entre les mains du Trésorier-Général des Forces. On leva 500,000 liv. par loterie, & le produit du fonds d'amortissement fut anticipé d'un million sept cent mille livres : les *voies & moyens* excéderent l'estimation des dépenses de 344,182 liv. sterling.

Tel fut le premier essai de l'habileté du nouveau Ministre des Finances : il acquitta par ces mesures 1,500,000 l. de la dette Nationale ; il réduisit deux

---

(1) *Sinking-Fund*. Ce fonds, qui provient de l'excédant des impôts affectés au paiement des intérêts des annuités, est destiné à rembourser chaque année une certaine portion des capitaux de ces annuités, qui constituent la dette nationale de l'Angleterre ; mais souvent on en dispose pour les besoins du service public. En temps de guerre, les remboursemens sont suspendus, & les deniers du *Sinking-Fund* sont employés à payer une partie des dépenses extraordinaires de la guerre.

millions & demi d'annuités de quatre pour cent, à trois pour cent seulement, par la distribution des billets de loterie, & soulagea la Nation d'un intérêt annuel de soixante-quinze mille livres sterling.

---

## CHAPITRE II.

*LES Espagnols chassent les Anglais des Isles de Falkland; on se prépare à la guerre; Négociations pour maintenir la paix; plan de finances de Lord North pour 1771.*

LE Comte de Chatam avait prédit à la fin de la session que le souffle de la guerre ne devait pas tarder à se faire sentir dans quelque partie du Monde : l'événement prouva bientôt que cet homme d'État était bien informé de ce qui se tramait dans les Cours étrangères; car dans le mois de

ANNÉE  
1770.



Juin 1770, une Escadre partit de Buenos-Ayres pour s'emparer des Isles de Falkland, où depuis quelques années les Anglais avaient fait un établissement & avaient élevé un Fort, appelé le Fort Egmont. Le Commandant Espagnol, Dom Madariaga, somma le Fort de se rendre au Roi Catholique; & sur le refus, il se prépara à l'enlever de vive force: en vain le Capitaine Farmer, qui y commandait, se plaignit de l'injure que l'on faisait au Roi son maître, en pleine paix, il fut obligé de se soumettre. Après la capitulation signée, il fut détenu vingt-neuf jours, ainsi que la Garnison, & le gouvernail de son vaisseau fut enlevé & mis à terre jusqu'au moment où il lui fut permis de retourner en Angleterre.

Ces Isles sont situées à l'extrémité du détroit de Magellan, & sont les plus désolées des Contrées habitables; mais de puissans motifs avaient porté la Cour d'Angleterre à y former un établisse-

ment : c'était d'encourager les Américains à pêcher la baleine dans la mer du Sud, & de faciliter les découvertes maritimes dans cette mer. Les Français prétendaient avoir des droits sur ces Isles ; Bougainville les ayant visitées avant l'Amiral Byron, leur avait donné le nom d'Isles Malouines, & la Cour de Versailles avait cédé ses prétentions à l'Espagne ; mais les Anglais établissaient leur droit, sur la découverte qui en avait été faite par leurs Navigateurs sous le regne de la Reine Elisabeth : & lorsque l'Amiral Ançon revint de son célèbre voyage autour du Monde, il recommanda de faire un établissement aux Isles de Pepis ou Falkland, qu'il regardait dès-lors comme appartenantes à l'Angleterre.

La Cour d'Espagne avait vu avec jalousie les Anglais s'établir dans cette partie du Monde, d'où elle avait exclu jusqu'alors toutes les autres Nations ; & l'entreprise faite contre le



port Egmont n'était point un coup de main fortuit & irréfléchi ; elle avait été concertée avec les précautions ordinaires aux Espagnols. Ils avaient d'abord envoyé une frégate pour examiner les forces de la Place, le Gouverneur de Buenos-Ayres, Don Francisco Buccareilly, avait ensuite envoyé demander la possession immédiate de ces Isles au nom du Roi Catholique, ordonnant aux Anglais de l'évacuer ; & sur le refus, il avait envoyé une force militaire pour contraindre la Garnison à se rendre.

La nouvelle de ces hostilités étant arrivée à Londres, le Prince de Masferano, Ambassadeur d'Espagne à la Cour d'Angleterre, assura qu'il avait sujet de croire que le Gouverneur de Sa Majesté Catholique à Buenos-Ayres avait pris sur lui de déposséder les Anglais de leur établissement au port Egmont, ajoutant qu'il était autorisé à le déclarer ainsi pour prévenir les mauvaises

conséquences qui pourraient être tirées de cet événement & troubler la bonne intelligence qui régnait entre les deux Cours. Le Lord Weymouth, alors Secrétaire d'Etat, lui demanda s'il avait pouvoir de défavouer la conduite de Don Buccarelli; il répondit que non, mais qu'il allait en écrire à Madrid. D'un autre côté, la réponse du Ministère d'Espagne au Chargé des affaires de l'Angleterre à la Cour de Madrid, fut peu satisfaisante: les Anglais, disait-il, devaient bien prévoir que l'établissement du port Egmont déplairait à la Cour de Madrid, & elle ne pouvait blâmer la conduite de Don Buccarelli, qui était fondée sur les Loix Espagnoles en Amérique; mais il ajouta que Sa Majesté Catholique desirait sincèrement la paix, & voulait éviter la guerre, autant qu'elle le pourrait faire d'une manière compatible avec la dignité de sa Couronne & le bien-être de son Peuple.



Il s'écoula du temps en négociations ; cependant, aussi-tôt la nouvelle de l'invasion des Isles de Falkland, seize vaisseaux de ligne avaient été mis en commission dans les Ports d'Angleterre, & l'Amiral Keppel en avait été nommé Commandant. Le Peuple, qui se sentait insulté, attendait avec impatience le moment de combattre les Espagnols ; mais les forces militaires du Royaume ne répondaient pas à cette ardeur : la Marine, l'orgueil & la protection de l'Angleterre, était tombée en décadence en huit années de paix ; & quand l'Administrateur à qui la conservation des vaisseaux, des chantiers, des magasins, avait été confiée sous le premier Lord de l'Amirauté, vit le ressentiment public prêt à le poursuivre, il en évita les effets par une mort soudaine.

La Cour de Londres n'était pas disposée à la guerre ; le principe dominant depuis le commencement du regne

de George III était d'éviter autant qu'il serait possible les guerres étrangères : on accusait le long regne de George II d'avoir donné trop de hardiesse au Peuple ; ceux qui avaient la confiance du Roi ne cessaient de lui inspirer des craintes , & lui représentaient l'esprit de faction comme porté au plus haut degré. L'insolence du vulgaire excédait , disaient-ils , tout ce qui s'était vu dans les temps les plus orageux : le respect pour les Loix était anéanti ; la licence de la presse avait franchi toutes les limites , & ne respectait ni naissance , ni talens , attaquant avec une effronterie sans exemple les Personnages les plus éminens par leur sagesse & leur vertu. Ceux qui vivaient dans l'oïveté & l'opulence ( 1 ) adop-

---

( 1 ) Ce qu'on appelle les gens qui vivent noblement. Cette classe s'appelle en Angleterre *Gentry* , ce qui ne signifie pas la Noblesse , mais ceux qu'un certain revenu met à portée de vivre à l'aise ; par exemple , les *Squires-Gentleman* ne signifie pas un Gentilhomme , mais un



taient ces sentimens, & étaient disposés à concourir avec la Cour à restreindre la liberté du bas-Peuple. La politesse des manières s'introduisant avec les raffinemens du luxe faisait envisager la liberté franche & grossière d'un vulgaire Républicain comme plus redoutable que les usurpations des Ministres. L'augmentation de l'influence de la Couronne semblait avoir marqué cette époque comme la plus propre à introduire des Réglemens de Police intérieure, en faveur des Nobles & des Riches, au préjudice de la liberté générale: mais il fallait éviter la guerre pour accomplir de tels desseins, & la

---

homme qui vit dans l'aisance. La Noblesse, en Angleterre, se réduit aux familles des Pairs du Royaume & des Chevaliers-Baronnets; le reste compose la classe appelée *Gentry*, dans laquelle entrent toutes les Personnes qui jouissent de quelque fortune. Tout homme qui jouit d'un certain revenu en fonds de terre, devient *Squire*, & cette qualification n'est autre chose qu'un titre de courtoisie, sans privilèges particuliers.

paix était encore plus nécessaire à l'exécution de ce que l'on se proposait de faire pour réduire les Colonies à une soumission indéfinie. Ces considérations engagèrent le Roi d'Angleterre & ses Ministres à continuer les négociations avec la Cour d'Espagne.

Telle était la situation des affaires au commencement de l'hiver, lorsque le Lord Weymouth se démit de la place de Secrétaire d'Etat, & fut remplacé par le Lord Rochefort : Sir Edward-Hauke se démit en même temps de l'office de premier Lord de l'Amirauté, & le Comte de Sandwich lui succéda.

Le 20 Janvier 1771 il fut signé, ANNÉE  
1771.  
entre le Prince de Masserano, Ambassadeur d'Espagne, & le Comte de Rochefort, Secrétaire d'Etat, une convention, par laquelle le premier, au nom de la Cour de Madrid, désavouait la violence dont les Espagnols envoyés par Don Buccareilly avaient usé au port



d'Egmont, & stipulait que tout serait réuni au même état qu'il était avant l'invasion ; mais déclarait en même temps que cette convention ne pourrait préjudicier aux droits de Souveraineté du Roi d'Espagne sur ces Isles ; & le Lord Rochefort, au nom de la Cour de Londres, acceptait cette convention comme une satisfaction de l'injure faite à la Couronne de la Grande-Bretagne. Le Parlement demanda que tous les papiers relatifs à cette affaire politique fussent rapportés devant lui ; mais on n'exposa aux regards de cette Assemblée que les papiers qui étaient déjà publics, & on se borna à répondre qu'on n'en avait pas pu trouver d'autres. Bientôt après, la conduite du Gouvernement fit voir que l'on était convenu secrètement d'abandonner ces Isles à l'Espagne ; & Lord Weymouth n'ayant point voulu être l'agent de cette transaction si contraire à la dignité & aux intérêts de l'Angleterre, avait mieux

aimé quitter le Ministère (1). En exécution de ce pacte secret, la Cour de Londres envoya ordre en 1774 d'évacuer le port Egmont & ses dépendances.

Ce fut par ces moyens humilians que les Favoris de George III conserverent la paix, lorsque la guerre paraissait inévitable. Tel est le sort des Empires, quand ceux qui les gouvernent sont occupés du desir de dominer & d'affervir leurs Concitoyens. Ils évitent une guerre nécessaire & avantageuse, & attendent sans précaution qu'une foule d'Agresseurs viennent attaquer en même temps leurs Peuples affaiblis. Si le Roi d'Angleterre eût déclaré la guerre en 1771 à l'Espagne & à la France, les troubles de l'Amérique Septentrionale se seraient apaisés

---

(1) On prétend qu'il s'éleva à ce sujet entre le Lord Weymouth & le Lord North, dans le Conseil privé, une contestation assez vive pour obliger le Lord Weymouth à se retirer.



d'eux-mêmes, la misérable querelle des théistes aurait été oubliée de part & d'autre, & les Peuples de Boston, de New-Yorck, auraient renoncé aux at-troupemens & à l'insurrection, pour s'emparer au passage de toutes les richesses des Antilles & de l'Amérique Méridionale : obligés de faire cause commune avec la Mere-Patrie, & y trouvant leur avantage par la situation de leurs Ports, les soulèvements auraient été retardés pendant bien des années.

S'il y avait eu une rupture entre l'Angleterre & l'Espagne, le pacte de Famille aurait obligé la France à prendre parti pour les Espagnols ; cependant, le Roi d'Espagne était le seul qui se fût préparé sincèrement à la guerre, quoiqu'il fût celui qui avait le plus d'intérêt à l'éloigner. Il avait employé toutes les méthodes connues pour fortifier ses Colonies ; mais ses forces navales étaient si inférieures à tous égards à celles des Anglais, que c'était pour ainsi dire vou-

loir leur livrer les revenus annuels du Mexique & du Pérou. Quelqu'importante que fût cette considération, elle était écartée par le caractère vindicatif, superbe & brave de la Nation Espagnole, toujours prête à prendre feu à la moindre apparence d'insulte, & à renoncer à l'intérêt quand elle se croit provoquée par l'honneur. Le penchant de la Nation était augmenté par celui du Monarque lui-même ; il haïssait les Anglais avec amertume, depuis qu'en 1740, étant Roi de Naples, une flotte Anglaise le contraignit à faire revenir ses Troupes de l'Armée Espagnole, & à signer un acte de neutralité pour éviter la destruction de sa Capitale : mais en vain l'Espagne voulait combattre, elle ne trouva point d'ennemi.

Cependant les dépenses de l'Angleterre, pour se préparer à la guerre, étaient énormes. A la rentrée du Parlement on avait voté 14 mille matelots, dont le salaire, joint à l'ordinaire



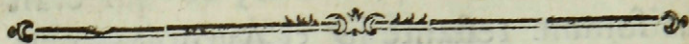
de la Marine & à la construction ou réparation des vaisseaux, montait à 3,082,499 l. sterl.; les forces de terre avaient été portées à 23,432 hommes effectifs, y compris 2,102 invalides; & les frais de l'Armée, en y joignant les dépenses extraordinaires, furent portés à 1,858,779 liv. sterl. La somme de 28,365 liv. sterl. fut accordée à la Compagnie des Indes Orientales pour la rembourser des frais d'une expédition qu'elle avait projetée contre les Manilles, & le montant des subsides pour 1771 fut porté à 7,158,799 l. sterl.

Pour former cette somme, la taxe des terres fut augmentée & portée à 4 shellings par livre sterling; on employa le produit de celle de la dreche, & 400,000 liv. sterling du troisieme paiement de la Compagnie des Indes Orientales: 200,000 liv. sterl. furent levées par loterie; on renouvela pour 1,800,000 liv. sterl. de billets de l'Échiquier; on prit 691,977 liv. sterling  
du

du fonds d'amortissement, ce qui était la somme restante le 5 Avril. Après le paiement de l'anticipation faite l'année précédente, on fit une nouvelle anticipation sur ce fonds de 1,650,000 liv. sterl. pour l'année courante, & le surplus des sommes votées l'année précédente, montant à 89,658 liv. sterl., fut appliqué à celle-ci; on donna des permissions à deux cents nouveaux carrosses de place, chacun desquels fut obligé de donner cinq shellings par semaine. Ces voies & moyens furent estimés excéder les subsides de 481,003 liv. sterl.







## CHAPITRE III.

*AFFAIRE des Imprimeurs de Londres ;  
acte du Parlement pour régler les ma-  
riages de la Famille Royale ; affaires  
de la Compagnie des Indes Orientales ;  
vues de Lord North pour l'acquittement  
de la dette nationale ; changemens  
dans le Ministère ; état des finances  
en 1772.*

ANNÉE  
1772.

L'USAGE de répéter dans les Papiers publics la substance des discours des Membres du Parlement, sans les désigner autrement que par une lettre initiale, s'était introduit depuis environ quarante ans. Cette liberté avait souvent déplu à quelques Orateurs, qui avaient prétendu que leurs harangues n'étaient pas fidèlement transmises au Public : ils s'étaient plaints à la Chambre, qui avait cherché à restreindre par diffé-

rens moyens la licence des Imprimeurs. Dans la cession de 1771, Georges Onslow s'avisa de rendre une plainte formelle à la Chambre des Communes, disant que le discours qui avait été imprimé dans les Papiers publics, comme étant le sien, tendait à le flétrir dans l'opinion de ses Constituans. Les personnes les plus sages de l'Assemblée voulaient qu'on le renvoyât à se pourvoir légalement; elles soutenaient que le Parlement n'avait aucune autorité pour juger & punir les Citoyens; que de tels procédés étaient incompatibles avec la Constitution; & qu'enfin, la Chambre des Communes agirait d'une manière plus conforme à sa dignité réelle, en recourant aux Loix, qu'en violant le premier principe de la justice naturelle, qui défend d'être juge dans sa propre cause: néanmoins l'opinion de la majorité fut que le respect dû à l'autorité de la Chambre devait être maintenu à tous événemens:



& les Imprimeurs furent ajournés, mais ils n'obéirent pas.

Ils étaient soutenus par ceux qui avaient pris le plus d'intérêt à l'élection de Middlesex : il était nécessaire pour maintenir l'équilibre de la Constitution, que les privilèges du Parlement fussent connus & limités. Qu'importe, disaient les Patriotes, que ce soit la Couronne qui entreprenne d'imposer de nouvelles Loix, & de dispenser des anciennes, ou que le pouvoir arbitraire se serve de la Chambre des Communes pour produire les mêmes effets ?

Le Sergent-d'Armes ayant reçu de la Chambre l'ordre d'emprisonner les Imprimeurs accusés, se rendit à leurs maisons, mais il ne put en arrêter aucun ; & à chaque message, leurs domestiques donnerent des réponses accompagnées de ris méprisans ; il en fit rapport à la Chambre, qui résolut de s'adresser au Roi pour obtenir une

proclamation contre les délinquants , avec promesse de récompense à ceux qui les arrêteraient. Cette proclamation fut inférée dans les Gazettes , & l'on offrit 50 liv. sterl. pour arrêter chacun d'eux. Alors Wheble , l'un des Imprimeurs nommés dans la proclamation , fut pris & traduit devant l'Alderman (1) , à Guildhall (2) : c'étoit John Wilkes lui-même qui était devenu Alderman ; il relâcha le prisonnier , l'autorisa à poursuivre le capteur pour *assaut & faux emprisonnement* , & ce dernier fut obligé de donner caution de se représenter aux prochaines sessions pour y être jugé. Ce Magistrat écrivit ensuite au Lord Hallifax , Secrétaire d'Etat , pour l'informer de ce qu'il avait fait , & de ses motifs. Il observait que Wheble n'était accusé d'aucun crime dans la

---

(1) *Alderman* , Echevin. Les Echevins & le Lord Maire de Londres ont de grands privileges.

(2) *Guildhall* , la Maison-de-Ville.



proclamation, & que c'était violer les droits de Sujet Anglais & les privilèges de la Ville de Londres que de l'emprisonner sans accusation & sans preuves.

Thompson, autre Imprimeur, fut arrêté de la même manière, & renvoyé de même par l'Alderman Oliver; les arrêteurs prirent des certificats, au moyen desquels ils réclamèrent la récompense offerte dans la proclamation; mais les Lords de la Trésorerie refusèrent de payer, prétendant que tout s'était fait par collusion entr'eux, les Accusés & les Magistrats de la Cité.

Le 15 Mars 1771, Miller, Imprimeur du *London-Evening-Post* (1),

(1) *Evening-Post*, poste du soir. Il y a aussi *Morning-Post*, la poste du matin. *The General Daily Advertiser*, l'Avertisseur-général de chaque jour; & cent autres Papiers qui se distribuent dans les Provinces & dans les Campagnes, aussi-bien que dans la Capitale, par matin, par jour, par semaine; le tout grand *in-folio* à quatre colonnes.

fut arrêté dans sa maison par le Messager de la Chambre des Communes ; il envoya aussi-tôt chercher un Connétable , & le chargea de prendre le Messager sous sa garde , & de le conduire devant le Lord Maire Brass Crosby , où les Aldermans Wilkes & Oliver se rendirent. Le Député , Sergeant-d'Armes de la Chambre des Communes , se présenta devant eux , & demanda , au nom de l'Orateur du Parlement , que le Messager & l'Imprimeur lui fussent délivrés. Le Lord Maire refusa de le faire , & demanda pour quel crime & par quelle autorité le Messager avait arrêté l'Imprimeur : il fut répondu qu'il l'avait fait en vertu d'un *Warrant* (1) de la Chambre des Communes ; alors on lui demanda si ce Warrant avait été visé par un Magistrat

---

(1) Ordre , décret. Le mot *Warrant* , qui signifie garant , exprime que ceux qui délivrent cette espèce d'ordre , en sont garants & responsables.



de la Cité : sur la négative , on en demanda l'exhibition , & il fut produit après beaucoup de contestations. L'Avocat de Miller soutint qu'il était nul , & les trois Magistrats firent relâcher ce prisonnier , qui à l'instant rendit plainte en *assaut & faux emprisonnement*. On ordonna que le Messager fournirait caution , & n'y ayant point satisfait , il fut expédié un Warrant , signé du Lord Maire & des deux Aldermans pour le faire mettre en prison ; alors il consentit à fournir une caution , & elle fut admise.

La hardiesse de ces mesures irrita le Parlement , & dans son indignation les Magistrats de la Cité furent menacés d'un châtement sévère. Le Lord Maire & l'Alderman Oliver , qui étaient Membres de la Chambre des Communes , furent ajournés à leurs places , & l'Alderman Wilkes à la barre : les deux premiers se rendirent à l'ajournement. Le Lord Maire était malade ; néan-

moins il justifia sa conduite en alléguant le devoir de sa place, qui l'obligeait de maintenir inviolablement les franchises de la Cité de Londres. Alors on fit venir le Greffier du Lord Maire, avec son livre de minutes, & il fut ordonné par la majorité des suffrages que la soumission de *Whitam*, Messager de la Chambre des Communes, de se représenter aux prochaines Sessions, en serait effacée; ce qui fut exécuté.

Cet acte d'autorité fut hautement désapprouvé par plusieurs Membres du Parlement. C'était s'arroger, disaient-ils, un pouvoir d'une nature bien dangereuse, & que la Constitution n'avait accordé à aucune des trois branches de la Législature. Effacer les contrats, enlever ou détruire les minutes, arrêter le cours de la Justice, & suspendre les Loix, sont des actes qui constatent le despotisme le plus arbitraire. Les partisans de la majorité disaient que



la Chartre de la Cité de Londres lui ayant été donnée par la Couronne, ne pouvait pas conférer des privilèges contraires aux droits de la Chambre des Communes, parce que la Couronne elle-même ne pouvait pas enfreindre ces droits. 272 voix contre 90 firent prévaloir cette opinion, & il fut déclaré que la décharge de l'Imprimeur Miller, & l'emprisonnement du Messager de la Chambre, faisaient brèche aux droits du Parlement. Ces débats avaient duré jusqu'à une heure du matin : ce ne fut qu'à ce moment qu'on demanda à l'Alderman Oliver ce qu'il avait à dire pour sa défense ; & il répondit « qu'il avouait ce dont on prétendait l'accuser, & s'en glorifiait ; » qu'il savait bien qu'aucune justification ne pouvait détourner la punition qu'on lui réservait ; qu'il avait rempli son devoir, & était indifférent sur les conséquences : & que, comme il était persuadé qu'il était inutile de

» réclamer la Justice, il bravait les menaces du Pouvoir ». Aussi-tôt on proposa d'envoyer Oliver à la Tour de Londres, & la motion ayant passé à la majorité de 160 voix contre 58, il y fut envoyé sur-le-champ en vertu d'un Warrant délivré par l'Orateur. A l'égard du Lord Maire, qui était très-malade, on différa de procéder contre lui.

Tandis que ces choses se passaient au Parlement, une Cour, de conseil commun, fut convoquée à la Maison-de-Ville, où l'Alderman Trecotick faisait l'office de Lord Maire. Il y fut résolu qu'il serait adressé par écrit des remerciemens publics au Lord Maire & aux deux Aldermans, pour avoir protégé les franchises de la Cité, & maintenu la Constitution Britannique. On nomma un Comité de quatre Aldermans, & huit Notables pour les assister dans leur défense, avec pouvoir d'y employer tous les moyens qu'ils jugeraient convenables; & pour y sub-



venir, de tirer sur la Chambre de Londres toute somme qui n'excéderait pas 500 liv. sterl.

Deux jours après l'emprisonnement d'Oliver, le Lord Maire, assisté de ce nouveau comité, se rendit à la Chambre des Communes pour y recevoir sa Sentence. La Populace s'assembla en grande foule, & commit plusieurs violences envers quelques Membres du Parlement qui avaient encouru son ressentiment ; mais quelques autres, qui avaient gagné l'amour du Peuple, persuaderent à la multitude qu'il était convenable qu'elle se retirât à une plus grande distance de Westminster, qu'elle tenait pour ainsi dire assiégé. Le Lord Maire déclara à la Chambre qu'il n'ajouterait rien à sa défense, parce qu'il savait bien qu'il était jugé d'avance. Il était si malade, que l'on proposa de le laisser à la garde du Sergent-d'Armes, au lieu de l'envoyer à la Tour ; mais il déclara que quel que pût être l'état

de sa fanté, il se glorifiait de partager le sort de son ami : alors il y eut 202 voix contre 39 pour l'envoyer à la Tour. Quoiqu'il fût minuit lorsqu'on voulut l'y conduire, la Populace assemblée sur son passage détela les chevaux de son carrosse & le mena à *Templebar*, où étant arrivée elle ferma les portes de la Cité, & voulut forcer le Sergent de quitter le carrosse. Le Lord Maire fut obligé d'interposer son autorité ; il leur déclara que celui qu'ils voyaient avec lui, était un de ses amis particuliers qui l'accompagnait pour retourner à son Hôtel : alors ils recommencerent à traîner le carrosse au milieu des acclamations jusqu'à l'Hôtel de la Mairie, d'où ce Républicain se rendit secrètement à la Tour aussi-tôt que le Peuple fut dispersé.

Bientôt les deux Prisonniers furent traduits sur un acte d'*habeas corpus* à la Cour des plaids communs ; mais, après les avoir entendus, les Juges



n'osèrent passer outre, & furent unanimement d'avis qu'ils n'étaient pas compétens pour juger la conduite de la Chambre des Communes; ainsi ils restèrent en prison jusqu'à la fin de la Session, recevant des Adresses de remerciement & de congratulation de toutes les parties du Royaume. Mais ce n'était pas assez d'avoir emprisonné le Lord Maire & l'Alderman Oliver; Wilkes bravait le Parlement, & ceux qui dirigeaient les démarches de cette Assemblée ne savaient comment ils devaient procéder contre ce troisième coupable, dont ils avaient déjà éprouvé la fermeté & la vigueur d'esprit. Ceux qui désiraient voir la Chambre des Communes s'embarrasser de plus en plus, demandaient pourquoi on laissait cet Alderman triompher dans sa contumace; s'il était au-dessus ou au-dessous de la Loi; si c'était la crainte ou le mépris qui dictaient une pareille conduite? Ces sarcasmes déterminèrent

à ajourner John Wilkes; mais au lieu d'obéir, il écrivit à l'Orateur une lettre par laquelle il observait que dans son ordre d'ajournement il n'était pas mention qu'il fût Membre de la Chambre, ni qu'il était ajourné à sa place, ce qui rendait l'ajournement nul : il saisissait cette occasion de redemander sa séance au Parlement, au nom des Francs-tenanciers de Middlesex, ajoutant qu'alors il donnerait à la Chambre un détail exact qui comprendrait nécessairement la justification de la conduite qu'il avait tenue au sujet d'une proclamation qu'il soutenait être également injurieuse à l'honneur de la Couronne & aux droits des Citoyens. Il avait agi, disait-il, par la connoissance de ce qu'il devait à une grande Cité, dont il était obligé de défendre & de maintenir les franchises, & à son Pays dont il voulait soutenir la noble Constitution & la liberté, au prix de son sang & jusqu'au dernier moment de sa vie.



Un Membre du Parlement ayant présenté cette lettre à l'Orateur, la Chambre fut d'avis qu'elle ne devait être ni lue, ni reçue; on décerna d'autres ajournemens, dont Wilkes ne fit aucun cas. Ceux qui dès les commencemens s'étaient opposés à l'emprisonnement des Imprimeurs, firent ce moment de faire remarquer que toutes les démarches qui s'en étaient suivies, n'avaient servi qu'à détruire le respect dont le Parlement avait joui jusqu'alors; que ses ordres n'avaient point été exécutés, ni ses punitions redoutées, le Peuple les ayant converties en marques d'honneur. La majorité commençait à sentir la justesse de ces remontrances, mais elle ne voulait point revenir sur ses démarches: elle nomma un comité pour assurer & maintenir la dignité du Parlement; mais ce comité proposa des mesures qui ne purent être adoptées, & la Chambre fut obligée d'abandonner cette grande affaire qui avait mis tout le

le Peuple en mouvement, se bornant à réclamer l'autorité du Roi, & particulièrement contre Wilkes ; mais les Ministres ne voulurent pas fournir à un homme si hardi l'occasion de faire usage de l'ascendant qu'il avait sur le Peuple, & ne sachant pas s'il serait au pouvoir du Gouvernement de réprimer les clameurs & les soulevemens qu'il pourrait exciter, ils aimèrent mieux laisser la Chambre des Communes dans sa disgrâce, que voir la Nation se plonger dans l'Anarchie.

De ce moment, les Papiers publics ne garderent plus de mesure ; dans la Session suivante, les procédés du Parlement furent journellement relatés dans chaque Gazette ; & soit que les discours des Orateurs y fussent fidèlement transmis, ou grossièrement pervertis, selon la capacité & l'humeur des Ecrivains, la Chambre des Communes ne s'en offensa plus.

Les deux freres du Roi, le Duc de

Mariages  
des Princes  
du Sang.

D



Cumberland & le Duc de Gloucester, s'étant mariés sans son consentement, il envoya des Messages aux deux Chambres du Parlement, pour représenter que son affection paternelle pour sa famille, son attention inquiète sur le bonheur de son Peuple, & l'honneur & la dignité de sa Couronne lui faisaient désirer que le droit qu'il avait d'approuver tous les mariages de la Famille Royale, fût rendu plus effectif; qu'il pria le Parlement de prendre cet objet en considération, & d'établir une Loi pour empêcher les Princes & les Princesses de la Famille Royale de se marier, sans avoir obtenu préalablement le consentement Royal.

La Chambre des Pairs montrant le désir de complaire au Roi dans cette circonstance, déclara nul tout mariage des Princes de la Famille Royale qui serait fait sans le consentement du Roi, scellé du grand sceau, & déclaré dans le Conseil, & excepta les mariages des

deux freres du Roi, déjà terminés (1); mais elle ajouta, que si les Princes ayant atteint 25 ans, persisteraient dans la résolution de contracter un mariage désapprouvé par le Roi, alors ils pourraient, en faisant notifier leur dessein au Conseil 12 mois d'avance, se marier valablement sans le consentement Royal; à moins que le mariage projeté ne fût aussi désapprouvé par les deux Chambres du Parlement.

Cette Loi nouvelle ne passa pas sans rencontrer beaucoup d'opposition dans les deux Chambres, & elle occasionna dans la Chambre des Pairs deux protestations, signées, l'une de douze Pairs, & l'autre de six: telles étaient les objections des Opposans: « La maxime que les mariages de la Famille Royale sont de la plus haute importance pour l'Etat, est fondée sur une doctrine absurde &

---

(1) Le Duc de Cumberland épousa *Mistress Horton*, jeune veuve, fille du Lord *Irnham*; & le Duc de *Glocester* s'était marié secrètement à la Comtesse Douairiere de *Waldegrave*.



52 *Histoire de l'Administration*  
contraire à la Constitution Britannique,  
& tend à donner à la Couronne des  
prérogatives auxquelles elle n'a jamais  
osé prétendre dans les périodes les plus  
despotiques de l'Histoire d'Angleterre.  
D'ailleurs les descendants de George II  
peuvent devenir très-nombreux, & c'est  
porter un préjudice intolérable à un si  
grand nombre de Sujets, dispersés sans  
doute dans tous les rangs de la So-  
ciété, que de les soumettre aux dis-  
tinctions d'une pareille Loi. Avec le  
temps, cette Loi peut rendre les pre-  
mieres Familles du Royaume entière-  
ment dépendantes de la Couronne :  
& qui peut apprécier le danger de  
souffrir que la Nation renferme une  
multitude de Princes Anglais qui ne  
feront ni libres, ni Citoyens? La Loi  
de ce Pays a limité, avec une grande  
sagesse, la minorité à 21 ans: n'est-il  
pas indécent de supposer que les hommes  
de la Famille Royale ne peuvent pas  
arriver à l'âge de discrétion aussi-tôt

que les derniers Sujets du Royaume, & être capables de choisir une femme sans être endoctrinés par la Régence de la Couronne? enfin, leur refuser jusqu'à 26 ans la permission de se marier à leur gré, c'est occasionner le désordre & la dissolution des mœurs parmi les Personnes du plus haut rang, dont l'exemple a toujours une influence puissante & extensive sur la jeunesse de toutes les classes. Cet acte est contraire aux droits inhérens de la Nature humaine, & par conséquent ne peut être une Loi ». Malgré ces raisons, le bill passa dans la Chambre des Communes, à la majorité de 165 voix contre 115.

Dans cette Session, le Parlement s'occupa des affaires de la Compagnie des Indes Orientales. C'est une chose remarquable dans l'Histoire des Nations, que de voir une simple Compagnie de Marchands posséder des Royaumes vas-

Affaires  
de la Com-  
pagnie des  
Indes.



tes, riches & peuplés, dans un Pays où, quatorze ans auparavant, son principal établissement avait été conquis par un ennemi barbare, & où leur Gouverneur, leurs Officiers, leurs Agens, enfermés dans une écurie comme un troupeau de bétail, avaient péri de misere; il était alors douteux que la Compagnie des Indes Anglaise possédât jamais un pouce de terre au Bengale, & un an après elle y régnait souverainement. Les revenus territoriaux que depuis elle a tirés annuellement du Royaume de Bengale & des Provinces de Bahar & d'Orissa, montent à plus de cent-vingt millions tournois, sans y comprendre les bénéfices du Commerce: mais les dépenses du Gouvernement, les Troupes, les Armées, les prévarications des Agens & Comptables en ont toujours absorbé au delà de la moitié, & rien n'a pu jusqu'à présent restreindre la rapacité des Employés.

Ils ont successivement rapporté en Angleterre les richesses & le luxe de l'Asie ; & , corrompus & corrupteurs , ils ont paru trop puissans pour être punis.

Pour arrêter les désordres de l'Administration du Bengale , Sullivan , Président - député de la Compagnie , proposa divers Réglemens. Cette motion entraîna le Lord Clives , ci-devant Gouverneur & Président du Bengale , à entrer dans la défense de sa conduite. Son discours était préparé depuis long-temps , & travaillé avec soin ; il fit les plus grands efforts pour pallier l'avarice & les vexations qu'on lui reprochait ; il se défendit sur-tout d'avoir retiré du profit de la fonte des monnoies & de leur altération ; il alléguait qu'il n'entendait rien au mélange des métaux ; cependant on l'accusait d'avoir tiré 30,000 liv. sterl. de ce seul objet , en mettant 30 pour cent d'alliage dans les monnoies ; il était ac-



cusé d'ailleurs d'avoir mis à son profit, sur le sel & le tabac consommés par les Indiens, une taxe qui, à raison de la population, avait dû produire au moins 60,000 liv. sterling, & d'une infinité d'autres prévarications. Le Gouverneur Johnstone lui répliqua avec véhémence & succès : mais la Session du Parlement étant trop avancée pour pouvoir entreprendre une aussi grande affaire, la motion du Député de la Compagnie fut renvoyée à l'année suivante : cependant, pour que cet objet fût en état d'être pris plus promptement en considération, on nomma au scrutin un comité de trente-un Membres de la Chambre, pour faire des recherches sur l'état de la Compagnie & de ses affaires dans les Indes. Les objets de ces recherches étaient si étendus & si variés, qu'avant la fin de la Session le comité demanda la permission de continuer ses Assemblées pendant l'inter-

valle qui devait s'écouler jusqu'à la rentrée du Parlement.

A l'ouverture du *budget*, (1) Lord North parla avec beaucoup d'alégresse de l'état du Royaume & de l'heureux avenir que promettait la durée de la paix. « La probabilité de sa continuation, dit-il, est plus grande qu'elle n'a jamais été dans aucun temps qui soit à ma connoissance; & si elle continue, il sera acquitté en dix ans plus de dix-sept millions sterling de la dette nationale. Selon le plan que j'ai adopté, & que j'ai mis sous les yeux de la Chambre, la diminution de l'intérêt annuel ajoutera au fonds d'amortissement, qui, se réunissant à la taxe ordinaire des terres & de la dreche, formera un revenu annuel d'environ sept millions

---

(1) C'est le porte-feuille qui renferme les états de finance que le Ministre est obligé de produire à la Chambre des Communes.



sterling ; & alors nous pourrons soutenir la guerre sans aucune taxe additionnelle. Nous ne pouvons plus avoir l'ambition des conquêtes, la domination Britannique est aussi étendue qu'on puisse désirer qu'elle le soit, & l'amélioration de nos Domaines doit être notre principale sollicitude. En diminuant graduellement notre dette nationale, nous avons la perspective d'élever notre crédit au-dessus de celui de toutes les Puissances de l'Europe, & de nous en faire respecter, même dans nos mesures pacifiques ».

Ce tableau plaisait extrêmement à la Nation, & le Parlement semblait ravi dans la contemplation de la prospérité future ; mais, les promesses de Lord North n'étaient que spécieuses ; il ne pouvait pas amortir chaque année pour plus d'un million & demi de la dette ; au lieu que, dans une seule année de guerre, l'Angleterre pouvait

être obligée d'emprunter huit ou dix millions ; car ce Royaume par sa faiblesse originelle, le nombre de ses établissemens éloignés & la disette de soldats, ne peut se maintenir contre les grandes Puissances territoriales, depuis long-temps ses ennemies, que par la prépondérance de l'argent & du crédit, & la vigueur de sa Constitution. Ainsi l'Angleterre ne peut calculer d'avance les dépenses de la guerre, elle est forcée de les mesurer sur les préparatifs de ses ennemis. Un grand Royaume, dont le terre innourrit chaque habitant, indépendamment des ressources du dehors, peut soutenir de longs malheurs, tandis qu'il ne faut qu'un seul revers pour ruiner l'Angleterre : mais elle pourra toujours éviter ce revers, tant que son crédit illimité lui permettra de surpasser dans chaque campagne les dépenses de ses Adversaires.

Il y eut, peu de temps après l'ou-



verture du budget, des changemens dans le Ministère; Lord Hillsborough quitta sa place de Secrétaire d'Etat au département des Colonies, & celle de premier Lord du Commerce; le Lord Dartmouth lui succéda; le Comte d'Harcourt remplaça le Lord Townsend dans la Vice-Royauté d'Irlande; & le Lord Stormond fut nommé Ambassadeur en France à la place du Comte d'Harcourt: enfin, Charles Fox fut nommé l'un des Lords de la Trésorerie, à la place de Jenkinson, qui fut envoyé Vice-Trésorier en Irlande.

Les subsides pour l'année 1772 se bornerent à 5,886,753 liv. sterl.; on remboursa 1,500,000 liv d'annuités à trois pour cent; la taxe des terres fut remise à 3 shellings par livre sterling; on renouvela pour 1,800,000 livres de billets de l'Echiquier; on employa les quatre cent mille livres de la Compagnie des Indes, & l'on prit

1,856,723 liv. sterling sur le fonds  
d'amortissement (1).

---

(1) DÉPENSES.

Marine. . . . .	2,070,664	liv. sterl.
Armée . . . . .	1,799,810	
Paiement des billets de l'Echiquier. . . . .	1,800,000	
Déficit sur l'empr. de 1758. . . . .	42,443	
Déficit des sommes votées en 1771. . . . .	35,456	
Compagnie du Levant, découvertes vers le pôle du Sud, Musée Britan- nique, &c. . . . .	32,830	
	<hr/>	
	5,781,203	
Pour rembourser un million cinq cent mille liv. d'annuités à 3 pour cent. . . . .	1,350,000	
	<hr/>	
	7,131,203	liv. sterl.

VOIES ET MOYENS.

Taxe des terres. . . . .	1,500,000	l. sterl.
Taxe de la dreche. . . . .	750,000	
<i>Sinking-Fund</i> au 5 Janvier. . . . .	191,608	
Billets de l'Echiquier. . . . .	1,800,000	
De la Compagnie des Indes. . . . .	400,000	
<i>Sinking-Fund</i> au 5 Avril. . . . .	805,398	
Profit sur la loterie. . . . .	150,000	
Anticipation du <i>Sinking-Fund</i> . . . . .	1,856,723	
	<hr/>	
	7,453,729	

On vota en outre plusieurs sommes pour des dépenses  
variées.



## CHAPITRE IV.

*SUITE des affaires de la Compagnie des Indes ; on lui permet d'exporter son thé , franc de droits , en Amérique ; procès du Lord Clives ; augmentation de l'influence Royale ; état des finances en 1773.*

LE Parlement s'assembla le 26 Novembre 1772, & le Roi déclara qu'il désirait que les Chambres prissent en considération le véritable état des affaires de la Compagnie des Indes. La perspective flatteuse que les Agens de cette Compagnie avaient donnée d'un immense bénéfice sur les acquisitions territoriales dans le Bengale , n'était devenue qu'une illusion ; cependant la Compagnie avait accepté à Londres pour un million sterling de traites ; ce qui était quatre fois plus qu'elle n'avait

autorisé le Conseil du Bengale à tirer sur elle ; & par le déficit des retours, elle se trouvait endettée envers la Banque d'Angleterre & envers les Douanes, & n'avait pas assez d'argent en caisse pour acquitter le quartier courant des quatre cent mille livres qu'elle était obligée de payer au Gouvernement.

Depuis plusieurs années, les Agens éludaient l'exécution des ordres qu'ils recevaient, & malverfaient impunément. Pour arrêter ce désordre, on avait envoyé des Inspecteurs en 1760, qui devaient remédier aux abus ; mais le vaisseau qui les transportait s'était perdu au delà du Cap de Bonne-Espérance, & on n'en avait jamais eu de nouvelles. Les Directeurs avaient pris entre eux la résolution d'envoyer de nouveau six Inspecteurs, & ils les avaient nommés. Mais le Parlement s'y opposa, à cause de la dépense qui devait en résulter, & qui fut évaluée à 120,000 livres sterling. Plusieurs Membres du Parlement



représentaient les affaires de la Compagnie comme étant dans un état désespéré; mais Lord North fit voir que ce n'était qu'une crise momentanée, qui devait cesser après la vente des marchandises accumulées dans les magasins, & le retour des vaisseaux qui étaient en mer.

Par l'examen qui fut fait avec de grands débats, & d'après les déclarations des Directeurs, il fut constaté que les sommes que la Compagnie payait annuellement au Gouvernement, montaient à deux millions sterling; mais que, depuis plusieurs années, les Propriétaires, au lieu de retirer des bénéfices, perdaient une partie de leur dividende. Cette perte provenait des abus de l'Administration du Bengale, où une armée de trente mille soldats, dont environ quatre mille Européens, coûtait un million sterling par an; tandis qu'à Madras, sur la côte de Coromandel, une armée de vingt-trois mille hommes, dont

dont quatre mille quatre cents Européens, ne coûtait que 300,000 l. sterl. Au Bengale, cent soixante-onze personnes, composant l'Administration civile, coûtaient 300,000 l. sterl., & cent quatorze personnes employées à l'Administration civile de la côte de Coromandel, ne coûtaient que 50,000 livres sterling. Depuis 1765, la dépense des fortifications au Bengale avait monté à 1,200 mille livres, & les naturels du pays étaient accablés d'un impôt exorbitant, appelé *matoot*, qui avait été perçu cinq années à l'insçu des Propriétaires de la Compagnie.

Avant que le Comité dont Lord Clive avait la direction, eu eût été établi, les dépenses civiles & militaires de la Compagnie au Bengale n'avaient jamais excédé 700 mille livres; l'année suivante elles montaient à 900 mille livres, & graduellement, en six années, jusqu'à 1,800 mille livres.

Le Conseil de la Compagnie récla-



mait pour elle au Parlement le droit de régler ses affaires & de réprimer les abus par elle-même, en vertu des pouvoirs qui lui étaient conférés par sa Charte, & en récompense des services qu'elle avait rendus à la Nation : mais si tout ce que nous venons d'exposer servait à démontrer les malversations des serviteurs de la Compagnie, il ne donnait pas lieu de croire que la Compagnie eût les moyens d'y apporter des remedes; car le Comité de Calcuta, qui avoit ruiné cette Compagnie par ses déprédations, avait été formé lui-même pour corriger les abus. Il s'agissait donc de décider si l'impuissance de la Compagnie exigeait l'interposition du Parlement. La plupart des Membres étaient d'avis que cette mesure était non seulement justifiée, mais prescrite par la nécessité.

Edmond Burke combattit cette opinion; il observa qu'en 1767 le Parlement s'était occupé des affaires de la

Compagnie, & qu'avant de le faire, il avait allégué cinq motifs; le maintien de la foi publique, la conservation du crédit public, l'augmentation du commerce de la Compagnie, l'accroissement de ses revenus, & la sûreté des actionnaires. Pour remplir ces grands objets, dit-il, livres sur livres & papiers sur papiers furent mis sur le bureau; le sujet fut examiné & réexaminé; les débats succéderent aux débats, & il fut pris maintes résolutions: la Chambre s'assembla quarante une fois jusqu'à quatre heures du matin, & il n'en résulta autre chose qu'une somme de 400,000 l. sterling par an en faveur du Gouvernement. La foi publique, le crédit public, l'augmentation du commerce & des revenus de la Compagnie furent oubliés, & l'on trouva plus nécessaire d'exiger d'elle une somme suffisante pour payer les arriéremens de la liste civile ». Il alléguait que les Ministres avaient vu avec plaisir & fomenté



les désordres de la Compagnie, comme fournissant une occasion favorable de se saisir de ses revenus territoriaux, & de s'en faire un moyen d'accroître les prérogatives de la Couronne. « On fait, ajouta-t-il, que les places, les pensions & les expectatives qui dépendent de la Couronne, ont déjà trop d'influence pour qu'il reste dans le Royaume quelques traces de patriotisme: qu'arrivera-t-il si le Bengale & le Gange deviennent pour nous de nouvelles sources de corruption? Je redoute qu'en voulant détruire les abus en Orient, l'Orient ne corrompe la Grande-Bretagne; je crains plus de la contagion de ce pays, que je ne puis espérer de la vertu du Parlement. N'est-ce pas le pillage de l'Orient qui a porté le dernier coup à la liberté de Rome? Pouvons-nous attendre un meilleur sort? Je vous conjure par tout ce qu'il y a de sacré, par le courage de vos ancêtres qui ont si noblement combattu & versé leur sang

pour la même cause que je plaide aujourd'hui, ne succombez pas à la tentation que l'on vous présente, ne vous engloutissez pas dans le gouffre de la corruption, & n'entraînez pas avec vous votre postérité, votre pays. Le bill (1) qu'on se propose est dangereux en lui-même ; c'est le commencement d'une invasion totale des territoires de la Compagnie au Bengale. J'avoue que la Chambre a le pouvoir de passer ce bill ; mais elle n'en a pas le droit, & ce sont deux idées qu'il est essentiel de ne pas confondre ». Malgré cette opposition, le bill passa à la majorité de 153 voix contre 28 (2) dans la Chambre des Communes, & de 26 contre 6 dans celle des Pairs.

Peu de temps après, la voix du Lord

---

(1) *Bill of Parliament*, acte du Parlement, Loi. Il faut en Angleterre, pour faire une Loi, la concurrence des trois pouvoirs, la Chambre des Communes, les Pairs & le Roi.

(2) Le 28 Décembre 1772.



North se trouva rester dans la minorité. Il s'agissoit d'augmenter la paye & la demi-paye des Capitaines des vaisseaux. Le Ministre & ses partisans s'y opposerent ; néanmoins l'acte passa à la majorité de 154 voix contre 145 ; mais tous les événemens semblaient se réunir pour seconder le dessein d'assurer à la Couronne la prépondérance sur les autres pouvoirs. Le 24 Février, il y eut une assemblée générale des actionnaires de la Compagnie, pour décider si elle s'adresserait au Parlement pour faire un emprunt d'un million quatre cent mille livres à 4 pour 100 par an, avec la liberté de rembourser cette somme aussitôt qu'il serait possible par paiement de 3000,000 livres sterling au moins : cet emprunt fut résolu à la pluralité de 405 contre 199 actionnaires.

Ils présentèrent à ce sujet une pétition au Parlement, & Lord North entra en matière, en disant que la Compagnie n'avait pas le droit de réclamer

l'assistance du Public, parce que les sommes qu'elle avait payées à l'Echiquier n'étaient point proportionnées aux revenus qu'elle avait retirés des territoires Asiatiques. Le Ministère ni le Parlement ne sont point responsables, disait-il, des malversations des Agens de la Compagnie dans l'Inde; mais il est convenable & nécessaire de la secourir dans sa détresse, quoique ce ne soit pas un acte de droit ou de justice. Il ajoutait, qu'en venant à son aide, il fallait éviter qu'elle tombât à l'avenir dans de pareils embarras, & lui imposer en conséquence des conditions qu'il indiqua. Il insista sur le droit primitif que l'Etat avait sur les possessions territoriales de la Compagnie, qui, selon lui, autorisait le Gouvernement à s'interposer dans les embarras dont elle était accablée. Les Jurisconsultes, disait-il, déclarent que les possessions territoriales que les sujets d'un Etat acquierent par conquête, appartiennent à l'Etat, &



non pas aux sujets qui les acquierent. On lui répliqua, que quand l'Etat avait délégué authentiquement son autorité à un Corps de Citoyens distinct & séparé, il était contraire à la justice & à la foi publique de réclamer les possessions que ce Corps avait légalement acquises. Que d'ailleurs les possessions de la Compagnie dans l'Inde n'étaient pas des conquêtes, mais que c'était plutôt des fermes qu'elle tenait des Princes du pays, qu'enfin une semblable question de propriété n'était pas de nature à être décidée dans la Chambre des Communes, qui, n'étant autre chose que l'assemblée du Peuple, deviendrait juge & partie.

Ces objections n'eurent point d'effet, & Lord North déclara que, sur la pétition que la Compagnie avoit présentée au Roi au mois de Mars, le Roi avait, par sa réponse du 5 Avril, renvoyé tout ce qui concernait cette affaire, à la Chambre des Communes, &

il proposa qu'il fût statué » qu'il était avantageux au Public de laisser en la possession de la Compagnie les acquisitions territoriales qu'elle avait faites dans l'Inde, pendant six années seulement ».

« Qu'il ne serait point partagé de bénéfices entre le Public & la Compagnie, jusqu'au remboursement des quatorze cent mille livres qui lui seraient avancées, & la réduction des anciennes dettes à un million & demi sterling ».

« Qu'après le paiement de l'emprunt & la réduction de l'ancienne dette jusqu'à un million & demi, les trois quarts du bénéfice de la Compagnie au-dessus de huit pour cent des actions capitales, seraient versés à l'Échiquier pour le service public, & que l'autre quart serait employé à réduire l'ancienne dette de la Compagnie, ou à subvenir aux exigences imprévues ».

Edmond Burke combattit ces propositions avec éloquence & chaleur.



« La Compagnie des Indes Orientales, semblable à la vipere, empoisonnera le sein qui la ranime, dit-il, & les mesures du Ministère, en cette occasion, sont une suite du plan de despotisme qu'il adopte, & auquel je me suis opposé & m'opposerai de tout mon pouvoir. J'aime mieux voir la Compagnie des Indes renversée, que de voir ébranler la base de la Constitution Anglaise, & même que de voir frapper une seule des colonnes qui contribuent à son excellente structure ». Mais en vain il se fit entendre; les propositions du Ministère passerent unanimement.

Lord North ne perdit point de temps; il exposa, le 27 Avril, que la Compagnie avait dix-sept millions pesant de thé dans ses magasins, & proposa de lui permettre d'en exporter en Amérique la quantité qu'elle voudroit, franche de droits; ce qui, attendu le bon marché, devoit lui procurer un prompt débouché & faire tomber la concurrence

des Hollandais dans les Colonies. Cette demande fut accordée, & l'on n'en prévint point les conséquences.

Cependant la Compagnie présenta à la Chambre une Adresse, dans laquelle elle représentait qu'il était injuste que le Parlement la soumît à d'autres conditions que celles qu'elle avait proposées pour obtenir l'emprunt qu'elle désirait; elle se plaignait amèrement du terme de six mois mis à la possession de ses acquisitions dans l'Inde; ce qui était, disait-elle, un acte arbitraire, puisque jamais son droit n'avait été contesté, qu'il n'était point contraire aux Loix, & qu'il était tiré de sa Charte elle-même; enfin, elle s'élevait contre l'emploi que l'on prétendait faire de ses deniers au delà du dividende de huit pour cent, & observait qu'on ne pouvait disposer de sa propriété sans son consentement: mais loin que le Ministre donnât le temps à la Chambre d'écouter ces représentations, il pro-



posa, 1°. que la Cour des Directeurs de la Compagnie fût élue à l'avenir pour quatre ans ; que six des Directeurs seraient élus chaque année, mais qu'ils ne conserveraient leurs séances que quatre ans : 2°. que personne ne pourrait concourir à leur élection, sans avoir possédé plus d'un an son action : 3°. que l'action pour être qualifié Electeur, seroit à l'avenir de 1000 livres sterling, au lieu de 500 : 4°. que le Conseil de Calcuta bornerait désormais sa compétence aux causes mercantiles & sommaires : 5°. qu'il serait établi une Cour de Justice, composée d'un Chef Juge & de trois Juges assûsans : 6°. que ces Juges seraient appointés par la Couronne : 7°. que la Présidence du Bengale aurait la supériorité sur toutes les autres Présidences de l'Inde. Lord North exposa aussi dans son discours, que plusieurs autres Réglemens seraient nécessaires ; qu'il falloit sur-tout obliger la Compagnie de communiquer au Mi-

nistère les dépêches du Bengale, & enjoindre aux serviteurs de la Compagnie, sous des peines graves, de transporter leurs fortunes en Angleterre sur des vaisseaux de la Compagnie. Tous les articles proposés passèrent, malgré les efforts d'une violente opposition.

La Compagnie des Indes, la Cité de Londres, & les Actionnaires au dessous de 1000 livres sterling, présenterent séparément des pétitions; les derniers remontrèrent que, par l'article 3 du bill, la Constitution de la Compagnie était changée en Oligarchie, de Démocratie qu'elle était; ce qui entraînait de dangereuses conséquences, & ôtait toute espece de suffrage à 1200 Actionnaires.

Cependant les Comités nommés par la Chambre en 1771 & 1772, ayant terminé leurs travaux, & les rapports en ayant été faits, ils mirent à découvert d'affreuses malversations. Le Général Burgoyne, Président du comité



de 1771, proposa qu'il fût statué, 1°. que toutes acquisitions faites sous l'influence d'une force militaire ou par des traités avec des Princes étrangers, appartiennent de droits à l'Etat : 2°. qu'il est illégal d'attribuer le produit de telles acquisitions au profit des personnes revêtues des pouvoirs civils ou militaires de l'Etat : 3°. que de grandes sommes d'argent & autres choses de grande valeur avaient été acquises au Bengale, des Princes & Naturels du pays, par des personnes revêtues des pouvoirs civils & militaires de l'Etat, par l'usage qu'elles avaient fait de ces pouvoirs, & que ces richesses avaient été appliquées par ces personnes à leur aïssance particulière. Les déprédations & les moyens employés pour les commettre ayant révolté tous les esprits, la résolution passa unanimement.

Peu de jours après, le Général Burgoyne, en qualité de Président du Comité, entra dans le détail de la dépo-

sition de Surajah-Dowlah, du faux traité avec Ormichund, Marchand Indien, confident de ce Nabad, & des autres malversations de Lord Clive, qu'il accusa enfin d'avoir abusé des pouvoirs de l'Etat, dont il était revêtu dans l'Inde, pour acquérir illégalement 234 mille liv. sterl., au déshonneur & au détriment de la Nation Anglaise. Plusieurs Membres s'opposèrent à cette accusation, & le Lord Clive entreprit de se défendre; il fit valoir avec beaucoup d'adresse ses victoires; il rappela les remerciemens qu'il avait reçus, à son retour, des Directeurs de la Compagnie, comme une approbation du faux traité avec Ormichund, pour détrôner Surajah-Dowlah: mais la vérité était, que les Propriétaires de la Compagnie ne savaient rien de cet acte secret, lorsqu'ils délibérèrent de faire des remerciemens au Lord Clive. Malgré tous les subterfuges qu'il put mettre en usage, & quoique ses talens militaires, son appa-



rente générosité, & la jouissance paisible qu'on lui avait laissée jusqu'alors de son immense fortune, plaidassent en sa faveur, sa conduite, remplie de fraude, d'exactions & de rapacité, fut mise en évidence. Alors il essaya d'émouvoir & d'intéresser la Chambre par un discours bien fait, séduisant & très-court, qu'il termina par ces mots : *Prenez ma fortune, mais sauvez mon honneur.*

Il n'était plus temps, il fut déclaré que Robert Lord Clive, Baron Plassey en Irlande, dans le temps de la déposition de Surajah-Dowlah, Nabad du Bengale, & de l'établissement de Meer Jaffier, s'était approprié, par l'influence des pouvoirs dont il était revêtu, deux lacs & huit mille roupies, comme Membre du Comité de Calcuta; deux lacs de roupies, comme Commandant en chef; seize lacs de roupies, ou plus, sous le titre de donations particulières, ce qui faisait en tout 20 lacs & 8000 roupies, ou 234 mille liv. sterling. Ce

Jugement

Jugement étant rendu, & la Chambre étant prête à lever sa séance, à cinq heures du matin, l'Orateur Wederburne fit une motion pour qu'il fût déclaré que, dans le même temps, Lord Clive avait rendu de grands services à son pays ; ce qui passa à l'affirmative, & termina cette affaire.

Le bill de réglemeut pour la Compagnie des Indes étant venu à la seconde lecture, le Gouverneur Johnstone dit, qu'établir un Conseil général & des Juges à la nomination de la Couronne, c'était, selon lui, annuler la Compagnie & transférer son privilège à la Couronne ; ce qui était tout à la fois injuste envers la Compagnie & injurieux à la Nation : mais le bill passa à la majorité de 131 voix contre 21.

La Compagnie aurait pu se passer du secours du Parlement & arranger elle-même ses affaires. Elle avait des créanciers, mais paisibles, & qui savaient bien que ses embarras n'étaient



que momentanés. L'imprudence des Directeurs & l'influence du Ministère parmi eux, la mirent dans la dépendance de la Couronne. Elle présenta, mais trop tard, une pétition, par laquelle elle déclara préférer se soumettre aux difficultés qui résultaient de l'actuelle situation de ses affaires, plutôt que de recevoir le prêt qui lui était offert sous des conditions trop rigoureuses. La Chambre décida qu'on ne devait pas laisser à la Compagnie l'option de refuser l'emprunt fait pour elle, & que le Parlement pouvait la forcer à l'accepter. Tous les bills passerent à la Chambre des Pairs comme à la Chambre des Communes, & il ne résulta des oppositions qui y furent formées, que deux protêts, l'un de treize, & l'autre de sept Pairs.

Quand Hampden disputait contre la Couronne pour le paiement de quarante schellings, qu'il regardait comme levés illégalement, aurait-on prévu que ce

noble zele pour soutenir les droits du peuple, s'anéantirait en moins d'un siecle? Quand, après la paix de Riswich, les Membres du Parlement se refuserent à la supplicque de leur Roi qui leur demandait la permission de conserver sa Garde Hollandaise ; ces austeres protecteurs de la liberté, si attentifs à prévenir les moindres extensions de la Puissance Royale, auraient-ils jamais cru que leurs fils ne seraient que les échos du Ministère? La simplicité & la frugalité se plaisent avec la liberté, comme avec la mere de tout bonheur ; les raffinemens du luxe rendent les hommes aveugles sur les conséquences de leur indifférence au bien public, & cette indifférence provoque elle-même ceux qui aspirent au pouvoir arbitraire, à hâter l'accomplissement de leurs desseins.

La réduction de la dette nationale pour 1773, ne répondit pas à ce que Lord North avait annoncé l'année précédente : la somme avancée à la Com-

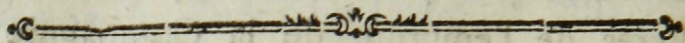


Compagnie des Indes fut levée par bills de l'Echiquier, dont le remboursement fut chargé sur le produit de la Compagnie & les Aides de 1779. Le montant ordinaire des bills de l'Echiquier fut diminué de 800 mille liv.; en sorte qu'il n'en fut renouvelé que pour un million; ce qui, joint à l'emprunt de la Compagnie, formait 2,400,000 liv.: il n'y eut point de loterie cette année. Les dépenses de la Marine furent portées à 1,885,575 l. sterl., & les dépenses de l'armée, y compris les Invalides & l'extraordinaire, à 1,852,815 l. sterl.; diverses dépenses pour la Compagnie du Levant, la construction d'un pont sur la Tamise, & les découvertes dans les Arts absorberent 13,250 liv. sterl.; ainsi les subsides de l'année monterent à 6,980,210 liv. sterl.: cette somme fut remplie par la taxe des terres, celle de la dreche, une anticipation de 2,349,806 liv. sterl. sur le fonds d'amortissement, & un million en billets

de l'Echiquier, outre les 1,400 mille livres de l'emprunt de la Compagnie des Indes. Aucune partie de la dette nationale ne fut acquittée cette année; Lord North sacrifia sa promesse au désir de soumettre à sa volonté la Compagnie des Indes. Après la session du Parlement, qui se prolongea jusqu'au mois de Juillet, il se rendit à Oxford, pour se faire revêtir de la dignité de Chancelier de cette Université, & y assister aux fêtes que l'adulation avait préparées pour embellir cette vaine cérémonie.







## C H A P I T R E V.

*SPLendeur de l'administration de Lord North ; ses projets ; affaires de l'Amérique ; les lettres écrites par le Gouverneur & le Lieutenant-Gouverneur de Massachusett-Bay, sont interceptées ; cargaisons de thé détruites à Boston, & conduite des autres Provinces de l'Amérique ; bill pour fermer le port de Boston ; autre bill pour établir un nouveau Gouvernement dans la Province de Massachusett ; acte de Quebec ; état des Finances en 1774 ; dissolution du Parlement.*

GUERRE  
DE L'AMÉ-  
RIQUE.

**L**ORD North avait soumis à la Couronne les Indes Orientales ; ses conquêtes dans cette partie du monde, n'étaient pas moins étendues que celles d'Alexandre, & ne s'étaient pas faites avec moins de rapidité ; ce Monarque

cherchait un autre monde à subjuguier , & Lord North , plus heureux , l'avait trouvé. L'hémisphere occidental offrait un vaste champ à son ambition , & en le soumettant à la Couronne d'une manière arbitraire & indépendante des règles de la Constitution Britannique , il assurait à Georges III les trésors des deux Indes , & les moyens de les employer à réduire l'esprit républicain des Francs-Tenanciers d'Angleterre. Le pouvoir absolu que ce Ministre entreprenait d'exercer sur deux pays aussi riches , aussi fertiles & aussi étendus que l'Indostan & l'Amérique Septentrionale , est le plus grand exemple de ce que les Politiques appellent *l'extension de l'autorité* ; jamais aucun autre Ministre ne l'avait portée à ce point.

Dans l'Inde , les hommes allaient au devant du joug , la tyrannie s'élevait sans peine sur la faiblesse , les oppresseurs violaient sans remords & sans frein les droits de l'humanité , & les



opprimés n'osaient pas même réclamer de tels droits : mais dans l'Amérique, le travail, l'égalité, le bonheur accompagnaient la liberté, & les hommes, éclairés sur leurs véritables droits, n'étaient pas disposés à les laisser enfreindre.

L'Angleterre & ses Colonies dans l'Amérique Septentrionale, montraient d'une manière bien opposée les caractères de leurs différens âges. L'Angleterre, vieillie dans la prospérité, orgueilleuse, entreprenante, souffrant avec peine la moindre contradiction à ses ordres, était en même temps prodigue & peu prévoyante ; elle était indifférente au bonheur des autres, & facile à tromper sur ce qui pouvait faire le sien ; mais l'Amérique s'élevant dans toute la vigueur de l'adolescence, sans or & sans richesses, mais abondante en productions du sol, nourrissait une race hardie de Laboureurs, de Navigateurs & de Marchands. La rareté des métaux précieux avait contribué à fixer le carac-

tere du peuple, & à le délivrer du désir d'amasser, & des soucis qu'il entraîne. Planter, peupler, jouir des biens de la terre, telle était leur occupation, ils n'avaient point d'autre soin ni d'autre ambition. L'avarice, & les vices qui vont à sa suite, paraissaient dans toute leur difformité aux yeux d'un peuple qui ne désirait acquérir ni titres ni grandeurs. Tout homme d'un esprit sage, dans quelque rang que le sort l'ait placé, désirerait vivre dans un semblable pays, & il y a eu des Princes qui auraient regardé comme le comble de la gloire & du bonheur, de régner sur des sujets si libres, si heureux; mais la théorie des Finances, en changeant la face du monde, a bouleversé les opinions & banni la sagesse.

Les Sujets de l'Amérique vivant avec plus d'aisance que ceux de l'Angleterre, leur prospérité fit naître l'idée de les faire contribuer aux besoins de la Métropole, par des taxes intérieures.



Ce projet était-il juste? D'où provenaient les besoins de la Métropole? De son luxe, de l'inégalité des conditions, des emplois lucratifs du Gouvernement. Pourquoi vouloir que l'Amérique Septentrionale contribuât à maintenir toutes ces choses, qui lui étaient inconnues? Ce projet n'était-il pas insensé? Car, comment lever une taxe intérieure, dans un pays où la plupart des hommes vivent dans l'abondance, sans jamais toucher d'argent monnoyé? & comment faire de grands amas de denrées, lorsque le superflu de la récolte passée sera bientôt consommé par la génération naissante? La population de Massachusetts, de Connecticut, de Newhampshire, d'une partie de Jersey & de la Pensilvanie, double tous les quinze ans. La Virginie & le Maryland étaient les seules Provinces qui auraient pu supporter des impôts, à cause de leurs récoltes de tabac.

En 1733, il avait été établi par

Acte du Parlement, un impôt sur les eaux-de-vie, melasses & sucres importés dans les Colonies. Cette taxe indirecte n'avait point excité de rumeur, & la distinction entre les réglemens de commerce & les taxes intérieures, n'avait point eu lieu avant l'acte du timbre. En révoquant cet acte, on avait laissé subsister la taxe des thés. Cette dernière taxe n'était pas plus une taxe intérieure, que celle sur les melasses & les sucres; mais les mécontentemens & les motifs que le Gouvernement avait eus en l'établissant, la faisaient regarder sous un autre aspect. Si l'Angleterre, attentive à empêcher les malversations dans l'emploi des deniers publics, & après avoir suivi avec une rigide économie les moyens de diminuer la dette nationale, avait appelé à son secours les Américains pour y contribuer, ils n'auraient pu se refuser à cette demande, & ils y auraient satisfait à proportion de leurs facultés: mais ils ne pouvaient voir qu'a-



92 *Administration de Lord North,*  
vec indignation, que fans leur consentement, un pouvoir, qui leur avait été jusqu'alors inconnu, entreprenait de les taxer comme les esclaves. Ils avaient résolu de n'acheter aucune marchandise de l'Angleterre; & quoique cet arrangement ne fût pas fidèlement suivi dans ces premiers temps, les Gouverneurs de toutes les Provinces, qui étaient nommés par la Couronne, mais payés par le peuple, s'accorderent unanimement dans la maniere dont ils représenterent dans leurs dépêches à la Cour, l'esprit d'opposition qui avait prévalu dans les Colonies. Dans chaque Province, les contestations étaient fréquentes entre le Gouverneur & l'assemblée des Représentans du peuple (1). Ces disputes étaient violentes dans les quatre

---

(1) Les Provinces de l'Amérique Septentrionale, appelées spécialement *Nouvelle Angleterre*, sont au nombre de quatre : Massachusset-Bay, dont Boston est la Capitale, Newhampshire, Connecticut & Rhode-Island.

Provinces de la Nouvelle Angleterre, & elles étaient au plus haut point dans Massachusett-Bay. Les querelles furent portées au delà de toutes les limites, entre le Gouverneur Sir Francis Bernard & l'assemblée, & ils s'accusaient réciproquement d'être la cause des dissensions. En 1770, ce Gouverneur avait été rappelé & remplacé par Thomas Hutchinson, qui était né en Amérique, & était auparavant Lieutenant-Gouverneur. André Oliver, aussi né en Amérique, & qui était Secrétaire de la Province, fut fait Lieutenant-Gouverneur. Il arriva que quelques Lettres écrites par ces deux personnes à des gens en place en Angleterre, en 1768 & 1769, tombèrent entre les mains du Docteur Franklin, qui résidait à Londres en qualité d'Agent pour la Chambre d'assemblée de Massachusett, & il renvoya ces Lettres à Boston. Les Bostoniens furent vivement offensés de plusieurs passages qu'ils y trouverent; le Gouverneur Hut-



94 *Administration de Lord North,*  
chinson écrivait : « Je ne songe jamais  
» sans peine aux mesures nécessaires pour  
» rétablir le bon ordre & la paix dans  
» les Colonies ; car il faudra retrancher  
» une partie de ce que l'on appelle les  
» libertés anglaises. Je me console ce-  
» pendant, en considérant que, dans le  
» Gouvernement le plus parfait, la li-  
» berté naturelle est toujours restreinte.  
» Je ne crois pas qu'on puisse projeter  
» un système de Gouvernement dans  
» lequel une Colonie éloignée de quinze  
» cents lieues de sa Métropole, puisse  
» jouir de la même liberté que cette  
» Métropole. Je suis certain de n'avoir  
» jamais rien vu de semblable ; je désire  
» le bien des Colonies, quand je désire  
» les voir dépouillées d'une partie de  
» leur liberté, plutôt que de voir rom-  
» pre leurs connexions avec la mere  
» Patrie ». Et en parlant des Marchands  
Américains : « Il n'est pas possible que  
» les mesures nécessaires pour détruire  
» leurs ligues & soumettre ceux qui n'y

» renonceront pas, à des peines propor-  
» tionnées à leur offense, ne soient pas  
» prises dans la première semaine de  
» l'assemblée du Parlement ; certaine-  
» ment tous les partis doivent se réunir  
» dans un cas si extraordinaire, quand  
» même ils ne le feraient jamais dans  
» aucun autre ».

Sur cette découverte, l'assemblée de Massachusett présenta, au mois d'Août 1773, une adresse au Roi, pour le prier de rappeler le Gouverneur & le Lieutenant-Gouverneur, dont la conduite tendait à détourner Sa Majesté de l'affection qu'Elle devait à ses sujets, à l'irriter contre sa loyale Province, & à détruire l'harmonie & la bienveillance qui devaient subsister entre la Grande-Bretagne & les Colonies. Ils les accusaient aussi d'avoir été les instrumens qui avaient fait introduire une flotte & une armée dans la Province, pour y suivre & exécuter leurs projets. Cette pétition fut rejetée comme injurieuse.



La Compagnie des Indes ayant obtenu, dans la session précédente, la permission d'exporter ses thés en Amérique, francs de droits, freta en conséquence plusieurs vaisseaux, les chargea de thés pour son compte, & les adressa en Amérique à des agens chargés d'en vendre les cargaisons. Cette méthode de commerce était vicieuse, c'était se mettre en butte à la querelle des Colonies & du Parlement, & avilir le prix de la denrée, par la quantité. Mais le Gouvernement, qui n'aspirait qu'au moment de trouver des réfractaires & des coupables, approuva le plan de la Compagnie, d'adresser ses thés par cargaisons à des consignataires qui, appuyés des Officiers des douanes, feraient payer la taxe sur le thé qui serait distribué aux consommateurs.

Quoique ces thés fussent moins chers que précédemment de neuf pences ou deniers sterling par livre, ce bon marché n'engagea pas les Américains à en acheter;

acheter; ils reconnurent que la Compagnie des Indes se rendait l'instrument d'une Loi qui leur était odieuse, & s'opposèrent au débarquement des thés: toutes les Villes Maritimes de cette grande côte étaient animées du même sentiment. Avant l'arrivée des Vaisseaux, les consignataires furent obligés de renoncer à leurs engagements; le peuple nomma des comités dans toutes les Villes, & leur donna de grands pouvoirs, les livres des Marchands furent soumis à leur inspection, ils furent autorisés à se faire prêter serment, & à condamner ceux qui s'y refuseraient, à différentes punitions. Un Officier de la douane, nommé Malcom, fut goudronné & emplumé à Boston, & promené dans cet état autour de la Ville, & par-tout on s'opposa avec la même résolution aux actes des Douaniers & au débarquement des thés.

Trois vaisseaux de la Compagnie, chargés de thés, étant arrivés à Boston



98 *Administration de Lord North,*  
au mois de Décembre 1773, les Capitaines, alarmés de l'infurrection du peuple, offrirent de retourner en Angleterre, s'ils pouvaient obtenir le consentement des consignataires, des Officiers de la douane & du Gouverneur. Quoique ce dernier n'osât entreprendre de faire débarquer les thés, il refusa aux Capitaines de consentir à leur départ; mais dans la nuit, le peuple instruit de son refus, aborda les navires, & en moins de quatre heures, jeta toutes les caisses de thé à la mer, sans faire le moindre dommage aux vaisseaux & déranger aucune autre chose. Dans toutes les autres Provinces, les navires chargés de thé furent renvoyés en Angleterre, excepté à la Caroline du Sud, où les thés furent débarqués & mis dans un grand magasin, où on les laissa pourrir.

Le Parlement s'étant assemblé au mois de Janvier 1774, il s'écoula deux mois sans qu'il y fût question des affaires

de l'Amérique; ce ne fut que le 7 Mars 1774, que le Roi ayant envoyé à la Chambre des Communes un message, pour l'engager à prendre en considération les troubles des Colonies & les moyens de les réprimer; les résolutions des différentes Provinces, les lettres des Magistrats & des Officiers, furent mises sur le Bureau, & la Chambre envoya une adresse à Sa Majesté, pour lui témoigner son ardeur à lui complaire, & son zele pour tout ce qui pouvait assurer la conservation des Domaines de sa Couronne. Le 14 Mars, le Ministre proposa un bill pour rappeler les Officiers des douanes & fermer le port de Boston; il justifia la conduite des Gouverneurs, qui avaient employé, disait-il, tous les moyens que la discrétion pouvait prescrire pour maintenir la propriété de la Compagnie des Indes & la sûreté des consignataires, & ramener la tranquillité. Il représenta la conduite des Bostoniens comme une révolte cri-



1100 *Administration de Lord North,*  
minelle. Il cita divers exemples de Villes interdites & punies pour des fautes, selon lui, moins graves.

Le Lord-Maire présenta une pétition au nom des habitans & natifs de l'Amérique, qui se trouvaient à Londres, où ils exposaient que l'on ne pouvait pas condamner une Ville, sans entendre sa défense par ses Représentans; qu'il n'y avait pas d'exemple d'aucune Ville punie pour une injure civile, commise par des personnes inconnues, & qui peuvent ne pas lui appartenir; que les exemples que le Ministre avait cités dans sa motion, n'étaient point applicables à la circonstance, puisqu'il s'y agissait de meurtres & de forfaits, & que les Villes avaient été admises à se défendre légalement & devant leurs Tribunaux légitimes. Enfin, ils insistaient sur l'excessive rigueur & l'injustice de cet acte, qui tendait à aliéner l'affection des Américains, qui ne pourrait survivre à la justice de la Métropole envers eux.

Il y fut répondu, qu'il n'était pas de la dignité du Parlement de s'arrêter à de vains subterfuges, des formalités & des distinctions; qu'il lui suffisait que ce qu'il ordonnait fût substantiellement juste. Le Ministre d'un Monarque absolu n'aurait pas mieux parlé.

Ce bill rencontra beaucoup d'opposition à la troisième lecture; on représenta que le port de Boston n'était pas plus coupable que ceux des autres Colonies; que le renvoi des navires avec leurs chargemens en Angleterre, était un acte de résistance plus résolu & plus solennel, qu'un outrage commis la nuit dans un port par des personnes déguisées & inconnues. Qu'enfin, l'interdit de Boston pouvait avoir les plus funestes conséquences. Lord North répliqua, qu'il ne voulait pas entreprendre d'en prédire les conséquences, mais que, dans son opinion, elles devaient être salutaires & efficaces. Le bill fut admis.



Charles Fox se trouva , pour la première fois , dans le parti de la minorité : pendant les débats relatifs à ce bill , il avoit été d'une opinion très-opposée à celle du premier Ministre ; & pour l'exposer avec plus de liberté , il avoit quitté la place qu'il occupait à la Trésorerie. Le bill passa à la Chambre des Pairs, le 30 Mars , malgré l'opposition des Lords Richemond , Manchester , Rockingham & Shelburne , & il reçut le lendemain le consentement du Roi.

Tandis que ce bill passait à la Chambre des Pairs , Lord North en proposait un autre à la Chambre des Communes , pour supprimer la Charte & le Gouvernement démocratique de Massachussetts , & y substituer un Gouvernement Royal , dans lequel les Juges seraient nommés par le Roi , & recevraient leurs appointemens de la Couronne : la forme des Jurés devait être changée d'après un projet que le Ministre reconnut de

voir à la sagacité de Lord George Germaine; enfin, le pouvoir civil & le pouvoir exécutif ne devaient plus être exposés aux entraves que la liberté publique aurait pu donner à leurs volontés. Plusieurs Membres de la Chambre proposerent des tempéramens, & insisterent pour que l'on accompagnât les actes de rigueur, de quelques démarches conciliatoires, comme la révocation de la taxe sur le thé, qui ne pouvait être d'aucune importance & d'aucun produit: mais Lord North soutint qu'il ne fallait pas qu'aucun adoucissement accompagnât des actes d'une juste sévérité, que ce serait détruire d'avance les bons effets du vigoureux plan qui avait été adopté après de longues réflexions. « Loin que le Parlement, dit-il, doive se relâcher de ses justes mesures, il doit embrasser tous les moyens de leur donner plus de force: s'il persiste dans la rigueur qu'il commence à exercer, il n'y a point de doute que les Américains



1104 *Administration de Lord North,*  
seront bientôt réduits à l'obéissance :  
laissez la Grande-Bretagne maintenir  
ses droits avec fermeté ; la paix & le  
repos seront bientôt rétablis ».

Le Général Conway soutint que les  
Américains n'avaient pas fait plus que ne  
feraient les sujets d'un Gouvernement  
arbitraire , si on leur imposait des Loix  
contre leur volonté , & prédit qu'il ré-  
sulterait des malheurs de toutes les me-  
sures coërcitives que l'on prendrait con-  
tre eux. Le Gouverneur Pownal , qui  
avait été Gouverneur de Massachusett,  
dit que le Gouvernement de cette Pro-  
vince était aussi bien réglé qu'on pût  
le désirer avec équité & pour l'intérêt  
réciproque de la Métropole & de la  
Colonie ; & que le caractère des Bos-  
toniens était réservé, consciencieux,  
religieux & paisible. Il n'y a point,  
ajouta-t-il d'espece d'hommes plus res-  
pectable. Une forte & nombreuse op-  
position s'éleva ; un des Membres pré-  
senta une nouvelle pétition de la part

des Américains qui se trouvaient en Angleterre, par laquelle ils demandaient qu'on leur laissât le temps de recevoir des réponses aux lettres qu'ils avoient écrites : le bill fut rejeté. La majorité adopta cette phrase du Ministre. « Nous avons droit de détruire la Charte des Américains, puisqu'ils en abusent, & de les gouverner, puisqu'ils ne sont pas capables de se gouverner eux-mêmes ». Le bill fut admis.

Aussi-tôt l'infatigable Lord North fit un grand discours, par lequel il proposa un troisieme bill pour autoriser les Gouverneurs des Colonies à traduire les Américains accusés de rebellion ou d'insurrection en Angleterre, pour y être jugés à la Cour du Ban Roi. Il déclara que les motifs de cette Loi étaient de la plus grande conséquence, parce qu'il n'était plus possible de trouver en Amérique de Juré impartial pour juger cette sorte de délit. Il informa en même-temps la Chambre, que le Général Gage, avec un Corps de troupes & plusieurs



106 *Administration de Lord North,*  
vaisseaux, était prêt à partir pour Boston, afin d'y soutenir les mesures coercitives.

L'opposition nia la nécessité de cet acte; elle soutint qu'il ne pouvait conduire qu'à détruire la justice dans les Colonies & dans la Métropole. Le Colonel Barré se leva, & dit qu'il se hâtait de s'opposer à ce bill qui était le comble de l'iniquité. « C'est, dit-il, une mesure bien sévère que d'avoir fermé le port de Boston; mais du moins elle est appuyée sur un principe général de justice; la rétribution pour injure, & la compensation pour une perte soufferte. C'est une mauvaise & injuste voie d'exercer un droit; mais ce droit n'en est pas moins réel: il n'en est pas ainsi du bill que l'on propose maintenant à la Chambre; jamais le Parlement n'en a porté de semblables, & il tend à pervertir toute justice en Amérique. Ce pays va être accablé à la fois de tant d'oppression & de misère, que ce nouveau bill suffit pour l'alarmer & le révolter.

On représente les Américains comme des hommes incapables de rendre justice, sans produire un seul fait à l'appui de cette imputation, & tandis que les exemples démontrent à la fois leur équité & leur impartialité. L'affaire du Capitaine Preston est récente : cet Officier & quelques soldats ayant tué plusieurs personnes à Boston, dans un tumulte, a été livré à la Justice de Boston ; son procès lui a été fait par un Juré du pays, & il a été déchargé d'accusation : c'est un Juré Américain, un Juré de la Nouvelle-Angleterre, un Juré de Boston qui l'a déclaré innocent. Le Capitaine Preston a déclaré devant les Jurés, qu'il avait ordonné de faire feu, & que plusieurs habitans de la ville, leurs concitoyens, avaient été tués, & ils l'ont pleinement acquitté. Le bill suppose qu'on ne peut pas trouver parmi eux de Juges intégres, & que leur iniquité oblige de transgresser à leur égard les anciennes Loix de l'Angleterre : est-ce-là le moyen



1108 *Administration de Lord North,*  
de les engager à persévérer dans l'esprit de justice & de modération dont ils ont donné tant d'exemples? Il reprit les expressions de Lord North ». *Ne restons pas plus long-temps tranquilles, ne supportons pas plus long-temps leurs injures* ». Il démontra qu'elles étaient déclamatoires & incompatibles avec le caractère d'un Ministre ». Dans quel moment, reprit-il, avez-vous été tranquille? Votre Gouvernement n'a-t-il pas été, depuis plusieurs années, une suite de mesures offensives contre les Américains, sans police, sans principes sans modération? N'avez-vous pas envoyé vos soldats & vos vaisseaux faire une parade insultante à Boston? Avez-vous cessé de vous étudier à irriter & enflammer les Bostoniens? Au lieu d'apaiser leur mécontentement, vous-avez aliéné leur affection; & à présent vous travaillez à changer leur *désaffection* en rébellion. Pouvez-vous être bien informé quand vous ne vous adressez qu'à

vos partisans? pouvez-vous rendre justice, quand vous ne voulez pas entendre les accusés?» ?

Après avoir démontré que ce bill étoit injuste, il représenta les suites qu'il devoit produire. « Un soldat, dit-il, se croit si supérieur au reste des hommes, que toute la vigilance du pouvoir civil peut à peine réprimer l'arrogance que lui inspire le bruit des armes. Que de soins ne faut-il pas, en Angleterre même, pour retenir le militaire dans une juste soumission au pouvoir civil? En Amérique, les soldats abusent déjà de la supériorité que leur donne le tranchant du glaive : affranchissez-les du pouvoir civil, comme ce bill y conduit, que d'insolences, que d'outrages vont accabler les habitans de l'Amérique! Toutes les passions pernicieuses de la Société vont s'emparer de la soldatesque. Ces Peuples, qui depuis longtemps se croient opprimés, ne verront dans les soldats que les instrumens qui



110 *Administration de Lord North,*  
servent à renforcer l'injustice dont ils  
se plaignent ; tandis que les soldats ,  
incapables de rien approfondir , ne ver-  
ront en eux que des rebelles. Alors  
l'esprit arbitraire , qui s'empare des meil-  
leures troupes , leur fera commettre  
des violences capables de porter au dé-  
sespoir & à la résistance le Peuple le  
plus timide ; il s'ensuivra une rébellion  
ouverte , qu'il ne tiendrait qu'à vous de  
prévenir. Je suis né soldat ; je le suis  
encore ; j'ai servi long-temps ; je res-  
pecte ma profession , & je vis en liaison  
d'amitié avec un grand nombre d'Offi-  
ciers : mais il n'y a point de Citoyen ,  
point de cultivateur paisible qui jette  
sur l'armée un coup-d'œil plus jaloux ,  
ni qui soit prêt à s'opposer plus que moi  
à ce qu'on la rende indépendante du  
pouvoir civil. Il ne faut se fier à aucun  
homme qui a les armes à la main ; ce  
n'est pas la faute du soldat ; mais c'est  
le vice de la nature humaine ; qui , dès  
qu'elle n'est pas contenue par la Loi ,

devient insolente, licencieuse, injuste. En défendant la cause de l'Amérique, je sens que je fais un acte utile à mon pays : pourquoi vouloir aliéner nos Colonies ? Leur population, leurs navigateurs, leur commerce nous sont utiles & dans la guerre & dans la paix. Pourquoi vouloir leur ôter leur liberté ? elle est la compagne & la gardienne de la nôtre. Les forcer à la révolte, c'est vouloir nous détruire ; il n'y a qu'un excès de folie qui puisse inspirer une semblable intention. Vous allez vous rendre les agresseurs de vos freres, de vos véritables amis, & leur faire tout à coup les derniers outrages que l'humanité puisse souffrir, en les soumettant à la force militaire. Je connois la supériorité des troupes disciplinées, sur des hommes rassemblés à la hâte ; mais ils sont en grand nombre, & le courage & le désespoir suppléeront à la discipline : au lieu de leur envoyer une branche d'olivier, ne leur envoyez pas un glaive sanglant. Par la branche



¶ 12 *Administration de Lord North,*  
d'olivier, j'entends la révocation de  
toutes les Loix dernièrement faites contre eux; Loix inutiles pour nous & oppressives pour eux. Requérez-les, d'une maniere constitutionnelle, de contribuer aux charges de l'Etat; ils ne s'y refuseront pas: n'ont-ils pas montré leur zele dans la dernière guerre? Respectons en eux les vertus & les libertés Anglaises, & ressouvenons-nous que le premier moyen d'engager nos co-sujets à contribuer à nos besoins, c'est de les réconcilier avec notre Gouvernement.

On trouvera peut-être que la harangue du Colonel Veteran ressemble, par sa longueur, à celles de Nestor; mais elle était pleine de raison & de vérité. Rose Fuller, vieux Membre du Parlement, qui rarement dans sa vie s'était opposé aux mesures du Ministère, soutint fortement le Colonel Barré, & conclut son discours par ces mots. « Vous voulez dater votre décadence de ce jour, je le dis avec peine, en approuvant

vant le bill que le Ministre propose, la Chambre, est dans l'erreur; mais il faut peu de temps pour en faire voir les conséquences. Si jamais Nation a couru rapidement vers sa ruine, cest celle-ci ».

Le 8 Mai, Sir George Saville demanda qu'il fût permis aux Américains qui résidaient alors à Londres, de présenter une pétition contre les deux actes qui étaient sur le bureau; ce qui fut accordé. Ils exposaient dans leur pétition, que la révocation de la Charte de la Province de Massachusett était inconstitutionnelle, & rendait révocables & incertaines toutes les Chartres accordées, tant en Angleterre qu'en Amérique. Que la révocation des Juges à la volonté des Gouverneurs, & leurs salaires aux dépens de la Couronne, mettaient en son pouvoir la liberté & la vie des Sujets; qu'ils voyaient avec désespoir un plan formé de les réduire à une espece de Gouvernement qu'une amere expérience avait fait bannir de



114 *Administration de Lord North,*  
l'Angleterre. Les Anglais, ajoutaient-ils, ont versé des flots de sang pour recouvrer leur liberté : croit-on que les Américains n'aient pas le courage d'en faire autant pour conserver la leur ? Ils objectaient que le second bill, en mettant le Gouverneur au-dessus de la Loi, en faisait ce que tous les hommes appellent un Tyran. Ils définissaient la nature des Loix qu'on voulait leur imposer, & faisaient voir qu'elles constituaient tout à la fois un vasselage onéreux & un affreux esclavage, qui les rendaient incapables de jouir désormais d'aucun bien, & de pouvoir rien acquérir que pour le profit de leurs oppresseurs. Ils terminaient, en conjurant le Parlement de ne pas les condamner à une servitude que les principes de la liberté Anglaise, dont ils avaient hérité, leur feraient paraître pire que la mort, & de ne pas les réduire aux extrémités qu'entraîne le désespoir.

Telle était la disposition des esprits,

& cette pétition produisit si peu d'effet, que le bill pour régler le Gouvernement de la Province de Massachusett, passa le même jour, à la majorité de 127 voix contre 26. Il passa à la Chambre des Pairs, à la majorité de 92 voix contre 20; onze Lords protestèrent contre. Le bill pour l'administration de la Justice passa de même dans l'une & l'autre Chambres, & occasionna aussi un protêt dans la Chambre des Pairs.

Alors Lord North fit paraître le fameux bill de Quebec. Le Roi d'Angleterre avait déclaré par une proclamation datée du 7 Octobre 1763, que les contrées, territoires & isles à lui cédés par la paix, seraient divisés en quatre Gouvernemens; savoir, Quebec, la Floride Orientale, la Floride Occidentale & la Grenade, & que ces pays seraient gouvernés à l'instar des autres Colonies Britanniques, & jouiraient du bénéfice des Loix Anglaises. Par le nouveau bill, les limites du Canada étaient étendues sur les ter-



(116 *Administration de Lord North,*  
ritoires de la Nouvelle-Angleterre, de  
la Nouvelle-Yorck & de la Pensilvanie,  
jusqu'aux bords de l'Oyo. Ayant ainsi  
étendu le Canada à la grandeur d'un  
puissant Empire, on y établissait une  
nouvelle forme de Gouvernement. On  
y accordait le libre exercice de la Reli-  
gion Romaine, sous la suprématie du  
Roi, & au Clergé le droit de lever  
des dixmes sur les Catholiques. Le Roi  
se chargeait de l'entretien du Clergé  
Protestant. Toute matiere relative à la  
propriété & aux droits civils devait être  
jugée suivant les Loix du Canada. Le  
Gouverneur, avec le consentement du  
Conseil législatif, avait le pouvoir de  
faire de nouvelles Loix, excepté sur  
l'objet des impôts, lesquels ne pour-  
raient être levés qu'avec l'approbation  
du Roi. Les particuliers pouvaient dis-  
poser par testament de leurs biens réels  
ou personnels, conformément aux Loix  
du Canada ou d'Angleterre. Les Loix  
criminelles de l'Angleterre étaient con-

tinuées dans la Province de Quebec ; les Assemblées Provinciales étaient abolies, & le Conseil était composé de 23 personnes au plus, ou de 17 au moins, qui étaient nommées & appointées par le Roi.

Ce bill avait pour premier but d'établir le pouvoir arbitraire dans cette grande contrée, &, en second lieu, de faire servir ce pouvoir à détruire la liberté des Colonies voisines. Thomas & William Penn, propriétaires de grands terrains en Pensilvanie, représentaient que l'extension des limites du Canada attaquait leurs propriétés. Plusieurs Marchands, qui faisaient commerce au Canada, objectèrent, que plusieurs articles du bill, particulièrement ceux qui concernaient la suppression des Colonies Anglaises, affectaient leur commerce & leurs biens. La Ville de Londres fit voir que ce bill était contraire à la proclamation du Roi de l'année 1763, qui promettait à ceux qui voudraient



118 *Administration de Lord North,*  
aller s'établir au Canada, qu'ils jouiraient du bénéfice des Loix Anglaises & du Gouvernement Britannique.

On entendit plusieurs habitans du Canada à la Barre, & il parut, par leurs dépositions, que la Noblesse & le Clergé Français aimaient les Loix Françaises & le Gouvernement arbitraire ; mais que les Payfans & le Peuple préféraient les Loix Anglaises : ainsi le bill sacrifiait le grand nombre au plus petit.

Ce bill était d'une extrême conséquence, parce qu'il introduisait dans un des territoires de la domination Britannique, un Gouvernement arbitraire, où le Peuple n'avait point de part à la législature ; ce qui était d'un dangereux exemple & d'une fatale conséquence dans la constitution. Il excita beaucoup de rumeurs ; Willam Pitt, Comte de Chatam, s'y opposa de toute la vigueur de son éloquence, dans la Chambre des Pairs ; néanmoins le Ministère obtint la majorité dans l'une & l'autre Chambres.

Alors la Ville de Londres présenta en corps une Adresse au Roi, pour le prier de ne point donner son consentement à ce bill. Mais Lord North avait prévu cet incident, & ses mesures étaient prises pour prévenir les attroupemens du Peuple & tout ce qui aurait pu en résulter. Le 22 Juin, à l'instant où le Roi reçut l'Adresse, il monta en carrosse & se rendit au Parlement, où il donna son consentement Royal à tous les bills passés dans la session, & devant, par cette célérité, les alarmes du Peuple, il la termina sans désordres & sans rumeurs.

L'acte de Quebec était accompagné d'un autre acte qui établissait au Canada des taxes intérieures & extérieures; c'était une suite nécessaire du même plan, & cet acte reçut, avec les autres, le consentement Royal.

Louis XV, Roi de France, venait de mourir, & Lord North avait assuré au Parlement, que son successeur était



1120 *Administration de Lord North,*  
un jeune Prince qui aimait la paix. Dans la joie de son cœur, il s'applaudissait presque publiquement de son ouvrage, & croyait avoir asservi pour toujours les Colonies de l'Amérique dans une seule session du Parlement, aussi facilement qu'il avait subjugué la Compagnie des Indes Orientales. Il ne pouvait se persuader que les Américains osassent prendre les armes contre les troupes du Roi ; & s'ils le faisaient, il regardait leur rebellion comme un moyen de hâter & d'appesantir leur esclavage. George III, se regardant déjà comme aussi puissant que les Monarques les plus absolus, ne mettait point de bornes à sa confiance dans son Ministre & dans ses Conseillers secrets ( 1 ). Lord North paraissait inébranlable dans son poste. Il faut convenir que son habileté était proportionnée aux affaires qu'il avait à traiter, & qu'il maîtrisait les opinions dans la Chambre des Communes avec

---

(1) Le Comte de Bute, Lord Mansfield, &c.

un talent bien rare. Son attention & son application, sa froideur dans les débats, ses talens comme Orateur, en imposaient toujours au plus grand nombre, & lui avaient acquis des partisans gratuits. Ayant alors pris séance dans trois Parlemens, il était parvenu à vaincre les obstacles qui d'abord semblaient le condamner à n'être jamais Orateur; &, par la longue habitude, il s'était formé une élocution agréable & persuasive, qu'il faisoit employer avec beaucoup d'adresse à repousser les attaques qu'il recevait souvent des différentes parties de la Chambre. En toute occasion il maintenait sa dignité, sans paraître tranchant ou trop impérieux.

Le Parlement fut dissous le 30 Septembre 1774, par une proclamation Royale, & le nouveau fut convoqué pour le 29 Novembre suivant. Cette dissolution précipitée donna un grand avantage au Ministre dans l'Élection des Membres du nouveau Parlement. Il avait



besoin de cette influence : après avoir rendu la Couronne plus puissante qu'en aucun autre temps, depuis la révolution, il fallait encore trouver le moyen de payer les dettes de la liste civile, & obtenir un accroissement dans le revenu annuel de Sa Majesté.

Les subsides, en 1774, furent portés à 6,159,661 livres sterl., y compris le paiement d'un million d'annuités à trois pour cent, & d'un million de billets de l'Échiquier. Les voies & moyens consistaient dans la taxe des terres & celle de la dreche, qui montaient à 2,250 mille livres; la balance du fonds d'amortissement, au 5 Janvier 1774, montant à 113,190 livres, le produit du même fonds, au 5 Avril, 619,303 liv.; 1,250 mille livres en nouveaux billets de l'Échiquier, une loterie, sur laquelle le gain fut de 150 mille liv., & 2,080,696 liv. d'anticipation sur le *Sinking-Fund*.

*Fin du premier Livre.*

---

## LIVRE SECOND.

*DEPUIS le commencement des hostilités en Amérique, jusqu'au Traité des Etats-Unis avec la France.*

---

### CHAPITRE PREMIER.

*PREMIERE Assemblée du Congrès ; inaction du Gouvernement Britannique ; opinion du Peuple ; motion du Lord Chatam, tendante à un plan de conciliation avec l'Amérique ; système d'Edmond Burke ; état des finances pour 1775.*

LORSQUE, sous le regne de Jacques I<sup>er</sup> ; les Anglais commencerent à établir des Colonies en Amérique, les Politiques de ce temps prédirent que ces Colonies, après avoir dépeuplé la Grande-Bretagne, ne tarderaient pas à se rendre



124 *Administration de Lord North,*  
indépendantes. Un siècle s'était écoulé,  
& cette prédiction ne s'était point réa-  
lisée : les Colonies avaient prospéré,  
sans dépeupler l'Angleterre & sans se  
rendre indépendantes de son Gouver-  
nement. Cet ordre de choses pouvait  
durer encore long-temps. Il n'avait ja-  
mais été à craindre que la population  
de l'Amérique Septentrionale se mul-  
tipleât au détriment de celle de l'An-  
gleterre : un petit nombre d'émigrans  
suffisait pour produire de grands Peu-  
ples ; & dans différens cantons on  
compte quatre & cinq cents hommes  
provenus de mêmes chefs de famille,  
dans l'espace de cinquante ou soixante  
ans. Quant à l'indépendance des Co-  
lonies, il y avait certainement une épo-  
que où elle devait avoir lieu ; mais  
cette époque pouvait arriver cent ans  
plus tôt ou plus tard.

La suprématie que le Parlement  
d'Angleterre voulait exercer sur elles,  
les projets de la Couronne, & les

mesures offensives hâtaient cette révolution. Il est à remarquer que ce n'a été qu'en 1775 que les Américains ont commencé à regarder comme une tyrannie la prohibition d'exploiter leurs mines de fer, & ils n'ont songé à employer ces mines, que du moment où ils ont vu abuser de ce métal pour les réduire en esclavage. Les hommes les plus éclairés de ce pays prévoyaient, depuis environ trente ans, qu'un jour arriverait où les Colonies diraient à la Métropole : « Nous vous avons enrichie » par notre commerce, pendant que » nous avons été sous votre tutelle & » dans votre dépendance ; nous conti- » nuerons de le faire sur le pied d'a- » mis & d'égaux ; mais notre minorité » est maintenant finie ». Ils ne pré- voyaient pas qu'eux-mêmes seraient obligés de dire : « Vous nous défendez » de tirer du sein de la terre le fer » que la Nature a destiné à armer les » Peuples de ces climats, & c'est avec



» le fer que vous voulez nous enchaîner  
» & nous détruire ! Nous l'en arrache-  
» rons , pour nous venger & recouvrer  
» la liberté ».

Loin que les Colonies, effrayées par l'interdit de Boston, la révocation de la Chartre de Massachusett & l'invasion de cette Province, cherchassent à détourner loin d'elles la colere de la Métropole, elles regarderent la cause de la Province que l'on voulait punir, comme leur étant commune, & s'empresserent de manifester leur adhérence aux principes qui lui avaient attiré ce châtiment. Il fut résolu par un acte intitulé : Ligue & conventions solennelles de suspendre toute consommation des marchandises Britanniques, jusqu'à ce que la Province de Massachusett fût rétablie dans tous ses droits. Toutes les Provinces signerent cette ligue par Comtés, par paroisses & par familles. On assembla un Congrès général à Philadelphie au commencement de 1774, & la

Chambre des Représentans de chaque Province y envoya des Députés. Les plus petites Provinces n'envoyaient que deux Députés, & les plus grandes, sept : le nombre des Députés se trouva de 51, non compris ceux de la Georgie, Colonie trop faible encore pour prendre part à la querelle dans ces momens difficiles. Dans cette Assemblée, chaque Colonie n'avait qu'une seule voix, quel que fût le nombre de ses Députés.

Lord North n'avait pas prévu que l'on opposerait à ses entreprises des mesures si bien concertées ; il avait été moins sage & plus hardi que Sir Robert Walpole. Quand on proposa à ce Ministre audacieux & ami des usurpations, un projet de taxer l'Amérique : « Laissez, répondit-il, à mes successeurs à suivre de semblables projets : » je ne veux jamais entreprendre une » affaire si dangereuse ». Cependant on aurait pu se procurer, sous son Minis-



128 *Administration de Lord North,*  
tere, plus de facilités que sous celui  
de Lord North; on aurait eu des pré-  
textes pour ennoblir les plus opulens  
d'entre les Américains, & en composer,  
dans chaque Province, un Corps législatif  
permanent, qui aurait réprimé l'esprit  
démocratique des Assemblées populai-  
res, & aurait insensiblement amené les  
taxes, la servitude & l'obéissance.

Le Général Thomas Gage, qui avait  
rempli divers emplois en Amérique,  
mais homme peu capable de prévoir  
la disposition des Peuples & d'observer  
en grand, fut surpris, à son arrivée dans  
la Province de Massachusett, de n'apper-  
cevoir nulle part des marques de re-  
pentir ni de crainte: un morne silence  
annonçait une indignation profonde.  
On réimprima les actes du Parlement,  
& on en répandit d'innombrables copies  
dans toute l'étendue du Continent;  
chaque famille les lisait dans les jours  
de recueillement, & dissertait sur ses  
droits naturels, dont on la menaçait  
d'être

d'être dépouillée. Dans plusieurs Villes, ces actes furent brûlés publiquement sans tumulte, mais avec beaucoup de solennité; le jour où le port de Boston commença d'être fermé, devint un jour de priere & d'humiliation; les Gazettes furent imprimées avec une bordure noire, en signe de deuil; & dans toutes les Colonies ces marques de tristesse furent accompagnées de démarches bien concertées, & de sages délibérations, dont les Gouverneurs des Provinces respectives ne purent empêcher l'effet. On adressa de toutes parts des félicitations au Peuple de Boston, pour l'engager à persévérer dans sa généreuse résistance; on envoya du bled, du riz, pour être distribués aux familles Bostoniennes que l'interruption du commerce réduisait à l'indigence.

Quoique Thomas Gage ne se fût pas attendu à rencontrer une confédération si générale & si déterminée, il comptoit toujours sur l'effet des pou-



130 *Administration de Lord North*,  
voirs qui étaient entre ses mains ; il  
avait assemblé les Représentans de la  
Province , pour leur montrer sa com-  
mission , leur notifier en forme l'acte  
du Parlement qui fermait le port de  
Boston , & indiquer la prochaine assem-  
blée à *Salem* , petite ville voisine , pour  
le 2 Juin suivant.

L'Assemblée de Massachusett s'étant  
rendue au jour marqué , avait imité la  
conduite du Parlement d'Angleterre  
sous le regne de Charles I<sup>er</sup> ; elle avait  
fait passer l'examen des griefs avant  
toute autre affaire. Il y avait été ré-  
solu que l'Assemblée générale des Co-  
mités de toutes les Provinces était né-  
cessaire ; on avait nommé cinq personnes  
pour y représenter la Province de Massa-  
chusett , & voté 500 liv. sterling pour  
leur dépense. Le Gouverneur ayant re-  
fusé de confirmer cette résolution , l'ar-  
gent n'en avait pas moins été levé par  
une répartition volontaire que les Villes  
& les Districts avaient faite. La Cham-

bre avait pris ensuite plusieurs autres résolutions avec beaucoup de célérité, de secret & d'unanimité, pour recommander de nouveau aux habitans de cesser l'usage du thé de l'Inde, & la consommation de toutes marchandises Anglaïses, & travailler promptement à établir des manufactures en Amérique. Le Gouverneur avait envoyé son Secrétaire pour dissoudre l'Assemblée; mais ce dernier avait trouvé les portes fermées; on avait refusé de les ouvrir, & il avait été obligé de faire lire la proclamation sur l'escalier. C'est ainsi que s'était terminée la dernière Assemblée tenue en Massachusett-Bay, en vertu de la Chartre accordée à cette Province par le Roi Guillaume & la Reine Marie; & alors parut l'acte du Parlement qui supprimait cette Chartre & introduisait une nouvelle forme de Gouvernement.

Cet acte acheva d'aliéner tous les esprits; chaque jour il arrivait des vais-



132 *Administration de Lord North*,  
seaux chargés de nouveaux corps de troupes, & Thomas Gage se fortifiait dans Boston, quoique les Provinciaux n'eussent encore fait aucune démarche hostile. Il y a parmi tous les Peuples, des hommes lâches qu'il est aisé de retenir par la crainte, sensibles à la perte, ou faciles à attirer par le gain. Les préparatifs militaires, & l'arrogance avec laquelle on y procédait, en imposèrent à ces esprits faibles; plusieurs se cotisèrent pour payer une partie du thé qui avait été jeté à la mer, d'autres faisaient leur cour à Thomas Gage, en achetant secrètement des marchandises Anglaises; quelques-uns furent jusqu'à lui adresser des pétitions où ils désapprouvaient les tumultes passés, les résolutions des Comités, & les mesures des Assemblées provinciales. Les Gazettes les dénoncerent comme ennemis de leur Patrie, & ils étaient en trop petit nombre pour produire quelque influence sur le sort du Peuple Américain.

Le Congrès général publia un acte intitulé : Déclaration des droits ; c'était une imitation de ce qui s'était passé dans le troisieme Parlement d'Angleterre, sous le regne de Charles I<sup>er</sup> : il y déclarait injustes , oppressifs , inconstitutionnels , les actes du Parlement contre la Province de Massachusett ; il y établissait les droits des habitans de l'Amérique Septentrionale, comme hommes libres & sujets Britanniques , dans toute leur étendue , & terminait cet acte solennel par l'énumération de leurs griefs contre le Roi George III , ses Ministres & le Parlement. Le Congrès n'enjoignait rien aux habitans avec autorité , mais il leur montrait l'intérêt qu'ils avaient de cesser tout commerce avec l'Angleterre , & de se rendre à l'avenir indépendans de ce commerce, en manufacturant eux-mêmes les matieres premieres ; que leur pays produisait en abondance. Le Congrès rédigea en même temps une pétition au



134 *Administration de Lord North*,  
Roi d'Angleterre, une Adresse au Peuple de la Grande-Bretagne, & une autre aux habitans du Canada. Ces actes étaient écrits avec beaucoup d'ingénuité & de force de raisonnement.

Le Ministre de la Trésorerie n'était pas sans inquiétude à la rentrée du Parlement. Tout ce qu'il avoit promis dans la session précédente se trouvait démenti par les événemens, & les mesures coercitives qu'il avoit fait adopter, n'avaient pas produit d'autre effet, que de mettre la Nation dans l'alternative, de se dégrader par la révocation de tout ce qui avoit été fait, ou de se plonger dans une guerre civile. Il n'avoit d'autre consolation, que de savoir qu'il n'était pas le véritable auteur du projet de soumettre les Colonies par la rigueur, ni celui qui l'avoit le plus fortement appuyé dans le Cabinet; il n'en était que l'instrument: mais s'il avoit révélé ce secret, la déclaration qu'il en aurait faite, l'aurait mal défendu contre les at-

taques d'une opposition violente, qu'il voyait s'élever de toutes parts.

Le discours du Roi, à l'ouverture du nouveau Parlement, fut conçu en termes généraux; on n'y annonçait point la confédération des Colonies, & on n'en citait aucune comme étant en état actuel de rébellion. La disposition de cette nouvelle assemblée se manifesta par l'Adresse qui fut présentée en réponse au discours royal; & quoique l'Opposition entreprît de contrarier les vues du Ministère, en proposant des restrictions, elle passa à la majorité des voix, après de grandes débats.

La Nation était divisée dans ses opinions sur la conduite que l'on devait tenir envers les Américains. Le bas Peuple, mal informé, & qui, par le défaut de lumières, ne pouvait juger le fond de la question, se bornait à répéter: « Pourquoi les Américains ne payeraient-ils pas des taxes aussi bien que nous ». L'orgueil métropolitain & l'idée d'un



1136 *Administration de Lord North,*  
intérêt national servaient à accréditer  
cette doctrine. Plusieurs personnes d'une  
classe supérieure, se réglant sur des  
motifs plus condamnables, travaillaient  
à fomenter la querelle, dans l'espoir d'a-  
voir part aux emplois lucratifs & aux  
revenus que devait produire l'affervisse-  
ment des Colonies. Il y en avait même  
qui espéraient partager les biens qui se-  
raient confisqués sur les Américains ré-  
voltés; car ils ne doutaient pas que les  
Colonies ne fussent promptement en-  
vahies & subjuguées par les troupes du  
Roi. Mais le parti opposé était aussi  
considérable par le nombre que par les  
qualités de ceux qui le soutenoient. Les  
Propriétaires des terres étaient alarmés,  
en songeant qu'à la première levée de  
bouclier, la taxe des terres serait aug-  
mentée d'un quart, & il leur paraissait  
problématique que cette guerre, odieuse  
en elle-même, fût promptement termi-  
née. Les Commerçans étaient dans la  
consternation; ils connaissaient mieux

que les Ministres le caractère des Américains, leurs ressources & les forces de chaque Province. Les Colonies leur devaient le revenu d'une année de commerce ; c'était un objet de quatre millions sterling, & ils voyaient avec douleur qu'ils risquaient non seulement cette somme, mais encore de perdre entièrement une branche de commerce immense & lucrative. De grandes manufactures & leurs ouvriers tiraient leur subsistance de ce commerce, & regardaient la suspension de leurs travaux comme le plus grand des malheurs ; enfin les hommes sages & désintéressés, les politiques les plus éclairés ne voyaient ni justice ni convenance à vouloir réduire les Américains à une obéissance indéfinie ; ils craignaient que l'oppression & la subversion des privilèges de la Constitution Anglaise ne fissent un rapide trajet d'Amérique en Angleterre, & que les Loix arbitraires ne fussent promptes à se naturaliser dans la Métro-



138 *Administration de Lord North*,  
pole, quand le fer & le feu les auraient  
introduites dans les Colonies. Le Mi-  
nistere était agité sur la question de sa-  
voir quelle opération hardie il fallait  
entreprendre pour détruire les effets de  
cette Opposition avant qu'elle pût ac-  
croître ses forces. Il fut décidé dans le  
Cabinet, que le parti le plus certain  
était d'entraîner la Nation dans des  
mesures hostiles, avant qu'une discussion  
publique pût faire sentir la nécessité de  
révoquer les actes rigoureux qu'on lui  
avait fait agréer.

ANNÉE  
1775.

Tandis que l'Administration affectait  
le plus grand silence sur les affaires de  
l'Amérique, des Adresses furent présen-  
tées au Roi & au Parlement par la Ville  
de Londres & les Villes les plus con-  
sidérables du Royaume, pour représen-  
ter les conséquences affreuses qui pou-  
vaient résulter des mesures coërcitives,  
& témoigner le désir qu'ils avaient qu'une  
prompte réconciliation avec les Amé-  
ricains pût y succéder. Les Marchands

de Londres & de Bristol firent aussi leurs représentations; enfin les habitans des Isles occidentales de l'Amérique se plaignaient de ce que les nouveaux actes du Parlement leur causaient un grand préjudice, en diminuant la consommation des sucres & autres denrées, & en les privant d'un commerce de mélasses, de *rum*, de bois, & de merrain, très-important pour leurs plantations. Toutes ces remontrances furent renvoyées devant un Comité de la Chambre des Communes, & y demeurèrent dans l'oubli.

Dans le même temps, la pétition du Congrès Américain fut présentée au Roi par les Agens des Provinces; mais il y fut répondu que Sa Majesté ne pouvait recevoir aucun acte de cette Assemblée, puisque ce serait en quelque sorte reconnaître sa légalité. Le 26 Janvier 1775, George Saville demanda à la Chambre des Communes la permission d'y introduire MM. Bol-



140 *Administration de Lord North,*  
lan, Franklin & Lée, qui étaient chargés par le Congrès Américain de présenter au Roi une Adresse qui avait été renvoyée à la Chambre, & déclara que les Agens désiraient être entendus à la Barre, pour donner de grands éclaircissimens sur la matiere qu'il s'agissait de traiter. Cette démarche n'eut aucun succès, & la pétition ne fut point reçue, par les mêmes raisons qui avaient été alléguées au nom de la Couronne. Une pétition de l'Assemblée de la nouvelle Yorck, qui présentait tous les moyens de conciliation compatibles avec la constitution Anglaise, eut le même fort. Les Américains avaient mis une grande confiance dans la pétition du Congrès, & la maniere dont elle avait été rejetée, leur fit voir qu'ils n'avaient plus aucun adoucissement à espérer.

Toute négociation étant impossible, Franklin s'embarqua pour Boston. Il est surprenant que les Ministres, qui con-

naïssaient quel ennemi ce Républicain pouvait être, ne l'aient pas alors fait arrêter; ce n'eût été qu'un attentat de plus, & ils auraient privé la cause de l'Amérique, d'un défenseur entreprenant & hardi.

Le Comte de Darmouth, Secrétaire d'Etat, ayant remis à la Chambre des Pairs les papiers qu'il venait de recevoir de l'Amérique, Lord Chatam proposa à la Chambre de présenter une Adresse au Roi, pour qu'il fût donné ordre au Général Gage d'éloigner de Boston les troupes & l'appareil militaire, aussi-tôt que la saison le permettrait. Il fit voir que cette démarche était nécessaire pour arrêter des troubles dangereux & adoucir les esprits.

« Une heure de perdue, dit ce grand Homme, peut produire des années de calamités; & si vous m'écoutez, je m'engage à ne point quitter la conduite de cette grande affaire, à moins que quelque maladie extrême ne me retienne.



Je serai à la porte des Ministres endormis, & je les réveillerai, pour leur montrer le danger imminent de la Nation ». Le temps n'était plus où cet homme d'Etat captivait l'attention du Sénat & surmontait toute opposition par la force de son éloquence. Il s'adressait à une Assemblée sur laquelle la raison la plus sublime avait peu de pouvoir; il ne pouvait plus entraîner les Membres du Parlement, en leur faisant envisager les progrès de la dignité & de la puissance de leur pays. Ce qu'il avait à leur dire contrariait leur orgueil, leurs intérêts & leurs préjugés; enivrés de leur grandeur, & croyant leurs forces irrésistibles, ils regardaient tout ce qui leur annonçait des disgraces ou des revers, comme des rêveries d'un cerveau mélancolique. En vain Pitt appelait les troupes du Général Gage, une Armée d'impuissance & de mépris. « Vous excitez, disait-il, dans vos Colonies une

animosité qui ne s'appaisera jamais (1) ». Ce n'est pas en révoquant seulement les actes injustes, passés dans le Parlement, que vous ramènerez l'Amérique à ses premiers sentimens pour l'Angleterre ; c'est en détruisant ses craintes & ses mécontentemens. Mais maintenant, insultée par des forces militaires, irritée par l'appareil de guerre qu'on offre sans cesse à ses regards, elle ne peut recevoir qu'avec soupçon & avec alarmes tout ce qui viendra de vous. Il est évident que les Provinces étant unies comme elles le sont entre elles, il est impossible que vous puissiez les réduire à des termes de soumission absolue. Vous serez à la fin forcés de vous rétracter ; rétractez-vous donc tandis que vous pouvez le faire sans honte : il faudra que vos actes violens & oppressifs soient révoqués ; je

---

(1) *You irritate, your Colonies to unappeacable rancour.*



144 *Administration de Lord North,*  
suis garant que vous finirez par y renoncer : je consens de perdre ma réputation, si vous n'êtes pas forcés de les révoquer. Evitez cette nécessité humiliante & disgracieuse ; faites les premières avances de concorde & de paix avec la dignité qui accompagne la puissance ; une grande Nation doit mettre sa gloire à agir avec prudence & justice. Tous les motifs d'équité, de sagesse & de prudence, doivent vous porter à appaiser les troubles de l'Amérique, par le rappel des troupes qui sont à Boston, la révocation des actes oppressifs, les témoignages d'une véritable amitié & d'une réconciliation sincère ; toute autre conduite entraîne la Nation vers sa ruine. Des guerres étrangères vous menacent : ne voyez-vous pas la France & l'Espagne observant vos démarches, & attendant la maturité de vos erreurs ? « Messieurs, » disait-il enfin, si les Ministres persévèrent à mal aviser & tromper le  
» Roi,

» Roi, je ne veux pas prédire qu'ils  
» aliéneront de la Couronne l'affec-  
» tion des fujets ; mais j'affirme qu'ils  
» réduiront la valeur de la Couronne  
» au droit de la porter : je ne dirai  
» point que le Roi fera trahi ; mais je  
» prononce que le Royaume sera per-  
» du ». Ce discours éloquent & prophétique n'eut point de succès, & la motion fut rejetée par la majorité.

Cette motion n'était que préparatoire à un bill que le Comte de Chatam avait rédigé pour réconcilier l'Angleterre avec les Provinces de l'Amérique ; il révoquait tous les actes passés dans la session précédente, y compris l'acte de Quebec, & un autre bill pour fixer des logemens aux Soldats ; il révoquait aussi huit autres actes passés depuis la quatrième jusqu'à la douzième année du règne de George III ; il proposait de restreindre les Cours d'Amirauté en Amérique dans leurs anciennes limites, de rétablir les jugemens par



Jurés dans tous les cas où ils avaient été abolis depuis peu. Ce bill fut rejeté le 1<sup>er</sup>. Février par la majorité de 68 voix contre 31.

Ces démarches, qui tendaient à ramener la paix, firent connaître aux Ministres qu'ils n'avaient point de temps à perdre, & que pour avancer leurs desseins, il fallait se presser d'entraîner la Nation dans une guerre civile; car s'ils avaient différé, la raison, la prudence & l'équité auraient pu prévaloir, & engager les Peuples d'Angleterre & d'Amérique à faire cause commune d'intérêts & de liberté contre les usurpations de la Couronne. Ils envoyèrent un message de la part du Roi à la Chambre des Communes, pour demander une augmentation de forces de terre & de mer; ce qui fut accordé. Le Ministre alors proposa un bill pour restreindre le commerce des quatre Provinces de la Nouvelle-Angleterre, Massachusett-Bay, Newhampshire, Connecticut, &

Rhode-Island, avec l'Angleterre, en Irlande, aux Indes Occidentales, & leur interdire la pêche sur le banc de Terre-Neuve. Il représenta que ce bill n'était qu'une juste représaille de la résolution prise par les Américains de ne point consommer de marchandises d'Angleterre.

La pêche était la principale source de la puissance de la Nouvelle-Angleterre ; elle donnait lieu à un grand commerce, & nourrissait dans ces Provinces une race robuste & hardie de Navigateurs qui, dans la guerre, avaient rendu les plus grands services à la Métropole, en interceptant le commerce des Français & des Espagnols en Amérique, & pendant la paix, augmentaient sa puissance, en versant d'immenses cargaisons de poisson salé dans tous les ports de l'Europe, au sud du Cap Finistère, & dans les Colonies Françaises & Espagnoles. Ainsi les Disciples de Calvin tournaient à leur pro-



148 *Administration de Lord North,*  
fit la dévotion des Catholiques d'Espagne, de Portugal & d'Italie, & leur fournissaient la plus grande partie de leurs alimens dans les jours consacrés à la pénitence. En interdisant ce commerce, auquel la Métropole ne pouvait suppléer, c'était réduire aux plus grandes extrémités trente mille hommes intrépides, & les forcer à prendre les armes.

Plusieurs des partisans du Ministère s'éleverent eux-mêmes contre ce bill ; néanmoins il obtint encore la majorité des suffrages : mais le Lord de la Trésorerie, qui s'aperçut enfin de la répugnance de ceux mêmes dont la voix lui était engagée d'avance, imagina un moyen d'appaîser leurs scrupules ; ce fut de joindre à la rigueur extrême de tant de mesures hostiles, un plan de conciliation ; il prévenait par-là les démarches du parti de l'Opposition, & s'assurait que ce bill n'aurait d'exécution qu'autant qu'il le désirerait ; il invitait les Provinces, & chacune d'elles en parti-

culier, à se soumettre avec confiance à la Grande-Bretagne, déclarant que toute Province dont le Gouverneur, le Conseil & l'Assemblée leveraient une contribution proportionnée aux facultés des Habitans, & soumettraient cette contribution à la disposition du Parlement, pour l'entretien du Gouvernement civil & l'administration de la Justice dans cette Province, serait affranchie de tous droits & taxes, excepté des taxes qui seraient nécessaires pour régler le commerce, du net produit desquelles il lui serait tenu compte.

Lord North avoua que ces propositions pourraient ne pas suffire aux Américains, qui paraissaient demander autre chose : « Mais elles sont, dit-il, justes, » humaines & sages, & je veux croire » que ce qui est juste, humain & sage, » mérite leur attention ; du moins » quel qu'en soit le succès, j'aurai fait » mon devoir. Si ces propositions ne » servent à rien en Amérique, elles



150 *Administration de Lord North,*

» seront utiles en Angleterre ; elles  
» réuniront les esprits, & en même  
» temps elles peuvent servir à défunir  
» la ligue des Provinces en Amérique :  
» car si une Province vient la première  
» faire des offres conformes à son de-  
» voir, elle sera bien traitée ; & si  
» une Province rentre dans le devoir,  
» c'en est assez pour détruire cette con-  
» fédération qui rend seule les Amé-  
» ricains redoutables dans leur rebel-  
» lion ».

Les Membres de l'Opposition n'étaient pas tous du même avis sur les moyens de réconciliation entre l'Angleterre & l'Amérique ; ils ne s'accordaient qu'en un seul point, résister au Gouvernement. Cependant Lord Chatam avait proposé un bill conciliatoire dans la Chambre des Pairs ; Edmond Burke en proposa un autre dans la Chambre des Communes, le 22 Mars 1775 ; ce bill se résumait à treize résolutions. Il l'annonça par un discours dans lequel il développa une

connaissance profonde des principes qui constituent l'état de la société civile; & des maximes politiques qui résultent de ces principes, il démontra qu'il fallait gouverner l'Amérique Septentrionale selon la nature de ce pays, & les mœurs, les besoins & l'opinion des Peuples qui l'habitaient, & non pas selon les intérêts & les idées de quelques hommes puissans en Angleterre. En rappelant la population rapide & les progrès de l'agriculture & du commerce en Amérique, il assura que les Colonies devaient très-peu de chose aux soins de la Métropole, la Nature généreuse ayant tout fait pour leur bonheur; il indiqua les causes de l'attachement des Américains à la liberté; savoir, leur origine, la forme du Gouvernement qu'ils s'étaient choisi lors de leur établissement en Amérique; la force des principes religieux, celle de la Nature & de l'éducation, enfin l'éloignement de la Métropole. « Dans les grands Corps, dit-il,



» la circulation du pouvoir doit être  
» moins vigoureuse aux extrémités, la  
» Nature l'a prescrit : les Turcs ne peu-  
» vent pas gouverner l'Égypte, l'Arabie  
» & le Curdistan, comme la Thrace.  
» Peut-être pouvons-nous souhaiter que  
» les Colonies se persuadent que leur  
» liberté est plus assurée en nous la  
» confiant, comme à des gardiens,  
» pendant une minorité perpétuelle,  
» qu'en la retenant dans leurs mains :  
» mais la question n'est pas de savoir  
» si leurs opinions méritent qu'on les  
» prise ou qu'on les blâme ; il n'y a  
» que trois moyens de détruire les dis-  
» positions séditieuses qui existent dans  
» les Colonies ; changer leurs opinions  
» en faisant cesser les causes qui y ont  
» donné lieu, poursuivre ces opinions  
» comme criminelles, ou y condes-  
» cendre par nécessité ».

Un premier moyen de détruire parmi  
eux l'esprit de liberté, ferait d'arrêter  
les progrès de la population ; la tyrannie

elle-même ne pourrait y parvenir qu'avec beaucoup de temps : sans doute on pourrait leur ôter le courage, & les appauvrir en leur interdisant le commerce maritime ; mais souvent la misère amène le désespoir, & il y a des momens dans le sort des Etats les plus florissans, où ceux qui sont trop faibles pour contribuer à leur prospérité, sont assez forts pour compléter leur ruine. Je pense donc que le caractère de liberté qui a prévalu dans les Colonies, ne peut être altéré par aucun art humain, & que ni ses causes naturelles, ni ses causes morales ne peuvent être changées.

Poursuivre l'esprit de liberté comme criminel, est une entreprise difficile ; car je ne connais aucune manière praticable d'accuser, de juger & de punir tout un Peuple ; & dans une querelle entre différentes parties d'un grand Corps politique, formé de l'union d'un grand nombre de Communautés, rien n'est



plus imprudent de la part du Gouvernement, que de proclamer la rébellion, d'armer des soldats, & de mettre au ban les Provinces, aussi-tôt qu'elles réclament quelques privilèges; c'est les forcer à lui dénier toute autorité: une telle conduite persuade à ces Provinces, qu'un Gouvernement qui regarde les réclamations de la liberté comme un crime de haute trahison, est un Gouvernement dans lequel la soumission est équivalente à l'esclavage; ainsi les moyens de faire perdre aux Américains l'esprit de liberté, étant impossibles, quel parti restera-t-il à prendre? Il n'en reste point d'autre que de s'y accommoder par nécessité, ou, si vous l'aimez mieux, de le tolérer comme un mal nécessaire. A quoi me servira-t-il d'avoir des titres, quand la raison me dit que l'affertion de mes titres entraînera la perte de mon procès? A quoi me servira-t-il d'être armé, quand la raison me dit que je ne puis que me blesser moi-même en me ser-

vant de mes armes? Le caractère général & la situation des Peuples déterminent quelle sorte de Gouvernement leur convient.

Il rappela la conduite de la Législature à l'égard du Royaume d'Irlande, de la Principauté de Galles, & du Comté Palatin de Chester, & soutint que les mêmes principes qui avaient été adoptés envers ces pays, devaient régler la conduite à tenir avec l'Amérique Septentrionale. L'Irlande n'a pas été conquise, dit-il, par les armes Anglaises, mais par la constitution Anglaise; la Principauté de Galles a été long-temps un fardeau gênant & inutile pour le Royaume; mais nos aïeux, jugeant que des Loix faites contre tout un Peuple n'étaient pas le moyen le plus sûr de le réduire à l'obéissance; & la Province de Galles se réglant sur les pays voisins, a joui, depuis le regne d'Henri VIII, de tous les droits & de tous les privilèges des sujets Anglais. Les habitans



156 *Administration de Lord North,*  
du Comté de Chester ayant présenté  
au Roi une pétition, pour se plaindre  
de ce que, n'ayant pas de Représentans  
au Parlement, ils avaient été souvent  
grevés par des actes de cette assemblée,  
qui dérogaient à leurs privilèges; loin  
que le Gouvernement s'offensât de la  
liberté de leurs réclamations, il en ré-  
péta les termes dans le préambule de  
l'acte par lequel il leur accorda ce  
qu'ils demandaient : c'est la liberté &  
non pas l'esclavage qui est le remède  
des désordres & de l'anarchie.

Le plan d'Edmond Burke s'accordait  
dans les points essentiels avec celui du  
Comte de Chatam; tous les deux renon-  
çaient à l'idée que les Provinces de l'A-  
mérique devaient être représentées dans  
le Parlement; mais Burke ne demandait  
la révocation que d'un seul des huit  
actes du Parlement, indiqués par Lord  
Chatam, & n'insistait que sur la révoca-  
tion de tous les actes passés contre l'A-  
mérique dans cette session & dans la

précédente, l'acte de Quebec excepté. Il proposait, que les dons ou subsides à accorder par les Provinces de l'Amérique à la Grande Bretagne, fussent réglés dans leurs assemblées générales : toutes ces propositions furent rejetées par la majorité ; il en appela au public, en faisant imprimer son discours : mais jamais un Orateur n'a de grands succès dans une cause où les détails & les discussions politiques nuisent à l'intérêt, & où il ne peut pas exciter en sa faveur quelque passion active & naturelle au cœur humain. Une foule d'Ecrivains publia des idées sur cette matiere ; les uns se rangeaient du parti de l'Opposition, les plus habiles étaient soudoyés par la Cour. Les Ministres trouverent mieux leur compte à les employer dans des circonstances où ils avaient besoin de toutes les ressources, qu'à restreindre la liberté de la Presse : mais est-on digne d'avoir des talens, quand on s'abaisse jusqu'à les vendre à l'iniquité ?



Avant la fin de la session, le jeune Lord Effingham se retira du service, pour ne pas porter les armes contre l'Amérique, & les villes de Londres & de Dublin lui adresserent des remerciemens sur la noblesse de sa conduite.

L'affaire des Finances termina les opérations du Parlement; les subsides pour l'année 1775 furent portés à 4,307,450 liv. sterl., non compris l'acquittement d'un million d'annuités à 3 pour cent. On acquitta pour 1,250 mille livres de billets de l'Echiquier, & on renouvela pareille somme des mêmes effets. La totalité des voies & moyens non compris l'acquittement & le renouvellement des bills de l'Echiquier monta à 5,309,246 liv. sterl.



---

CHAPITRE II.

*ATTAQUE de Lexington ; seconde session du Congrès ; affaire de Bunkers-Hill ; prise de Ticonderago & de Crown-Point ; vaisseaux de transport pris par les Américains ; assemblée du Parlement ; le Roi leve une grande armée ; il y ajoute quatre mille Irlandais , & sou-doye seize mille Allemands ; on introduit des Matelots étrangers dans le service de la Marine ; état des Finances pour 1776.*

**L**A querelle entre l'Amérique & l'Angleterre fixait l'attention de toutes les Cours de l'Europe ; elles prenaient toutes un grand intérêt à un événement si nouveau dans son espece , & si important dans ses conséquences : elles n'avaient point vu sans jalousie la puissance de l'Angleterre s'élever , & tout ce qui



160 *Administration de Lord North,*  
tendait à affaiblir cet Empire ne pouvait leur déplaire ; elles attendaient avec impatience que les soldats de la Métropole levassent le sabre contre les Colonies, & toutes faisaient des vœux pour les Américains.

Depuis la révocation de la Charte de Massachusett-Bay, les fonctions de l'autorité légale étaient suspendues dans cette Province. Le Gouverneur ne présidait point, le Conseil ne pouvait s'assembler, les Juges ne prononçaient point la Loi, & leurs Officiers inférieurs ne la faisaient point observer. Dans cet état d'anarchie, on devait s'attendre que des hommes effrénés & mauvais, comme il s'en rencontre ordinairement dans tous les pays, se livreraient aux désordres, & ne respecteraient ni les personnes ni les propriétés : mais loin que la suspension des Loix & du pouvoir civil donnât lieu à une licence criminelle, les bonnes mœurs remplacèrent les Loix, la paix civile ne fut point troublée ;

troublée; le Peuple de cette Province, toujours austere dans ses principes, attaché à sa religion comme à sa liberté, n'était point corrompu dans ses manieres; il était juste & integre au fond du cœur; & dans les dix-huit années qui avaient précédé l'interdit de Boston, on n'y avait exécuté qu'un seul criminel.

Le Ministere Anglais croyait que les Américains se détermineraient avec peine à résister aux troupes du Roi; ils regardaient les Quakers, répandus en grand nombre dans toutes les Provinces, comme un obstacle aux résolutions guerrieres, & espéraient que les Officiers Anglais qui s'étaient retirés & mariés en Amérique à la paix de 1763, contribueraient à soumettre les rebelles: ils se trompaient dans ces conjectures; les Quakers, émus par la charité, furent les premiers à faire des amas de provisions, & à les envoyer aux pauvres de Boston: s'ils ne contribuaient pas de leur service



162 *Administration de Lord North,*  
personnel à la défense commune, ils le  
faisaient par des fournitures & des se-  
cours pécuniaires; il y eut même plu-  
sieurs de leurs jeunes gens qui se for-  
merent en compagnies de volontaires;  
& l'amour de la liberté l'emporta sur  
le zèle religieux. A l'égard des Officiers  
qui avaient soutenu la gloire de l'An-  
gleterre dans la guerre contre la France  
& l'Espagne, devenus peres & citoyens,  
ils s'armerent sans délai pour la défense  
de leurs biens & de leurs familles, &  
rassurèrent leurs voisins contre les effets  
redoutés de la discipline militaire. Aussi-  
tôt que l'on apprit en Amérique l'arri-  
vée prochaine de nouveaux Corps de  
troupes, le Congrès travailla à se pro-  
curer des armes & des munitions; les  
vaisseaux Américains se répandirent dans  
tous les ports, depuis Cadix jusqu'à  
Hambourg, pour y acheter de la poudre,  
des sabres, des fusils, des fournimens  
de toute espece; on construisit dans la  
Pensilvanie des moulins à poudre à ca-

non; une fonderie de canons fut établie dans les derrières de la Nouvelle-Yorck. L'antipathie qui régnait entre les Provinciaux & les troupes de Boston, croissait de jour en jour; les soldats cherchaient les occasions de les attaquer; mais les Américains évitaient avec soin de commettre les premières hostilités: ils se croyaient en droit de s'armer pour leur propre défense, mais ils ne voulaient laisser paraître aucun dessein d'attaquer les troupes du Roi. Au moyen de cette distinction, conforme aux principes de la constitution Britannique, ils soutenaient que, malgré les préparatifs de guerre qu'ils faisaient de tous côtés, ils n'étaient point en état actuel de rébellion: les Anglais les obligèrent enfin à franchir le dernier pas. Le Général Gage envoya un détachement pour se saisir de quelques munitions qui étaient à Concord; ce détachement traversant le bourg de Lexington, y rencontra une compagnie de Milice que ses Officiers passaient en



164 *Administration de Lord North*, revue; Smith, Lieutenant-Colonel, qui commandait le détachement, fit faire feu sur eux; dix-sept hommes furent tués, le reste prit la fuite; mais les Milices se rassemblant de tous côtés, attaquèrent & repoussèrent les Anglais jusqu'aux fauxbourgs de Boston. Un second détachement était sorti de la ville pour soutenir le premier, qui, en se retirant, mit le feu à Lexington; les Provinciaux fondirent sur eux avec furie, & continuèrent de les charger jusqu'à la chaussée de Charles-Town, malgré le feu continuel de deux piéces de campagne, & quoique de leur part ils n'eussent point de canon.

Les lettres que le Secrétaire d'Etat des Colonies avait écrites au nom du Roi, pour défendre aux Provinces d'envoyer à l'avenir des Députés au Congrès général, n'empêcherent pas cette assemblée de se réunir à Philadelphie, pour tenir sa seconde Session. Aussi-tôt elle s'empara des pouvoirs exé-

cutifs du Gouvernement, & nomma George Washington, riche Planteur de la Virginie, & natif de cette Province, Commandant en chef des forces de l'Amérique Septentrionale. Ce Républicain, dont le revenu était évalué à plus de cinq mille livres sterling, avait porté les armes dès sa jeunesse, & il avait eu plusieurs occasions d'acquérir une réputation militaire, en combattant au Canada contre les Français. Les Américains lui donnerent unanimement leurs suffrages, parce qu'ils le croyaient encore plus distingué par ses talens & ses qualités personnelles, que par sa fortune.

Vingt mille Provinciaux bien armés bloquerent les troupes du Roi dans la ville de Boston; & quoiqu'un grand renfort de troupes fût arrivé dans ce temps-là d'Irlande & d'Angleterre, sous la conduite des Généraux Howe, Burgoyne & Clinton, il fut impossible de contraindre les Américains à lever ce



166 *Administration de Lord North,*  
blocus. L'entreprise hardie d'un détachement d'Américains sous la conduite d'Ismaël Putnam, & du Docteur Warren, qui travaillait à fortifier l'éminence de Bunkers'hill, obligea les assiégés de faire une sortie : l'action fut meurtrière ; le Général Howe fut le seul Officier Anglois qui n'y fut point blessé. Les troupes Anglaises, accoutumées à la discipline, furent deux fois forcées de se retirer devant un corps de Paysans qui voyaient l'ennemi pour la première fois. Les armes du Général Howe l'emportèrent à la fin ; le Docteur Warren fut tué, & sur le déclin du jour les Anglais s'emparèrent des retranchemens des Américains, qui n'étaient pas achevés. Le fauxbourg de Charles-Town, situé sur la péninsule du nord, à l'entrée de la baie de Boston, & qui consistait en 400 maisons, fut réduit en cendres. La manière dont le Général Howe attaqua ce poste, a été blâmée par plusieurs hommes de guerre ; si les troupes

étaient débarquées sur l'Isthme, auprès de Cambridge, les ouvrages des Américains auraient été forcés plus aisément. D'un autre côté, les Américains firent une faute plus grande, en ne faisant pas marcher des renforts pour soutenir le détachement de Bunkers'hill.

Les forts importans de Ticonderago & de Crown-Point, le premier desquels, étant autrefois aux Français, avait soutenu l'attaque d'une grande armée, furent surpris par un corps de Volontaires Américains, commandés par le Colonel Easton & Ethan Alen, partisans qui agissaient sans commission du Congrès général.

Cette assemblée avait à payer les dépenses de la guerre, & elle ne pouvait se procurer assez d'especes; l'Amérique Septentrionale n'avait jamais été riche en numéraire, & il y en avait fort peu en circulation; elle y suppléa par la création d'un papier-monnoie, pour le remboursement duquel les Dé-



168 *Administration de Lord North,*  
putés de chaque Province engagerent  
leurs constituans. Cette mesure avait  
plusieurs inconvéniens ; mais les cir-  
constances ne permettaient pas de faire  
mieux.

Les Colonies confédérées prirent le  
titre de *Provinces-Unies de l'Amérique.*  
Le Congrès déclara que tout engage-  
ment entre la Législature de la Grande-  
Bretagne & le Peuple de Massachu-  
sett, était dissout par la violation, de la  
part de l'Angleterre, de la Chartre de  
Guillaume & de Marie, & recommanda  
aux habitans de cette Province d'élire  
des Officiers d'Etat conformément à  
leur Chartre. John Hancock, riche  
Négociant de Boston, & qui avait un  
grand crédit sur le Peuple, fut nommé  
Président du Congrès. Il avait été, ainsi  
que Samuel Adams, excepté par le Gé-  
néral Gage du pardon offert à tous les  
autres. Bientôt la faible Colonie de la  
Georgie se joignit à la confédération,  
& envoya des Députés au Congrès.

Quoique les Américains parussent formidables, ils étaient très-mal pourvus d'armes & de munitions; mais une ample provision de toutes les choses nécessaires à la guerre ayant été embarquée en Angleterre pour le service de l'armée du Général Howe, & la tempête ayant séparé les navires de transport des bâtimens de guerre qui les convoaient, la plus grande partie fut prise par les croiseurs que les Américains venaient d'armer. Ainsi la fortune procura aux Colonies insurgentes ce qu'elles auraient difficilement obtenu par d'autres moyens; & les oppresseurs fournirent aux opprimés les moyens de se défendre.

Les Anglais avaient armé une autre flotte pour approvisionner pendant l'hiver l'armée bloquée à Boston; cette flotte portait cinq mille bœufs, quatre mille moutons, une quantité proportionnée de porcs, toutes fortes de végétaux, dix mille pipes de bière & cinq mille chaldrons



170 *Administration de Lord North,*  
de charbon de terre. Cette provision  
étoit indispensable, parce que l'armée  
Anglaise ne pouvait tirer aucune sub-  
sistance de l'intérieur des Provinces.  
L'armée Américaine fermait toutes les  
issues, & Putnam, posté à Roxbury,  
à la tête des Milices de Connecticut,  
avait enlevé plusieurs détachemens for-  
tis de la ville pour se procurer des sub-  
sistances. La flotte, partie dans une sai-  
son trop avancée, fut sans cesse bal-  
lottée par les vents ; la plus grande par-  
tie des bestiaux périt dans le trajet,  
& plusieurs transports furent encore  
pris par les Américains. Les soldats  
Anglais eurent à souffrir à la fois la  
disette & les rigueurs de l'hiver.

A la rentrée du Parlement, le 26  
Octobre 1775, le discours du Roi fit  
mention de révoltes & d'hostilités en  
Amérique ; on y parlait de certaines  
personnes qui avaient levé des troupes,  
faisi le revenu public, armé des vaisseaux,  
& usurpé les pouvoirs législatifs & exé-

cutifs, & qui les exerçaient de la manière la plus arbitraire sur les loyaux sujets. On y exposa le désir de Sa Majesté de prévenir l'effusion du sang de ses sujets, & les calamités inséparables de la guerre civile, faisant des vœux pour que les Peuples de l'Amérique, discernant les vûes traîtresses de leurs conducteurs, reconnussent qu'être sujet de la Grande-Bretagne, c'était être le membre le plus libre d'aucune Société civile du monde connu. On y parla des fardeaux que cette rébellion donnerait nécessairement à supporter au Peuple, & l'on alléguâ pour consolation les dispositions pacifiques des Puissances Européennes. L'Adresse du Parlement, en réponse au discours du Roi, prouva que les Ministres continuoient d'être maîtres d'une nombreuse majorité ; il y eut néanmoins de grands débats : le Duc de Grafton & un Prélat éloquent abandonnerent ce jour-là le parti de l'Administration, & dix-neuf Pairs protes-



172 *Administration de Lord North,*  
terent contre l'Adresse. Aussi-tôt après,  
le Duc de Grafton se démit du Sceau  
privé, qui fut confié au Comte de Dar-  
mouth, & ce dernier fut remplacé dans  
le Département de Secrétaire d'Etat  
des Colonies, par le Lord George  
Germaine, de la Maison de Sackville.  
Le Comte de Rochefort se retira, & fut  
remplacé par Lord Weymouth dans  
l'office de Secrétaire d'Etat au Dépar-  
tement du Sud. Le jeune Lord Little-  
ton, qui avait désapprouvé les mesures  
du Ministère le premier jour de la  
session, fut nommé Conseiller privé, &  
par cet avènement, le Ministère acquit  
un Orateur de plus dans la Chambre  
des Pairs.

Le nombre des troupes employées  
pour la campagne de 1776, annonçait  
de grandes opérations; il fut porté à  
55 mille hommes, & les matelots à  
28 mille. Le Ministère voulait soumet-  
tre l'Amérique en une seule campagne;  
mais le Docteur Francklin mandait dans

le même temps à un de ses amis :  
« L'Angleterre a dépensé l'année der-  
» niere trois millions sterling pour tuer  
» cent cinquante *yankées* (1) ; c'est  
» vingt mille livres sterling par tête ;  
» elle a gagné à Bunkers'hill un mille  
» de terrain, dont elle a déjà perdu la  
» moitié ; pendant ce temps-là il a été  
» fait soixante mille enfans en Améri-  
» que : de là, il est facile de calculer le  
» temps & la dépense nécessaires pour  
» nous tuer tous & conquérir notre ter-  
» ritoire ».

Le Ministère proposa un bill pour défendre tout commerce avec les treize Colonies-Unies, & autoriser les Commandans des vaisseaux de guerre à arrêter les navires Américains & leurs cargaisons, & à enrôler les Capitaines, passagers & équipages desdits navires, pour servir comme simples matelots

---

(1) *Yankées* : nom de dérision donné par les Anglais aux natifs des Provinces de l'Amérique.



174 *Administration de Lord North,*  
sur les vaisseaux du Roi. Cette pro-  
scription générale était suivie de termes  
de pardon offerts aux rebelles, & de la  
nomination de Commissaires revêtus  
du pouvoir d'accorder pardon aux per-  
sonnes, d'examiner les griefs généraux  
& particuliers, & de recevoir sous la  
protection du Roi les Colonies qui ren-  
treraient dans le devoir. On opposa à  
ce nouveau bill, dans les deux Cham-  
bres du Parlement, que c'était une ab-  
dication formelle du Gouvernement de  
l'Amérique Septentrionale; que c'était  
effectuer les résolutions du Congrès &  
compléter l'union des Colonies contre  
l'autorité du Parlement; que c'était  
persuader au petit nombre de per-  
sonnes qui pouvaient rester attachées  
au Gouvernement Britannique, que  
le Parlement n'avait ni la volonté ni  
le pouvoir de les protéger; que c'était  
enfin forcer les Américains à chan-  
ger leurs vaisseaux en corsaires qui  
détruiraient le commerce de l'An-

gleterre aux Indes Occidentales. On objectait encore, qu'il était injuste d'autoriser la Marine Anglaise à saisir & confisquer indistinctement tous navires & chargemens appartenans aux Américains, amis ou ennemis, turbulens & rebelles, ou paisibles & obéissans; que forcer les Officiers & matelots à servir sur les vaisseaux de guerre Anglais, était un raffinement de tyrannie, & qu'un homme dépouillé de ses biens comme un ennemi étranger, ne pouvait pas en même temps être forcé à servir l'Etat comme un Citoyen. C'est, disait-on, engager les Américains à désirer la ruine de l'Angleterre, à quelques périls qu'elle doive les entraîner, & les forcer à se livrer eux-mêmes à toute Puissance étrangère qui leur promettra du secours. La nomination des Commissaires fut aussi désapprouvée. Pourquoi offrir des pardons à des gens qui ne reconnaissent pas avoir commis de crimes, &, sous ce prétexte, confier à



176 *Administration de Lord North,*  
des Commissaires, des pouvoirs trop  
grands pour être accordés à aucun  
homme dans un Gouvernement libre ?  
Les rendre juges absolus de la rebel-  
lion des Provinces de l'Amérique, c'é-  
tait leur donner un pouvoir que la  
Couronne elle-même ne possédait pas.  
D'un autre côté, soumettre les actes  
qu'ils pourraient faire, à la révision du  
Parlement, c'était ôter aux Américains  
tout moyen de sécurité, quand même  
ils auraient été disposés à traiter. Au-  
toriser des Commissaires à accorder des  
pardons aux individus & aux Commu-  
nautés, est, disait-on, une démarche  
qui ne peut engager légalement le  
Gouvernement Britannique, & par con-  
séquent être la base d'une conciliation  
valable entre la Métropole & les Co-  
lonies; la nomination des Commissaires  
ne peut donc avoir d'autre effet, que de  
causer une dépense inutile. Aucune de  
ces raisons ne prévalut, & l'acte fut ad-  
mis dans les deux Chambres par une  
nombreuse

nombreuse majorité; mais il occasionna un protêt dans la Chambre des Pairs.

Le 27 Février 1776, le Ministre ANNÉE 1776. notifia à la Chambre les traités faits par le Roi avec le Duc régnant de Brunsvick, le Landgrave de Hesse-Cassel, & le Prince Héritaire de Hesse, par lesquels ces Princes lui fournissaient 16,968 soldats Allemands, à des conditions très-onéreuses. Le Roi d'Angleterre était obligé d'avancer deux mois de paye avant que ces troupes se missent en marche; elles étaient commandées par leurs Officiers, & ne pouvaient être séparées que pour les opérations de guerre. Trois soldats estropiés étaient comptés pour un mort, & chaque soldat mort devait être payé dix livres sterling; les soldats devaient jouir de la paye ordinaire & extraordinaire, indépendamment des fourrages & provisions, & être équipés aux frais du Roi d'Angleterre. Outre ces conditions, les Princes s'attribuaient des



subsidés qui montoient à cent trente-huit mille livres sterling par an, & ces subsidés devaient continuer en faveur des Princes de Hesse-Cassel, une année après que leurs troupes seraient de retour en Allemagne, & à l'égard du Duc de Brunswick, ils devoient être perçus doubles, pendant deux ans, à compter du moment où ses troupes rentreraient en Allemagne.

Le Ministre représenta que ces traités étaient absolument nécessaires pour réduire l'Amérique à l'obéissance. Pour mettre fin aux troubles, il fallait, disait-il, employer des soldats vétérans, habitués à la discipline & au service, bien réglés dans leurs cantonnemens, & formidables sur le champ de bataille. Il observa que l'on ne pouvait trouver d'hommes en Angleterre qui voulussent s'engager pour cette guerre, & qu'en vain on avait arboré l'étendard & battu les tambours pour lever des Recrues. « En engageant des Etrangers, nous

» évitons, dit-il, le poids de la demi-  
» paye, quand le service sera fini, &  
» nous gardons nos sujets dans le Royau-  
» me pour l'agriculture & les fabriques.  
» Une armée, telle qu'on la prépare,  
» n'aura qu'à se présenter pour vaincre,  
» elle ne fera qu'aller & revenir. Je  
» pense, ajouta-t-il, qu'il n'y a personne  
» dans cette Chambre qui ne soit fer-  
» mement persuadé que toutes les forces  
» réunies de l'Amérique ne pourront ré-  
» sister aux armées de terre & de mer  
» que nous ferons partir dans les pre-  
» miers jours du printemps; j'ai la plus  
» grande espérance que l'Amérique sera  
» soumise aussi-tôt qu'elle sera con-  
» vaincue que la Grande-Bretagne est  
» déterminée à agir avec résolution &  
» vigueur ». Il avoua néanmoins que  
si la guerre se prolongeait pendant deux  
campagnes, les traités deviendraient  
désavantageux par leur nature; mais il  
assura que cela n'était nullement pro-



1180 *Administration de Lord North,*  
bale, & ne méritait aucune considéra-  
tion.

Quoique les traités fussent ratifiés dans les deux Chambres par une grande majorité, l'Opposition objecta que les conditions de ces traités étaient intolérables, en ce que les troupes étaient payées avant d'entrer en marche; que les sommes payées pour remplacement de soldats étaient exorbitantes; que les subsides étaient trop coûteux; qu'il était absurde d'accorder le subside double à celui qui fournissait le plus de soldats; qu'il était onéreux de garantir d'attaques étrangères les Etats de ces marchands d'hommes. On censura vivement la condition que le Roi s'était réservée d'employer ces soldats mêmes en Europe. On désapprouva que l'Officier, Commandant des Hessois, eût une entière autorité sur ce corps de troupes; on fit voir que ces seize mille hommes coûteraient, dès la première

année, un million & demi sterling, dépense qui n'eut jamais d'égale pour un si petit nombre de soldats. Au surplus, ces traités furent blâmés en général, parce qu'il était contraire à la constitution, que le Roi fît entrer des troupes étrangères dans aucune partie de la domination Britannique. On représenta qu'il était barbare d'envoyer des mercenaires étrangers pour massacrer des sujets du Royaume & ravager leur pays. On prédit que ces malheureux serfs, forcés par leurs Souverains de prendre parti dans une querelle qui ne les intéressait point, & de répandre leur sang, vendu d'avance, déserteraient en arrivant en Amérique, séduits par l'aspect du bonheur & de l'abondance, & sur-tout par l'espoir de la liberté. On soutint que l'armée que l'on préparait, si puissante qu'elle fût, ne soumettrait point l'Amérique en une seule campagne; on le démontra, & l'on fit voir que si l'on employait contre les Amé-



[182] *Administration de Lord North,*  
ricains les troupes étrangères, ils pourraient à leur tour implorer des secours étrangers. Certainement ces motifs étaient suffisans pour que l'on dût rejeter les traités ; mais tout ce que le parti de l'Opposition put obtenir, ce fut que les troupes Allemandes seraient habillés de draps d'Angleterre, & que l'on n'emploierait à leur équipement que des objets tirés des fabriques du Royaume.

Outre ces troupes étrangères, le Comte d'Harcourt, Lord Lieutenant en Irlande, obtint 4000 hommes de ce Royaume. Le Ministre termina la session par un bill pour introduire des matelots étrangers dans le service de la Marine. La mauvaise fanté du Comte de Chatam ne lui avait pas permis d'assister aux Assembles du Parlement pendant cette session. Les principaux Chefs de l'Opposition, dans la Chambre des Pairs, étaient les Ducs de Richemond, Manchester & Grafton, le Marquis de Roc-

kingham, & le Comte de Shelburne; & dans la Chambre des Communes, Edmond Burke, Sir George Saville, Charles Fox, le Colonel Barré, MM. Dunning & Lutrel, le Gouverneur Johnstone, & le Lord Cavendish.

Les subsides, pour 1776, furent portés à 9,097,577 liv. sterl., y compris le remboursement de 1,250,000 en billets de l'Echiquier : la taxe des terres fut portée à 4 shellings par livre sterl.; on renouvela pour un million & demi de bills de l'Echiquier, on emprunta deux millions par annuités, on leva 250 mille livres par loterie; & pour subvenir à l'intérêt annuel de l'emprunt montant à 64 mille livres, on mit une taxe de 20 shellings sur les chariots à quatre roues, évaluée 17 mille liv. de produit; de 5 liv. sterling par an sur les carrosses de stage (1), évaluée 20 mille livres; une empreinte addi-

---

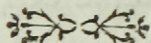
(1) Carrosses publics, conduits par des relais.



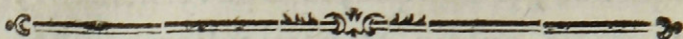
184 *Administration de Lord North,*  
tionnelle d'un shelling sur tous con-  
trats par écrit (produit 30,000 l. sterl.);  
une empreinte d'un demi-penny par  
feuille de Gazette (produit 18,000 l.)  
une taxe sur les cartes & les dés (6000 l.).  
Le Parlement passa en outre une vote  
de crédit d'un million.

Dans le même temps, le Docteur  
Price, de la Société Royale de Lon-  
dres, publia que la guerre de l'Amé-  
rique devait entraîner la Nation dans  
une banqueroute générale; que la seule  
sécurité qui restât aux porteurs d'ac-  
tions, ou de bills de crédit, consistait  
dans les especes circulantes, & que si  
ces especes sortaient du Royaume, tout  
le reste devait s'évanouir; que le cré-  
dit de la Banque d'Angleterre était  
précaire & sans fondement, depuis  
qu'elle avait prêté des sommes confi-  
dérables au Gouvernement, & que s'il  
survenait quelque déficit dans le pro-  
duit des taxes, toutes les actions & an-  
nuités perdraient leur valeur; qu'en con-

féquence, la Banque, le Gouvernement, le crédit public & particulier tomberaient ensemble. Son Mémoire, qui était écrit avec beaucoup de chaleur, contenait de solides motifs pour désapprouver la guerre de l'Amérique; mais cet ouvrage très-ingénieux, & même instructif à bien des égards, roulait sur des suppositions mal fondées. Il n'alarma ni le Ministère, ni les Capitalistes, ni les Gens d'affaires, que l'instinct & la pratique conduisent quelquefois mieux que la théorie; la confiance générale ne fut point ébranlée, & après un court moment de fermentation, la Nation reprit sa première tranquillité.







## C H A P I T R E   I I I .

*AVANTAGES des Américains sur les autres Peuples ; les Anglais ont mauvaise opinion de leur bravoure ; diversion du Canada ; mort de Mongommery ; évacuation de Boston ; état des affaires en Virginie ; attaque de Charlestown , déclaration d'indépendance de la part des Américains ; réunion de l'Amiral Howe & du Général son frere à Staten-Island.*

LES Habitans des Provinces de l'Amérique Septentrionale réunissaient des avantages dont aucun Peuple, avant eux, n'avait joui au même degré ; la barbarie, l'ignorance & l'obscurité n'avaient point enveloppé le premier âge de leur existence. Les Arts & les Sciences avaient été cultivés parmi eux, dans le même temps où les forêts avaient été éclair-

ciens ; leurs esprits s'étaient agrandis , fans que leurs mœurs se fussent dépravées ; la main nourrissante de la Grande-Bretagne avait cultivé leur génie naissant , & une immense étendue de terrains fertiles ne leur laissait contempler l'avenir qu'avec exultation. Leurs villes avaient été bâties loin du théâtre des guerres , & ils s'étaient multipliés au milieu des douceurs de la paix ; leur situation & leurs occupations les avaient rendus robustes & entreprenans , fans être sanguinaires ; les incursions des Indiens confinés dans les terres éloignées , avaient entretenu leur vigilance , fans alarmer la sûreté générale ; la crainte des usurpations projetées par les Français , avait été dissipée aussi-tôt qu'elle avait pu devenir sérieuse ; & l'heureuse issue de quatre années de combats , avait affermi pour jamais leur sécurité.

Il est échappé à M. l'abbé Raynal , qui a traité la révolution de l'Amérique Septentrionale d'une manière peu digne



188 *Administration de Lord North,*  
de sa grande réputation , de supposer  
que cette contrée ne pouvait supporter  
qu'un petit nombre d'habitans , & que  
le sol s'épuisant , les plantations devien-  
draient bientôt sans valeur : cet Auteur  
n'a écrit que sur la foi d'autrui , & a été  
mal informé. Rien ne peut mettre des  
bornes à la culture du côté de l'ouest ,  
& il ne parle point des pays vastes &  
fertiles qui environnent les cinq grands  
lacs : croit-il que les bancs du Mississipi  
ne seront jamais habités ? est-il quelque  
raison physique pour que les terres situées  
à l'ouest des monts Allegany ne soient  
pas en quelques temps aussi peuplées  
que la Suisse & l'Allemagne ? D'ailleurs  
c'est une fausse présomption que de  
croire les terres de ces contrées dispo-  
sées à la stérilité. Toute la Province de  
*Connecticut* est sur un sol riche ; la cul-  
ture y reçoit peu de soins & de prépa-  
rations ; & quoique cette Province soit  
très-peuplée , l'abondance est si grande ,  
que les habitans envoient chaque année

au dehors une plus grande quantité de provisions qu'ils n'en consomment eux-mêmes. Le *Newhampshire* est si fertile en pâturages, que les bœufs y sont plus gras que par-tout ailleurs, & le climat si favorable à la population, qu'aucun pays n'offre des hommes plus grands & plus robustes : en général, on néglige en Amérique les grands soins de l'agriculture, sans lesquels les meilleures terres de France & d'Angleterre ne donneraient aucun produit. Les habitans d'Albany jetaient encore leurs fumiers, en 1756, au bord de la rivière d'Hudson, pour que l'eau les entraînât à la fonte des glaces : sans doute il viendra un temps où les terres de l'Amérique cesseront de produire sans engrais ; mais alors on les cultivera comme en Europe. Les terres d'Angleterre sont réputées fertiles, quoiqu'elles aient besoin d'une culture attentive.

Les commotions & les guerres civiles ont arrosé de sang tout Royaume & tout



Etat, soit dans les temps anciens, soit dans les âges modernes. Les Américains n'ont pu être exceptés d'un sort commun à l'humanité : les horreurs & les défolations de la guerre se sont répandues dans une immense région, où jamais, jusqu'alors, des étendards ennemis n'avaient pu pénétrer. Mais ce n'étoit qu'une convulsion passagère ; l'état naturel de l'Amérique Septentrionale fera toujours aimer à ses habitans, l'agriculture, le commerce & la paix.

D'après ce principe, la Cour d'Angleterre avait une idée peu favorable du courage martial des Américains, & elle ne pouvait se persuader qu'ils pussent faire aucune résistance aux armées envoyées contre eux. Les disputes qui s'étaient élevées contre eux, ne les avaient jamais engagés à prendre les armes, & ils n'étaient point entourés de Puissances rivales, comme en Europe, qui pussent inspirer au Peuple la passion de la gloire militaire, & donner de la splendeur à la profession

des armes. Ils étaient sages, modérés, patients ; mais il ne résultait pas de toutes ces considérations, qu'ils n'eussent point de bravoure, & qu'ils ne fussent pas capables d'affronter la mort & les dangers dans une occasion légitime. La première entreprise militaire qu'ils résolurent, était bien capable de détromper les Européens ; elle était difficile & dangereuse ; c'était de détruire la domination Anglaise au Canada.

Pour accomplir ce dessein, deux corps de troupes furent chargés de pénétrer par deux routes opposées. Le plus considérable, formé de deux mille hommes, était commandé par Richard Mongommery, né en Irlande, qui, dans la dernière guerre, était Capitaine de Grenadiers au Régiment d'Infanterie du Général Monkton ; il s'était distingué dans la glorieuse campagne du Général Wolfe contre Quebec. A la fin de la guerre, il quitta l'armée, s'établit à New-Yorck, & y épousa une Demoiselle de la famille de Livingston,



192 *Administration de Lord North,*  
& devint, par ce mariage, un Américain  
adoptif. S'il avait réussi dans son entre-  
prise, sa renommée aurait égalé celle  
des Généraux les plus fameux.

Au commencement du mois de No-  
vembre 1775, il embarqua son armée  
sur le lac Champlain, & attaqua le fort  
Saint-Jean, situé sur la rivière du même  
nom; il le réduisit, & fit prisonnière  
toute la garnison, consistant en 500 hom-  
mes de troupes réglées, & deux cents  
Volontaires Canadiens. Ce fort lui ou-  
vrant le passage du fleuve Saint-Laurent,  
il ne tarda pas à paraître devant Mon-  
tréal, & s'empara de la ville.

Tandis que Mongommery pouffait  
rapidement ses conquêtes du côté de  
l'Ouest, un autre corps de troupes,  
composé de douze cents hommes, était  
parti de Boston, sous la conduite de  
Benedict Arnold, Américain, né dans la  
Province de Connecticut. Il s'embarqua  
sur la rivière Kennebec, qu'il remonta  
jusqu'à sa source, entra dans le Canada  
du

Du côté de l'est par des chemins jusqu'alors inconnus, & qui auraient paru impraticables à tout guerrier moins intrépide. Aucun obstacle, & la famine même ne pouvant l'arrêter, il vint camper à l'opposite de Quebec, sur les hauteurs de Levi. Jusqu'alors Arnold avait été marchand de chevaux ; mais son courage l'avait porté à prendre les armes dès le commencement des hostilités. Les Canadiens en général refuserent de prendre part à la guerre, & néanmoins lui fournirent des chaloupes & toutes sortes de provisions.

Le Général Carleton était Gouverneur du Canada ; s'étant échappé de Montréal, où il était en danger d'être pris, il s'était rendu à Quebec ; il réunit tous ses efforts pour défendre cette place. Mongommery joignit Arnold au mois de Décembre, dans le plus rude des hivers, & il se trouva dans une situation dangereuse, car il était à la tête de troupes nouvellement levées, qui pé-



194 *Administration de Lord North,*  
rissaient de froid (1) & de maladies,  
& demandoient à retourner sur leurs  
pas. Animé par les difficultés qui croi-  
saient chaque jour, connaissant la fai-  
blesse de la garnison assiégée & la nature  
des ouvrages qui défendaient la ville,  
il résolut de livrer un assaut général. Il  
se souvenait de cette maxime de Follard :  
« Il n'y a point d'obstacle qui doive dé-  
» truire notre résolution, quand il ne  
» reste qu'un moment entre une mau-  
» vaise situation & une pire ». Il écri-  
vait à un de ses amis : « Je suis fâché  
» d'être réduit à assaillir la ville, parce  
» que j'en connais les dangereuses con-  
» séquences ; mais toutes sortes de mo-  
» tifs m'imposent la nécessité d'en passer

---

(1) Beaucoup de personnes sont surprises qu'il fasse plus froid dans quelques Provinces de l'hémisphère occidental, que dans les Pays Européens, situés sous la même latitude : mais quand on considère que, tandis que les forêts hercyniennes ombrageoient la Germanie, l'Europe était beaucoup plus froide qu'elle n'est à présent ; on trouve la raison des grands froids du Canada, dans les bois qui rassemblent les vapeurs, & interceptent à la terre les rayons du Soleil. Quand les marais seront desséchés, les bois éclaircis, & le sol cultivé, l'air deviendra plus tempéré.

» par là. La fortune se joue souvent des  
» espérances des pauvres mortels ; je ne  
» suis point ébloui des faveurs que j'ai  
» reçues d'elle , mais j'entrevois un es-  
» poir de succès ».

Le dernier jour de l'année 1775 ,  
Mongommery & Arnold attaquèrent la  
ville de deux côtés différens ; ils furent  
reçus avec fermeté , & Mongommery  
fut tué en marchant à une batterie ; Ar-  
nold fut blessé à la jambe & obligé de  
quitter le combat ; trois cents Améri-  
cains furent faits prisonniers , le reste se  
retira : Arnold changea le siège en blo-  
cus ; & la faible armée du Congrès n'é-  
vacua le Canada qu'à l'arrivée de plusieurs  
frégates d'Europe , & des troupes com-  
mandées par le Général Burgoyne. Sir  
Guy Carleton s'étant emparé du corps  
de Mongommery , l'avait fait inhumer  
à Quebec avec tous les honneurs dus  
à un brave guerrier , & le Colonel Barré ,  
qui avait souvent combattu près de lui  
dans la dernière guerre , paya un tribut



196 *Administration de Lord North,*  
de regrets à sa mémoire dans la Chambre  
des Communes.

Tandis que les troupes bloquées dans Boston étaient réduites à l'inaction, les Américains rassemblèrent cinq frégates, & les firent partir de la Delaware, sous le commandement du Commodore Hopkins, qui s'empara des Isles de Bahama, & y faisit l'artillerie & les provisions navales. Depuis quelques temps, la Province de Massachusett avait armé un grand nombre de Corsaires, & elle érigea une Cour d'Amirauté pour juger les prises : cet exemple fut suivi dans toutes les Colonies.

L'armée Anglaise, renfermée à Boston, était réduite à de grandes extrémités, par la rigueur de l'hiver & la rareté des vivres. Le Général Gage avait laissé le commandement au Général Howe, & était retourné en Angleterre. Les Américains étant fournis de canons & de mortiers qu'ils avaient trouvés sur les vaisseaux de transport dont ils s'étaient

emparés, éleverent des ouvrages sur les hauteurs de Dorchester, qui commandaient la ville de Boston du côté du sud, comme Bunkers'hill du côté du nord. Tout ce qu'on entreprit pour les déloger de ces hauteurs, n'eut point de succès; & le 17 Mars 1776, l'armée évacua la ville; sept mille soldats, dont 900 malades, s'embarquerent précipitamment pour Hallifax, dans la Nouvelle-Ecosse, laissant après eux une grande quantité de toile & d'étoffes de laine: 1500 Américains attachés au Gouvernement Anglais, s'enfuirent avec le Général Howe. Le Congrès leur fit faire leur procès, & ayant été déclarés ennemis de leur pays, il ordonna la confiscation de leurs biens.

Peu de jours après, un vaisseau de transport, qui portait le Lieutenant-Colonel Campbell & un Régiment de Montagnards Ecossois, s'engagea dans la baie de Boston, ignorant que la ville était évacuée; il fut pris par les Corsaires.



1198 *Administration de Lord North,*  
qui se trouvaient dans la baie ; plusieurs  
autres navires eurent le même sort.

Le Lord Dunmore, Gouverneur de  
la Virginie, ayant publié une procla-  
mation qui déclarait libres tous les  
esclaves de la Colonie, & leur promet-  
tait des récompenses, pour prendre les  
armes contre leurs maîtres ; cet acte ex-  
cita tant d'horreur & de haine, qu'il fut  
obligé de se retirer sur les vaisseaux de  
guerre qui étaient mouillés dans la ri-  
vière James, & de se retirer à la Flo-  
ride, après avoir brûlé les villes de  
Norfolk & de Portsmouth.

Cependant, une escadre commandée  
par Sir Peter Parker, était partie d'An-  
gleterre à la fin de l'année, pour réduire  
Charles-Town, dans la Caroline du sud ;  
elle relâcha à la Nouvelle-Ecosse, &  
prit à bord un corps de troupes sous  
le commandement du Général Clinton.  
Ces forces arriverent au Cap Féar au  
commencement de Mai 1776, & un  
mois après, les vaisseaux mouillèrent

devant la Barre de Charles-Town. Les Américains avaient rassemblé des troupes & construit de nouvelles batteries pour défendre ce poste important : le Congrès en avait donné le commandement au Général Lée, qui avait combattu avec honneur en Portugal, où il commandait un Régiment, & servait sous le Général Burgoyne. Cet Officier avait abandonné son pays, & renvoyé sa commission, pour embrasser la défense de l'Amérique rebelle. Les Anglais perdirent beaucoup de temps à faire passer les vaisseaux sur la barre, & ce ne fut que le 28 Juin qu'ils purent attaquer le fort Sullivan : l'action dura dix heures ; les vaisseaux furent désarmés, & beaucoup d'hommes furent tués. Les troupes avaient été débarquées pour attaquer les Américains du côté de la terre ; mais étant obligées de passer un courant d'eau ordinairement guéable, & qu'alors on ne pouvait traverser qu'en bateau, elles ne purent avancer, & échappèrent, par ce



200 *Administration de Lord North,*  
hasard, à une embuscade & à des batteries masquées, qui avaient été formées pour les couper en chemin.

Les résolutions du Congrès avaient passé jusqu'alors avec unanimité; mais les Membres de cette assemblée furent divisés d'opinion sur la question de l'indépendance. La nécessité d'Etat a souvent fait adopter des mesures contraires aux désirs de ceux qui avaient la confiance des Peuples : les actes de violence & de rigueur ont presque toujours conduit ceux que l'on appelle rebelles, plus loin qu'ils ne se l'étaient proposé; presque toutes les rebellions ont commencé par des plaintes respectueuses; la tyrannie des Princes, la cruauté des Ministres a fait le reste : les Hollandais ne voulaient qu'écartier le Tribunal de l'Inquisition & maintenir leurs anciens privilèges. Philippe II & le Conseil d'Espagne, en employant, pour les soumettre, le fer & les échafauds, les forcèrent de secouer entière-

ment le joug. Les Américains se bornaient à réclamer les privilèges de leurs Chartres, & ceux des sujets Britanniques; ils demandaient la révocation des taxes arbitraires, & George III les forçait d'abjurer le nom de ses sujets, en leur déclarant la guerre, & soudoyant des mercenaires étrangers pour les exterminer. La Grande-Bretagne, disaient-ils, a gagé des Allemands pour nous réduire à une soumission absolue : la raison nous oblige à nous séparer d'elle, pour obtenir à notre tour du secours des Puissances étrangères; car, tandis que nous demeurerons des Colonies subordonnées, ce serait une absurdité en politique, que de croire qu'aucune Puissance Européene voulût faire alliance avec nous. Nous ne devons pas hésiter à dissoudre des liens que l'Angleterre a rompus la première; & dans l'état d'abandon où elle nous laisse, toutes les Loix, divines & humaines, non seulement nous permettent, mais



202 *Administration de Lord North,*  
nous imposent le devoir de pourvoir  
aux moyens intérieurs & extérieurs qui  
peuvent nous préserver de sa fureur.

Quand la déclaration d'indépendance  
fut proposée au Congrès, les Colonies  
furent divisées d'opinion, six contre six.  
Les Délégués de Pensilvanie, qui ne se  
trouvaient alors être que six, au lieu  
de sept, une des places étant vacantes,  
se trouverent aussi divisés; ce qui fit  
que cette Colonie n'eut point de voix.  
Ces circonstances firent renvoyer la dé-  
libération au lendemain; dans ce délai,  
John Dickenfon, l'un des Délégués de  
Pensilvanie, qui la veille s'était opposé  
à l'indépendance, rétracta son opinion;  
en sorte que les suffrages des Provinces  
se trouvant sept contre six, l'indépen-  
dance fut déclarée.

Le Congrès, dans sa déclaration,  
exposa les raisons qui obligeaient les  
Provinces Américaines à abjurer leur  
allégeance envers le Roi de la Grande-  
Bretagne, & énonça avec simplicité &

Énergie leurs griefs contre les Ministres, le Parlement & le Roi lui-même. Cet acte fut suivi de la rédaction des articles de confédération & d'union perpétuelle entre les Etats de l'Amérique. Par cette confédération, le Congrès obtint le pouvoir de régler toutes les affaires de politique, les traités, les ambassades, la guerre & la paix : mais il fut privé de toute inspection sur les Assemblées provinciales, les Loix & le Gouvernement de chaque Province : il fut établi, que chacune aurait le pouvoir de rappeler, en tout temps, un ou plusieurs de ses Délégués au Congrès, & d'en envoyer d'autres à leurs places, & que tous les ans il serait fait une élection générale dans chaque Province, au mois de Novembre. Il fut également réglé qu'aucune personne employée, soit dans le Congrès général, soit dans le Gouvernement ou la *Législature* des Provinces, ne pourrait recevoir de dons, ni pensions des Puif-



fances étrangères; que chacun, à l'expiration de ses fonctions dans les affaires publiques, rentrerait dans la classe ordinaire des Citoyens, & qu'il n'y aurait ni distinctions de rangs, ni noblesse héréditaire : ainsi les Provinces de l'Amérique Septentrionale, en répudiant le Gouvernement d'une Monarchie limitée, établirent parmi elles la Démocratie la plus parfaite qui ait existé jusqu'à présent.

Un Conseil d'Etat fut établi; il fut composé de treize Membres du Congrès, un pour chaque Province : ce Sénateur doit être élu tous les ans par les autres Délégués de la même Province. Le Conseil d'Etat est revêtu des pouvoirs exécutifs, pour mettre à effet les résolutions du Congrès, quand cette Assemblée ne tient pas ses séances, & dans l'intervalle d'une session à l'autre. La dépense des sommes votées par l'Assemblée générale de chaque Province, est confiée à ce Conseil.

Les Etas se formerent des constitutions & des Loix particulieres; mais quoique la constitution de chaque Etat ou Province soit indépendante de celles des douze autres Etats confédérés, & que plusieurs différences s'y fassent remarquer, elles s'accordent toutes dans les points principaux; savoir, 1°. qu'elles sont purement démocratiques; 2°. que la Législature appartient aux Délégués du Peuple dans une Assemblée générale; 3°. que le pouvoir exécutif est confié à un Gouverneur ou Président, & à quelques Officiers, tous amovibles à temps, & qui, à l'expiration de leurs fonctions, rentrent dans la classe des Citoyens ordinaires; 4°. que les emplois *de profit* sont incompatibles avec la qualité de Membre de l'Assemblée générale.

Il paraît que l'envoi des troupes Allemandes en Amérique fut la seule cause qui détermina les Colonies à se déclarer indépendantes: si l'Angleterre



206 *Administration de Lord North* ;  
s'était bornée à faire bloquer par de  
grandes flottes les ports de l'Amérique  
Septentrionale , & à couper aux Amé-  
ricains toute intelligence avec les Puif-  
sances étrangères , l'indépendance n'au-  
rait point été déclarée. Mais si , au lieu  
de persister dans les mesures hostiles ,  
la Métropole eût renoncé à la préten-  
tion d'imposer des taxes en Amérique ,  
révoqué l'acte du thé , & déclaré en  
même temps la guerre à la France ,  
tout projet d'indépendance ou de rebel-  
lion aurait été détruit ; toutes les par-  
ties de l'Empire Britannique se seraient  
sincèrement réunies contre la Maison  
de Bourbon ; & au moment de la paix ,  
les Anglais , affermis plus que jamais  
dans leur puissance par de nouvelles  
épreuves , auraient pu se couvrir de  
gloire en émancipant généreusement  
leurs Colonies , & faire succéder une  
alliance heureuse & lucrative , à une do-  
mination & une suprématie qui ne pou-  
vaient plus subsister. Telles étaient les

idées du célèbre Pitt ; elles étaient dignes de ce grand Homme : mais les vues raccourcies du pouvoir arbitraire ne s'étendaient pas jusque là. Tout projet était approuvé ou rejeté dans le Cabinet, à proportion qu'il pouvait servir à gagner un plus grand nombre de partisans, & répandre sur des favoris la générosité du Monarque. Les intérêts particuliers prévalaient sur l'intérêt public ; la guerre de l'Amérique plaisait également aux Agens secrets & au Ministre offensible ; c'était une guerre utile à leur ambition, elle leur paraissait sans périls, & productive en richesses & en pouvoirs : quoiqu'ils eussent persuadé au Parlement que l'Amérique serait soumise en une seule campagne, les traités avec les Princes Allemands étaient faits pour quatre ans, & l'on s'était réservé d'employer les troupes mercenaires aussi bien en Europe qu'en Angleterre.

Lord Howe, Vicomte du Royaume



208 *Administration de Lord North* ,  
d'Irlande, fut nommé Commandant de  
la flotte qui devait coopérer avec l'ar-  
mée de terre, sous les ordres du Gé-  
néral son frere, à la réduction des Co-  
lonies. Ce dernier manquait de provi-  
sions à Hallifax, & le printemps étant  
avancé, il se rendit aux environs de  
New-Yorck, où l'Amiral devait le re-  
joindre. Il se rembarqua sur l'escadre  
de l'Amiral Shuldham, & parut devant  
Sandy-Hook le 3 Juillet, jour qui pré-  
céda la déclaration d'indépendance. Il  
fit son débarquement à *Staten-Island*,  
sans rencontrer d'opposition. Lord Howe  
y arriva le 14 Juillet avec une flotte  
nombreuse, qui portait une armée de  
20,000 hommes.



## CHAPITRE

---

CHAPITRE IV.

RÉDUCTION de Long-Island, de New-York & de Rhode-Island; invasion du New-Jersey; Washington surprend Trenton & relève la fortune de l'Amérique; négociations de Franklin à la Cour de France; son caractère; débats du Parlement; affaires de la Côte de Coromandel; emprisonnement & mort du Lord Pigot; état des finances pour l'année 1777.

LE Général & l'Amiral Howe ayant été nommés Commissaires pour rétablir la paix dans les Colonies & accorder des pardons, aux termes de l'acte du Parlement, envoyèrent, avant d'entrer en campagne, des Parlementaires chargés de lettres pour les anciens Gouverneurs des Colonies. Ils les informaient des pouvoirs dont ils étaient



210 *Administration de Lord North,*  
revêtus, & leur faisaient parvenir une proclamation qu'ils désiraient faire publier. Ces démarches n'eurent point d'effet. Ils écrivirent en même temps à Washington : mais comme la lettre ne lui était pas adressée sous son titre de Commandant en chef des forces de l'Amérique, il refusa de la recevoir. Lord Howe écrivit séparément au Docteur Franklin; & ce dernier, par sa réponse, lui déclara que les offres de pardon, à condition de se soumettre, ne pouvaient être que rejetées avec mépris. « Je connais trop bien, » lui mandait-il, l'orgueil & le défaut de sagesse de votre Nation, » pour croire qu'elle veuille jamais prendre les moyens qui seraient nécessaires pour regagner notre confiance; » son amour pour les conquêtes, comme » Nation guerrière; son désir de dominer, comme Nation ambitieuse; son » attachement au monopole, comme » Nation commerçante, cacheront à ses

» yeux ses véritables intérêts, & l'en-  
» traîneront fans cesse dans ces expé-  
» ditions lointaines qui détruisent à la  
» fois les vies & les trésors. Elles lui  
» seront aussi funestes à la fin, que les  
» Croisades le furent autrefois à quel-  
» ques Nations de l'Europe. Je n'ai pas  
» la vanité, Milord, de croire intimi-  
» der la Cour de Londres par cette pré-  
» diction ; car je fais qu'elle aura le sort  
» de mes premières prédictions ; on n'y  
» ajoutera foi que quand elle sera véri-  
» fiée par les événemens ».

Il terminait sa lettre, en disant :  
« J'ai travaillé long-temps avec un zele  
» sincere & invariable, pour empêcher  
» de se briser ce beau vase de porce-  
» laine, l'Empire Britannique ; car je  
» savais qu'étant une fois rompu, les  
» morceaux séparés n'auraient plus la  
» force & la valeur qui existaient dans  
» l'entier, & qu'on pouvait à peine ef-  
» pérer la réunion parfaite de ces parties  
» différentes ».



Mal reçus en qualité de pacificateurs, les freres Howe commencerent d'agir comme guerriers. Clinton & Cornwallis, revenus de la Caroline du Sud, se joignirent à eux, & alors le Général Howe se trouva rassembler sous ses ordres une armée de trente-cinq mille hommes. Il attaqua d'abord Long-Island, que Putnam défendait avec dix mille hommes. Les Anglais effectuèrent leur débarquement sur le rivage sud-ouest de cette Isle, le 22 Août, & il y eut, cinq jours après, une action décisive à Bedford. Les Américains furent battus & mis en déroute, & ils auraient été coupés, si leur retraite à New-York n'avait pas été protégée par les ouvrages construits sur les hauteurs de Brooklin, & si leur embarquement n'avait pas été couvert par des batteries flottantes. Mille hommes furent faits prisonniers avec les Généraux Sullivan, Sterling, Adell & dix autres Officiers; il y eut deux mille Américains tués ou blessés.

La ville & l'Isle de New-York se rendirent ensuite ; les habitans, au désespoir, essayèrent de mettre le feu à la ville, & l'embrasement fut considérable ; mais il fut éteint par les vainqueurs. Le poste de Kingsbridge, la seule place capable de résistance qui restât aux Américains, leur fut enlevé d'assaut le 16 Novembre, & trois mille hommes, qui formaient la garnison, furent faits prisonniers de guerre.

Washington, avec le corps d'armée, échappa avec peine à la déroute des plaines blanches, où les Américains furent battus & défaits. Ils furent poursuivis dans la province de New-Jersey, qui devint le théâtre de la guerre. L'armée royale chassa ses ennemis devant elle jusqu'aux bancs de la Delaware. Les Américains, découragés, abandonnerent les drapeaux, & Washington vit son armée réduite à trois mille hommes. Sa fermeté ne l'abandonna point, & le Général Lée arriva heureusement à son se-



214 *Administration de Lord North,*  
cours avec un renfort. Le Comte Cornwallis ne put attaquer Washington dans ce moment de détresse, parce que ses troupes étaient excédées de fatigue, & qu'il attendait que plusieurs corps, qui n'avaient pu le suivre dans la rapidité de la marche, l'eussent rejoint. Les vues des Américains se bornaient alors à défendre leurs magasins en Pensylvanie, contre lesquels ils croyaient que le Général Howe dirigerait ses forces : mais les Anglais ne purent se procurer des bateaux pour transporter les troupes sur la rivière, & le mois de Décembre étant déjà avancé, l'armée Anglaise se cantonna dans les Jerseys, remettant avec confiance la suite des opérations à la campagne suivante. Quatre mois s'étaient passés dans un service actif. Les succès avaient été brillans, & les Anglois espéraient terminer la guerre dans l'année 1777. Dans cette position, un Héros tel que César ou Frédéric III, aurait créé des moyens de transporter ses trou-

pes victorieuses, l'artillerie, les bagages sur la rive opposée, & n'aurait point pris de repos qu'il n'eût éteint le foyer de la rébellion; mais une telle ardeur n'appartient qu'à ceux que leur intérêt personnel engage à terminer promptement la guerre. Il n'appartient qu'à un Roi ou à un Républicain qui commande en personne, d'agir avec cette impétuosité. Personne, en Angleterre, ne reprocha alors au Général Howe de s'être reposé trop tôt, & de n'avoir pas poussé plus loin ses conquêtes, & son Souverain lui témoigna sa satisfaction, en le créant Chevalier de l'Ordre du Bain. Le brave Carleton, qui avait poursuivi Arnold & son armée sur le lac Champlain, & brûlé les vaisseaux Américains auprès du fort de Crown-Point, reçut la même distinction. Le Général Clinton, à la tête de six mille hommes, & soutenu d'une escadre commandée par Sir Peter Parker avoit pris possession de Rhode-Island, ac-



216 *Administration de Lord North,*  
quisition d'une grande importance à cause de son havre ; il fut aussi décoré de l'Ordre du Bain : cependant on aurait pu lui demander pourquoi, avec cette escadre & un détachement des troupes qui lui devenaient superflues, il n'entra pas dans la Delaware, pour faciliter le passage de la grande armée dans la Pensylvanie & assurer la conquête de Philadelphie. Le Congrès, ne se croyant plus en sûreté dans cette capitale, s'était déjà retiré à York-Town.

Le Général Howe avait envoyé au Ministère le plan de ses opérations pour la campagne prochaine. Dix mille hommes devaient agir dans les Provinces de l'est & marcher à Boston, laissant deux mille hommes pour la garde de Rhode-Island. Dix autres mille hommes auraient remonté la rivière d'Hudson jusqu'à Albany ; & cinq mille devaient rester pour garder la nouvelle York & ses dépendances. Huit mille étaient destinés à couvrir les Jerseys & faire une diver-

sion , tandis que les Anglais , avec le grand corps d'armée , attaqueraient Philadelphie & pousseraient pendant l'automne leurs conquêtes dans la Virginie. La conquête de la Caroline & de la Géorgie était réservée pour l'hiver. Le Général demandait , pour exécuter ces grandes opérations , un renfort de quinze mille hommes , un nouveau bataillon d'artillerie & dix vaisseaux de ligne ; ce qui aurait porté l'armée Anglaise en Amérique à 70 mille hommes , & la flotte à trente vaisseaux. Si le Général Howe croyait nécessaire d'employer une force si considérable , dans un moment où le peu de résistance qu'il avait rencontré lui faisait supposer tout facile , quelles armées aurait-il fallu mettre sur pied pour conquérir l'Amérique , lorsque les Américains , revenus de leur première terreur , & remplaçant par la bravoure ce qui pouvait leur manquer du côté de la discipline , se résolurent à disputer de pied ferme & souvent à



nombre inférieur, chaque pouce de terrain? Cependant le Ministère Britannique considérait l'Amérique Septentrionale comme déjà conquise, & la demande que Lord Howe faisait d'un renfort, fut regardée comme inutile & extravagante. Mais des événemens imprévus tromperent les espérances de la Cour, & donnerent un nouveau tour aux opérations de la guerre.

Les habitans du nouveau Jersey souffraient beaucoup de la licence des troupes, & l'attachement à la cause royale n'était pas même un titre contre leurs déprédations. Dans cette fertile province, rien ne pouvait contenir la soldatesque; elle mettait tout au pillage, & la discipline s'était relâchée sur-tout parmi les auxiliaires Allemands; ils vivaient dans une abondance qui leur avait été jusqu'alors inconnue, & l'idée de la victoire les entretenait dans une dangereuse sécurité. Washington entreprit de les attaquer dans leurs cantonnemens.

A la tête de trois mille hommes de nouvelles levées, mais pleins d'ardeur & de zèle, & d'autant plus formidables qu'ils ne connaissaient point le danger, il passa la Delaware sur la glace, & surprit la ville de Trenton, le poste le plus ouest des Anglais, & qui était occupé par environ douze cents Hessois sous les ordres du Colonel Rhall. Cet Officier voulut rallier ses troupes; mais les Américains avancèrent si près & tirèrent si juste, qu'ils le tuèrent avec grand nombre d'autres Officiers. Alors les soldats, privés de leur Commandant & environnés de toutes parts, mirent bas les armes & se rendirent prisonniers de guerre.

Cependant l'armée Américaine se rassembloit: Washington ne perdit point de temps, & se voyant près d'être attaqué à Trenton, n'ayant entre lui & des ennemis supérieurs qu'un pont de pierre bâti sur un faible ruisseau, il décampa pendant la nuit, laissant ses feux allumés, re-



220 *Administration de Lord North,*  
monta jusqu'aux sources de l'Assempick,  
&, par ce détour, vint tomber sur le  
village de Princetown, qu'il surprit en-  
core. Il en chassa les Anglais, & fit  
trois cents prisonniers; il poursuivit sa  
marche jusqu'à Midlebroock. Ayant  
ainsi reconquis la plus grande partie du  
Jersey, & repoussant les Anglais qui  
se renfermerent à Brunswick, il établit  
ses quartiers d'hiver à Moristown, où  
il se rendit inattaquable.

Dans le même temps, le Docteur  
Franklin passa en France; il avait été  
précédé par Silas Deane, riche habi-  
tant de la province de Connecticut;  
mais ce dernier, quoique revêtu de  
pouvoirs pour contracter alliance avec  
les Puissances Européennes, avait eu  
peu de succès à la Cour de Versailles.  
Franklin fut plus heureux. Cet homme cé-  
lebre, qui avoit d'abord exercé pendant  
plusieurs années la profession d'Impri-  
meur, peut être considéré comme le pre-  
mier fruit du génie Américain; jamais

homme n'a été plus redevable au temps & au lieu de sa naissance : s'il était né à Londres plutôt qu'à Boston, & dans le même rang (1), il est probable que jamais l'Univers n'aurait connu son nom comme Philosophe, ni comme homme d'Etat. Les besoins de la vie, les entraves de toute espece auraient étouffé ses dispositions pour les Sciences spéculatives. Il aurait pu se distinguer comme un Artiste ingénieux, mais il n'aurait point formé d'hypothese sur le phénomène de l'aurore boréale, ni tracé les principes & les opérations du fluide électrique ; à plus forte raison il n'aurait point été le puissant agent de la sé-

---

(1) Je n'avance ceci que d'après les Ecrivains Anglais & Américains. Voyez le Livre intitulé : *A View of the History, of great Britain*, page 253 ; le caractère du Docteur est parfaitement tracé dans cet Ouvrage, & je l'ai conservé sans beaucoup de changement. Il y a des hommes qui ont besoin d'aïeux, ils en tirent toute leur gloire ; M. Franklin ne la doit qu'à lui-même ; il est bien au-dessus des préjugés de la naissance.



222 *Administration de Lord North,*  
paration d'un grand Empire, & il n'aurait pas introduit dans l'Histoire du monde une Ere nouvelle qui deviendra peut-être la plus importante de toutes.

Ses premières années avaient été marquées par son amour pour l'étude; & comme si aucun événement de sa vie ne devait être indifférent, une intrigue qui l'obligea de quitter Boston & de s'établir à Philadelphie, le mit dans une sphere d'activité plus grande, & dans une situation plus respectable. Il a passé le milieu de sa vie sans acquérir de célébrité dans la politique; son influence s'est étendue, en inspirant au Peuple la frugalité, la tempérance & l'industrie, & tous ses travaux n'ont eu pour objet que les intérêts essentiels de l'humanité. Possédant la simplicité des manières & la précision des pensées qui distinguaient Jean de Witt, on ne doit pas craindre qu'il s'expose jamais à aucune haine populaire, sachant mieux se plier aux circonstances fortuites, que ce patriote zélé.

Dégagé de tout système, on peut dire que c'est un Philosophe sans règles, un Politique qui n'adopte point les anciens principes, & un homme d'Etat qui n'a point sacrifié à la faveur; son génie est plein de diversité, son caractère seul ne change point.

Tel était ce personnage grave, prudent, recueilli & circonspect, qui, à soixante & douze ans (1), remarquable par la simplicité de son extérieur, la vigueur de sa santé & la noblesse de son maintien, parut à la Cour de France, d'abord comme un Agent, & bientôt comme le Plénipotentiaire des Etats de l'Amérique. Des personnes de tous les rangs payerent un tribut de respect à ce sage vieillard; il devint à la mode, en France, d'admirer l'esprit de liberté; & le nouveau Membre du Corps Diplomatique fut complimenté par-tout, avec l'hyperbole du panégyrique. L'ad-

---

(1) Il est né en 1706, à Boston.



miration du Peuple n'est pas toujours une preuve de mérite ; les insensés l'obtiennent souvent , tandis qu'on li refuse à la sagesse ; mais les négociations des Etats Unis de l'Amérique avec la Cour de France , exigeaient une habileté peu commune , & les succès de Benjamin Franklin dans ce travail important , prouvent que , pendant sa longue vie , il a su bien étudier les hommes.

Le Congrès avait établi un emprunt de cinq millions de dollars, ou piastras fortes, à 4 pour cent d'intérêt, sur la foi des Etats Unis. Les Américains ouvrirent en même temps leurs ports à toutes les Nations, leurs Corsaires couvraient les mers de l'Europe & de l'Amérique, & s'emparaient, au passage, des navires qui venaient de la Jamaïque & des autres isles Anglaïses. Ils trouvaient assistance & refuge dans les ports de France & d'Espagne, malgré les plaintes que les Ambassadeurs de la Cour d'Angleterre

gleterre ne cessaient de réitérer. Plusieurs Français armerent à la Martinique des Corsaires sous pavillon Américain, & deux d'entre eux, nommés Gaspard Vence & Louis Pregent, firent tant de prises, que les assurances pour le retour des navires de la Dominique, de la Grenade & de Saint-Christophe, monterent à Londres à 23 pour cent. Cependant les manufactures Anglaises continuaient d'être occupées; les Nations qui alloient commercer dans les ports Américains, ne pouvant fournir par elles-mêmes les marchandises convenables, les achetaient en Angleterre; mais les mers ayant cessé d'être sûres, les marchands de Londres étaient réduits à chercher protection pour leur commerce sous le pavillon des Nations étrangères.

Les arsenaux de France se remplif-  
faient de munitions navales, & dans  
tous les ports de ce Royaume, on tra-  
vaillait à former une marine aussi formi-  
dable que si la guerre eût été déclarée.



Les finances de ce Royaume étaient gouvernées par un Ministre Genevois & Protestant ( 1 ), élevé à cette place, malgré les obstacles de la naissance & des préjugés, par l'opinion que le bonheur de sa fortune avait donné de ses talens. Les préparatifs de guerre se faisaient aussi en Espagne avec une activité jusqu'alors sans exemple dans ce pays : ces mesures hostiles réveillèrent à la fin le Conseil de George III, & seize vaisseaux de ligne furent mis en commission : on offrit une gratification de cinq guinées à tout bon matelot qui s'embarquerait volontairement, & on ordonna de presser ceux qui refuseraient.

Le Parlement s'assembla le 31 Octobre. Le Roi avait créé, pendant l'été, neuf nouveaux Pairs, afin de s'assurer de plus en plus la majorité des suffrages dans la Chambre Haute. Jamais pro-

---

(1) M. Neker.

motion si nombreuse n'avait eu lieu depuis 1711, que la Reine Anne créa douze Pairs en un jour; elle excita des murmures; mais le Roi usait d'un droit qu'on ne pouvait lui contester.

Dans le discours du Roi à l'ouverture de la session, la déclaration d'indépendance des Américains était représentée comme un acte de désespoir de la part de leurs Chefs, & le Peuple, comme lassé de la révolte, & opprimé par les usurpations du Congrès. On y parla de la conservation du Canada & des succès des armées Royales, qui en quatre mois avoient conquis trois Provinces: on y disait qu'on avoit de nouvelles assurances d'amitié de la part des Puissances étrangères, mais que, dans la situation des affaires, il convenait que la Grande-Bretagne fût dans un état de défense respectable. Ce discours se terminait en déclarant que Sa Majesté désirait rétablir les Américains dans la jouissance des Loix & de la liberté dont



228 *Administration de Lord North,*  
jouissait tout sujet Britannique, & dont  
ils étaient privés par les calamités de la  
guerre & la tyrannie arbitraire de leurs  
Chefs.

L'adresse de remerciemens fut vive-  
ment combattue; le discours avait excité  
l'indignation de tous les vrais patriotes.  
Ces Chefs Américains, disait-on, que  
l'on nous représente comme des despotes  
qui font agir le Peuple contre sa vo-  
lonté, sont des hommes simples, qui  
n'ont aucun moyen de réduire les Peu-  
ples à une obéissance forcée : aucun  
d'eux n'est plus riche que la plupart des  
Gentilshommes ( 1 ) des Comtés d'An-

---

( 1 ) *Country-Squires.* Nous devons répéter que ce  
mot ne signifie point du tout ce que nous entendons  
par Ecuyer ou Gentilhomme; nous donnons ces noms  
aux descendans d'Othon le Roux, & de Gautier Bras de  
fer, ou bien à ceux d'un Secrétaire du Roi; au lieu que  
par *Squire*, Ecuyer, les Anglais entendent seulement  
un homme qui vit noblement, un marchand qui a fait  
fortune, ou un Propriétaire qui jouit d'un honnête re-  
venu.

gleterre. Peut-on supposer qu'un Peuple, dont le caractère est naturellement Républicain, ait changé de nature & abdi-qué à la fois la faculté de penser & le pouvoir d'agir, pour se soumettre à quelques despotes obscurs & impuif-fans? On parle de la guerre contre la France & l'Espagne, comme d'un évé-nement très-éloigné, & ces deux Na-tions sont prêtes à fondre sur nous; on se repose sur des assurances d'amitié, & les vaisseaux sont armés, les troupes sont en marche. Malgré ces objections, l'adresse de remercimens passa sans chan-gement, à la pluralité des voix. L'Oppo-sition n'ayant plus l'espérance de chan-ger les mesures du Ministère, ses prin-cipaux Membres prirent le parti de sortir toutes les fois qu'il seroit agité quelque question relative à la guerre de l'Amérique. Deux bills passerent, l'un pour accorder des *lettres de marque* contre les navires & propriétés des Colonies rebelles, l'autre pour autoriser



le Roi à faire arrêter & détenir toutes personnes accusées ou soupçonnées de crime de haute trahison ou de piraterie. On observa que le mot *lettres de marque* ne pouvait s'appliquer qu'à des représailles sur un ennemi étranger, & on y substitua *lettres de permission*. Le second bill excita de grands débats, parce qu'il était conçu de manière à suspendre l'effet de l'*habeas corpus*; on y ajouta quelques restrictions, & les pouvoirs conférés par l'acte furent réduits aux crimes commis hors de la Grande-Bretagne.

Les dépenses imprévues de la campagne monterent à plusieurs millions, & le Landgrave de Hesse-Cassel, abusant des circonstances, demanda quarante quatre mille livres sterling au delà des sommes portées dans le traité, & quarante autres mille livres pour dépenses d'hôpitaux dans la dernière guerre. On lui accorda la première demande, sur la déclaration que fit le Ministère,

qu'on n'avait pu refuser de lui promettre cette somme, qu'il avait demandée après la ratification du traité; & quoique la seconde eût été refusée en 1764, comme étant réclamée sans motif, & que tous les comptes eussent été alors réglés, on fut obligé de la payer. Le Ministère choisit un moment où la Chambre des Communes était presque déserte; & tout absurde & vexatoire qu'était cette demande, il la fit accorder par la majorité de 50 voix contre quarante-deux.

Une autre affaire embarrassait Lord North; c'était l'accroissement des dettes de la liste civile: quoique les circonstances ne fussent pas favorables, il entra en matière le 9 Avril 1777, par un message du Roi qui exposait à la Chambre les difficultés où il se trouvait d'entretenir sa maison & la dépense du Gouvernement civil. Les dettes de la liste civile se montaient à plus de six cent mille livres sterling; ce qui l'o-



232 *Administration de Lord North,*  
bligeait d'avoir recours à l'affection des Communes pour le meilleur entretien de sa maison & la dignité de sa Couronne. On lui avait déjà accordé un demi-million en 1769, pour payer les dettes qui existaient alors ; mais Lord North n'hésita point à demander, qu'indépendamment du paiement des dettes, le revenu annuel fût augmenté de 100 mille livres sterling, & porté à 900 mille livres. Il alléguait l'augmentation du prix de toutes les choses nécessaires à la vie, depuis cinquante années : le Roi disait-il est le seul gentilhomme dans sa domination dont le revenu ne s'est point accru. La Chambre consentit généralement à l'acquittement des dettes ; mais une nombreuse opposition résistait à l'augmentation du revenu. Pendant le long regne de George II, il n'avait point été fait de demande pour payer aucune dette, & jamais il ne s'était plaint de la somme fixée par la liste civile : il fut représenté que les re-

venus de la Couronne étaient plus grands qu'il ne fallait pour la soutenir avec magnificence , & excédaient déjà les bornes nécessaires dans une Monarchie limitée , & convenables à une constitution fondée sur la liberté : il parut , par les états de dépense , qu'un demi-million avait été dépensé en travaux , sans spécifier quels étaient ces travaux , & que les Secrétaires de la Trésorerie avaient reçu 250 mille livres sterl. pour être employées au service secret. On objecta que si l'on entendait par service secret , les sommes destinées à se procurer des intelligences dans les Royaumes étrangers , elles devaient avoir été remises aux Secrétaires d'Etat , & non pas aux Officiers de la Trésorerie , qui ne doivent avoir aucune relation hors du Royaume , & ne peuvent employer ces deniers qu'à suborner & corrompre. Malgré ces raisons , les dettes furent payées , & l'augmentation fut accordée ; mais quatorze Pairs protestèrent contre cette libéralité.



Quoique l'Angleterre fût entièrement occupée de la guerre de l'Amérique, ce qui arriva à la côte de Coromandel l'obligea de tourner ses regards vers les Indes Orientales. La Présidence de Madras avait formé une étroite alliance avec Mahomet Ali Cawn, Nabab d'Arcot, Prince Tartare, qui occupait un territoire également éloigné de Madras & de Pondichery. Il avait une armée nombreuse, & les Officiers Anglois avaient discipliné ses troupes; mais il avait épuisé ses trésors, pour conserver l'amitié de ses alliés; car la rapacité que les Anglois exercent sur les Princes Afiatiques, est insatiable. Il fallait qu'il trouvât de nouvelles ressources, & il proposa à la Présidence de Madras de détrôner le Rajah du Tanjaour, Prince Marate qui résidait à quelques lieues au sud de Pondichery. La situation du Tanjaour à l'extrémité de la Péninsule, avait préservé le Prince de ce pays de l'ambition des Mahométans, vainqueurs

de l'Indoustan. Les Rajahs du Tanjaour avaient été jusqu'alors alliés des Anglais, & cette alliance ayant engagé le Général Lally à attaquer, dans la dernière guerre, Pertoupa-Sing, pere de Tuligée, Rajah actuel, Pertoupa repoussa bravement les Français, & rendit de grands services à la Nation Anglaise. Cependant la présidence de Madras n'hésita point à réunir les forces de la Compagnie à celles de Mahomet Ali, pour dépouiller Tuligée; on le détrôna, on enleva ses trésors, ses Sujets furent pillés, & tout ce que l'Inde révere comme sacré, devint la proie des usurpateurs que conduisait la plus vile des passions. On viola les Temples Indiens, on força l'appartement des femmes, on les dépouilla de leurs ornemens. Les richesses qui furent emportées montoient à dix millions de pagodes, & les revenus du pays, pendant deux ans & demi que le Nabab d'Arcot les usurpa, furent évalués à cinquante lacs



236 *Administration de Lord North,*  
de pagodes. Ces trésors rendirent les Anglais insensibles au déshonneur qu'ils répandaient sur leur Nation : mais quand la Cour des Directeurs de la Compagnie en fut informée, elle ordonna que le Rajah de Tanjaour serait remis sur le Trône le plus tôt possible, & qu'il serait dédommagé aux dépens de l'usurpateur. Cette assemblée confia l'exécution de ses ordres au Lord Pigot, qui s'était distingué dans la dernière guerre en défendant Madras. Celui-ci étant arrivé dans l'Inde, ne se trouva pas assez puissant pour se faire obéir ; la Présidence lui résista ; il mit aux arrêts le Commandant & deux Conseillers ; mais les intrigues du Nabab le firent arrêter lui-même & confiner dans les cachots d'une forteresse. Pendant qu'on s'occupait à Londres de toute cette affaire, le Lord Pigot mourut dans sa prison ; les serviteurs de la Compagnie, qui avaient agi contre lui, furent poursuivis à la Cour du Banc du Roi ; mais l'influence de l'or fut telle, que leur

punition se borna à une amende de 10 mille livres sterling chacun.

Le 30 Mai 1777, le Comte de Chatam propofa à la Chambre des Pairs de préfenter au Roi une Adrefle pour cefler fur le champ les hofilités en Amérique : il annonça qu'il fe tramait un traité entre la France & le Congrès, & qu'il n'y avait point de temps à perdre pour rompre ces mefures, en accordant aux Américains tout ce qu'ils pouvaient défirer, & pour déclarer la guerre à la maifon de Bourbon. Cette motion fut foutenue & combattue avec chaleur : le Comte de Mansfield, dont la Cour réfervait l'éloquence pour les grandes occafions, foutint fortement qu'il fallait continuer la guerre en Amérique. « Nous » avons, dit-il, été trop loin pour re- » tourner fur nos pas ; nous avons paffé » le Rubicon, il faut vaincre ou périr ». Dans l'ardeur qui l'animait, cet Orateur renommé ne s'apperçut pas que fon allufion était déplacée ; car César paffa le



238 *Administration de Lord North,*  
 Rubicon au mépris des Loix de son  
 pays, & pour asservir sa Patrie : mais la  
 raison n'avait plus d'empire, & la mo-  
 tion fut rejetée à la pluralité de 99 voix  
 contre 28.

Les subsides pour 1777 monterent  
 à 12,895,543 liv. sterl. (1). Pour  
 lever cette somme, la taxe des terres  
 fut continuée à 4 schellings par livre ster-  
 ling; on employa la taxe ordinaire sur  
 ladreche, le surplus du *Sinking-Fund*,  
 au 5 Janvier, montait à 295,832 liv.,  
 & la balance du quartier d'Avril à  
 760,363 livres; le produit à venir fut  
 chargé par anticipation de 1,939,636 l.;

---

(1) Marine. . . . .	4,210,305 liv. sterl.
Armée. . . . .	4,366,383
Services variées. . . . .	164,855
Bills de l'Echiquier. . . . .	1,500,000
Vote de crédit de 1776. . . . .	1,000,000
Arrérages & dettes de la liste civile. . . . .	618,000
Loterie de 1776. . . . .	500,000
Déficits sur les taxes. . . . .	556,000

---

12,895,543 liv. sterl.

on continua 1,500 mille livres de billets de l'Echiquier ; cinq millions furent empruntés par annuités, & 500,000 l. furent levées par loterie. On appliqua au service 200,000 liv. versées à l'Echiquier par les exécuteurs testamentaires de Lord Holland, Trésorier des forces. L'emprunt de cinq millions fut fait à quatre pour cent par an, & dix shellings d'intérêt additionnel pendant dix ans pour chaque cent livres. Pour payer l'intérêt annuel de cet emprunt, on mit une taxe d'une guinée sur chaque domestique mâle, un droit additionnel sur les verres & les estampes, & un droit sur les Encanteurs & les meubles vendus par encherés. On révoqua en même temps une première taxe qui avait été mise sur la vaisselle d'argent ; outre ces subsides, on passa une vote de crédit pour un million.





---

 C H A P I T R E V.

*ÉTAT de la guerre en Pensilvanie ; progrès de l'Armée du Nord ; prise de Ticonderago par le Général Burgoyne ; Discours de Lord Chatam au Parlement ; capitulation de Saratoga ; mort du Comte de Chatam ; bills conciliatoires , proposés par Lord North ; Traité des Américains avec la France ; message du Roi d'Angleterre au Parlement , au sujet de la déclaration de l'Ambassadeur de France ; informations prises dans les deux Chambres du Parlement sur l'état de la Nation ; état des finances pour 1778.*

ANNÉE  
1777.

L'ARMÉE du Général Howe ne put entrer en campagne avant la fin de Mai ; au mois de Février , un détachement de 500 hommes avait attaqué les magasins des Américains à Pecks-Hill ,

Pecks-Hill, à 50 milles de l'Isle d'Yorck; il y avait dans ces magasins une grande quantité de rum, de mélasses, de farines, & les Anglais y avaient mis le feu. Au mois de Mars, le Major général Tryon, Gouverneur de la Nouvelle-Yorck, avait pénétré à la tête de deux mille hommes dans la Province de Connecticut, & avait détruit deux grands magasins d'approvisionnement militaires placés à Dambury & Rige-Field: les Anglais brûlerent ces deux Villes, & le Brigadier général Américain, Wofter, fut tué dans le combat. Le Colonel Megs voulant venger son pays, s'embarqua, peu de jours après, au bourg de Connecticut sur des bateaux, avec un fort détachement, & attaqua à l'est de Long-Island un poste appelé *Sag Harbour*, où une grande quantité de fourrage, de grains & de provisions avait été rassemblée pour l'armée Anglaise. Il força la garnison qui défendait ce poste, de se rendre prisonniere, s'em-



242 *Administration de Lord North,*  
para d'un vaisseau armé, & brûla les  
bateaux & navires qui étaient ancrés  
sur la côte; il brûla les provisions, &  
se rembarqua, emmenant 90 prison-  
niers. Le Colonel Harcourt, à la tête  
de cent dragons, avait surpris, à la fin  
du mois de Décembre, le Général Lée  
dans une maison auprès de Moristown,  
& l'avait emmené prisonnier. Un autre  
détachement, commandé par le Major  
Barton, Chapelier de profession dans  
la Ville de Providence, entra dans  
Rhode-Island, & enleva par surprise  
le Général Prescot qui y commandait:  
c'était la seconde fois que cet Officier  
était prisonnier des Américains en 1775,  
il avait mis bas les armes au fort Saint-  
Jean devant le Général Mongommery.

Les Anglais ayant regagné la pos-  
session des lacs, le Ministère projeta  
une irruption sur les Provinces du  
Nord par le Canada, & voulut éta-  
blir pour cet objet le point de réu-  
nion des forces à Albany, Ville située

à 150 milles de New-Yorck, en remontant la riviere d'Hudson. Par ce moyen, on se ferait à la fois assuré la communication des lacs & la navigation de cette riviere, & on aurait séparé les Colonies du Nord, de celles de l'Ouest & du Sud. Dix mille hommes, & un superbe train d'artillerie, une grande quantité de matelots & d'ouvriers de toute espece, furent destinés à cette expédition sous le commandement du Général Burgoyne, qui s'était distingué par sa bravoure & ses succès, en repoussant les attaques des Espagnols dans le Royaume de Portugal. Pour répandre la terreur parmi les Américains & hâter leur soumission, un corps de Sauvages avait été engagé, à force de présens, à agir comme alliés du Roi, contre les Colonies. Sir Gui Carleton quitta alors le Gouvernement, & fut remplacé par le Général Haldimand, Suédois d'origine.

Le Général Burgoyne avait déjà fait



244 *Administration de Lord North,*  
de grands progrès dans son expédition,  
quand l'armée du Général Howe se mit  
en campagne pour réduire Philadel-  
phie. Si Lord Howe avait pu faire une  
diversion dans la Province de Massa-  
chusetts, il aurait nécessairement affaibli  
les moyens de résistance que les Amé-  
ricains destinaient contre l'armée de  
Burgoyne; mais il n'avait point assez  
de troupes pour garder les anciennes  
conquêtes & en entreprendre de nou-  
velles; son armée s'affaiblissait chaque  
jour, & on ne lui avait point envoyé  
le renfort de quinze mille hommes qu'il  
avait demandé. L'armée de Washing-  
ton, au contraire, allait toujours croif-  
sant: le Marquis de la Fayette, jeune  
Seigneur Français, aussi distingué par  
son mérite personnel & par sa valeur,  
que par sa naissance, ses alliances & les  
avantages de la fortune, était arrivé au  
camp de Washington avec un grand  
nombre d'Officiers Français, & les Amé-  
ricains avaient tiré d'Europe cinquante

pieces de campagne. Ils occupaient un camp sûr & avantageux ; le Général Howe fit de vains efforts pour induire Washington à le quitter, & l'engager dans une action décisive : il ne pouvait réussir à pénétrer à travers le Jersey, étant sans cesse harcelé dans sa marche & attaqué à son arriere-garde par les détachemens Provinciaux. D'ailleurs, un corps de troupes l'attendait sur les bords de la Delaware ; il fut donc obligé de changer de plan, & de s'embarquer avec son armée dans des vaisseaux de transport, avec beaucoup de lenteur & de danger. Cette armée consistait en quatorze mille hommes ; il avait été obligé d'en laisser neuf mille à New-Yorck, & trois mille à Rhode-Island : la flotte n'appareilla que le 23 Juillet, & arriva le 30 à l'embouchure de la Delaware : le Général avait projeté de débarquer sur la côte sud de cette riviere, auprès de Wilmington ; mais les Américains avaient rassemblé des bat-



teries flottantes, des brûlots & des radeaux, brûlots qui auraient mis la flotte en danger d'être détruite. D'autres obstacles s'élevaient, & ils obligèrent l'armée d'aller débarquer dans la baie de Chésapéack : la flotte entra dans cette baie le 16 Août, & remonta jusqu'à l'embouchure de la riviere d'Elk, & le 21 Juillet le débarquement se fit en sûreté. Au départ de l'armée Anglaise, l'alarme s'était répandue parmi les Américains depuis Boston jusqu'à la Caroline; cependant Washington ayant appris qu'elle avait paru devant la Delaware, avait traversé cette riviere, & s'était mis en marche pour couvrir Philadelphie. Les deux armées s'approcherent à un ruisseau appelé *Brandywine-Creek*, qui tombe dans la Delaware à vingt milles au-dessous de la Ville. La bataille fut livrée le 11 Septembre; la plus grande partie de la journée se passa en escarmouches; mais vers quatre heures de l'après-midi, la

division des Hessois ayant marché du côté de Birmingham, tomba sur les troupes Américaines, & les mit en déroute; les autres corps attaquèrent avec le même succès, & toute l'armée prit la fuite par le grand chemin de Chester. Le Marquis de la Fayette, qui combattait ce jour-là comme simple Volontaire, se distingua, & fut blessé. Le Général Howe ne poursuivit point les vaincus; ils se rallièrent à Chester. Washington fit tout ce que l'on peut attendre d'un Général habile, pour retarder les progrès de ses ennemis & conserver son armée; mais ne pouvant sauver la Ville, il se retira à dix lieues au nord de Germantown, tandis que l'armée Anglaise prenait campement à ce Village. Le Lord Cornwallis entra dans Philadelphie le 26 Septembre.

Cependant Lord Howe faisait des efforts pour remonter la Delaware; mais le Fort de Redbanck s'opposait au passage: on entreprit, sans succès, d'en



248 *Administration de Lord North,*  
chasser les Américains; le Colonel de Donop & l'élite des Hessois y perdirent la vie. Le Chevalier Duplessis Mauduit, jeune Officier Français, qui avait simplifié & fortifié les ouvrages comme Ingénieur, se distingua en les défendant comme Officier d'artillerie; il y fit tout ce qu'on peut attendre de la valeur & de l'enthousiasme de la gloire: il vit mourir entre ses bras le Colonel de Donop; c'était un Officier brave & d'une grande espérance; il réunissait la beauté & la noblesse de la physionomie, à la majesté du port, & les graces à la vaillance; c'était un ennemi qu'on ne pouvoit s'empêcher de pleurer. Ce ne fut que le 15 de Novembre que la navigation de la riviere fut ouverte, & que la flotte put remonter jusqu'à la Ville; le vaisseau *l'Augusta*, & un sloop de guerre échouèrent, & furent détruits en travaillant à couper les chevaux de Frise.

Quelques jours après la prise de Phi-

Philadelphie, le Général Washington entreprit de surprendre les troupes campées à Germantown. Le 4 Octobre, de grand matin, plusieurs divisions attaquèrent vivement les postes avancés; mais la conduite intrépide du Colonel Mulgrave arrêta les progrès des Américains, & donna le temps au Major-Général Grey de marcher au secours: l'armée se rassembla promptement, & les Américains furent repouffés.

L'Armée Anglaise abondait en provisions; tous les cultivateurs apportaient des vivres au marché de Philadelphie, où on les payait en monnoie d'Angleterre. Washington, en Politique habile, favorisait ce commerce, qui procurait à son parti le numéraire dont il avait besoin, & donnait de nouvelles ressources à l'Amérique pour soutenir la guerre aux dépens de ses ennemis.

Philadelphie, cette Cité jusqu'alors



250 *Administration de Lord North,*  
heureuse & paisible, était subjuguée ;  
mais l'armée rebelle subsistait, elle se  
renforçait par les défaites mêmes, tan-  
dis que les victoires détruisaient peu à  
peu celle de l'Angleterre : cependant  
les Ministres entretenaient le Peuple  
dans l'illusion, en ne parlant que de  
succès. L'Amérique devait être soumise,  
disait-on, avant la fin de l'année. Les  
hommes aiment à se repaître d'espé-  
rances frivoles : le Général Burgoyne  
ayant traversé le lac Champlain, était  
arrivé le 2 Juillet à Ticonderago ; le  
Général Américain, Saint-Clair, qui  
commandait dans cette Forteresse, l'a-  
bandonna pendant la nuit du 6, pour  
se retirer au Fort Edouard, situé sur la  
rivière d'Hudson, à 26 milles du lac  
George, où commandait le Général  
Schuyler. Burgoyne, devenu maître, à  
si peu de frais, d'un poste de si grande  
conséquence, poursuivit les troupes de  
Saint-Clair ; une grande partie fut tuée,

une autre faite prisonniere; le reste se dispersa dans les bois, & il en arriva très-peu au Fort Edouard.

Burgoyne fit part de ces événemens au Général Howe, qui donna des instructions au Général Clinton pour agir offensivement & concourir avec l'armée du Nord autant que la sûreté de New-Yorck pourrait le permettre. Cette armée rencontra des difficultés imprévues en avançant vers le Fort Edouard, & n'y arriva qu'à la fin de Juillet: les Américains l'évacuerent aussi-tôt, & se retirèrent à Saratoga. Alors le Général Gates remplaça Schuyler dans le commandement, & fut renforcé par Arnold & Lincoln, qui conduisaient six mille hommes.

Les Sauvages se livraient à toutes sortes de cruautés contre les paisibles habitans de ces lieux écartés; ces barbaries leur firent prendre les armes, & exciterent tant d'horreur, que toutes les Milices se mirent en marche de



252 *Administration de Lord North,*  
trente lieues à la ronde, tandis que  
l'armée Anglaise, ayant traversé la ri-  
viere d'Hudson, s'avançait vers les plaines  
de Saratoga. Elle manquait de vivres,  
& les offres d'or & d'argent ne pou-  
vaient lui en faire obtenir : les déta-  
chemens envoyés pour fourrager furent  
surpris, trahis par leur guides, tués ou  
faits prisonniers.

Pendant que l'armée de Burgoyne  
marchait à Saratoga, un nombreux dé-  
tachement, commandé par le Colonel  
Saint-Léger, était parti de Montréal,  
accompagné d'un parti de Sauvages  
conduits par un Canadien nommé Saint-  
Luc : ayant remonté la riviere Mo-  
hawk, il avait investi le Fort Stanwix,  
où commandait le Colonel Gansewoorth.  
Un corps d'Américains, qui venait à  
son secours, fut défait par les Sauva-  
ges ; mais ces derniers perdirent leurs  
meilleurs guerriers dans le combat ; ce  
qui les découragea. Quoique le Co-  
lonel Gansewoorth fût privé du renfort

qu'il attendait, les efforts de Saint-Léger furent inutiles; ses armes, ses offres, ses menaces ne purent ébranler le courageux Républicain: il fut obligé de lever le siège, &, abandonné des Sauvages, il se retira au Canada.

Burgoyne seul, aux prises avec la fortune, se détermina, le 19 Septembre, à attaquer l'Armée du Général Gates: la journée ne fut pas décisive, mais il y perdit cinq cents hommes. Sir Henri Clinton s'était embarqué à New-York avec des troupes, sur des galeres & des vaisseaux armés, pour remonter la riviere d'Hudson & marcher à son secours; il était soutenu de quelques frégates légères, commandées par Sir James Wallace, qui attaquèrent & réduisirent plusieurs Forts placés le long de la riviere: Robert Waughan, à la tête de quatre mille hommes, marchait en avant, & répandait par-tout la terreur & la mort. La Ville d'Esopus fut in-



254 *Administration de Lord North,*  
cendiée, & il semblait méconnaître tout  
principe d'humanité ( 1 ).

Les avis que l'on voulut donner au  
Général Burgoyne du secours qui s'ap-  
prochait, furent interceptés, & le 7 Oc-  
tobre il s'engagea dans un combat dé-  
sespéré contre le Général Arnold, qui  
le força de se retirer dans son camp,  
& alla ensuite l'y attaquer avec intré-  
pidité. Si ce dangereux ennemi n'eût  
pas été blessé, Burgoyne aurait pu en-  
noblir sa disgrâce par les derniers efforts  
d'un courage malheureux, &, comme  
le Roi Jean, se rendre prisonnier sur  
le champ de bataille, environné d'un  
tas de morts. Mais les Américains se  
retirèrent, déjà certains que ce Géné-

---

(1) Ce que l'on raconte de ses forfaits fait frémir  
d'indignation. Les Gazettes Miniistérielles, disaient elles-  
même, en parlant de cet homme féroce : *Every principle*  
*of humanity seemed to be absorbed, in a zeal for extir-*  
*pating irreclaimable rebels.* Tout principe d'humanité  
semblait être absorbé par son zèle pour extirper les in-  
corrigibles rebelles.

ral & son armée ne pouvaient plus leur échapper. Il se trouvait à quelques milles de Saratoga, sur le chemin d'Albany; il n'y avait aucun moyen de parvenir à cette Ville: le seul espoir qui lui restait, était de se retirer au Fort Edouard; mais il n'avait plus de vivres que pour trois jours, & son camp était investi par seize mille hommes qui occupaient tous les passages. Dans cette extrémité, il tint un Conseil de guerre le 13 Octobre, & il y fut résolu d'ouvrir un traité avec le Général Gates: la capitulation fut signée trois jours après, & les troupes mirent bas les armes & se rendirent prisonnières. Gates n'abusa pas de la victoire; il traita généreusement son ennemi, & il est remarquable que le jour où il accordait des conditions favorables à une armée qui n'avait de ressources que dans sa discrétion, ait été celui où Waughan brûlait inhumainement la Ville d'Esopus, & livrait à la fureur des soldats



les femmes & les filles demi-nues, qui fuyaient dans les bois. Ce n'est pas, comme l'ont dit beaucoup de Gazettes, la premiere fois qu'en pleine campagne une armée entiere ait rendu les armes à ses ennemis. Treize mille Français firent de même à la bataille de Bleinheim : quelques années après, quatorze mille Suédois, commandés par Charles XII, se rendirent à la discrétion des Russes ; & six mille Anglais eurent un sort pareil en 1710.

Les Officiers Anglais ne se croyant pas obligés de tenir parole à des rebelles, le Congrès fut obligé d'attendre que la capitulation fût ratifiée en Angleterre, avant d'y renvoyer les prisonniers, & au bout de trois ans, quand on voulut les embarquer, il en restait à peine un sixieme, les autres ayant préféré partager le sort de leurs vainqueurs.

L'armée Anglaise, sous les ordres de Sir Willam Howe, passa l'hiver à Philadelphie, & celle de Washington prit d'abord

d'abord ses quartiers à White March & ensuite à Valley Forge, à vingt-deux milles de la Capitale; elle y passa l'hiver sous des baraques, mais dans une situation si forte, qu'on ne pouvait y redouter aucune attaque. La discipline était beaucoup mieux maintenue dans l'armée Anglaise à Philadelphie, que dans les Jerseys; mais la prodigieuse quantité d'approvisionnement qu'elle consommait, le renchérissement qu'elle causait dans toutes les denrées, & l'interruption du commerce, réduisirent une partie des habitans à une grande disette. Les Quakers d'Angleterre ne furent pas plus tôt informés des souffrances de leurs freres, qu'ils firent plusieurs navires, & les leur envoyèrent chargés de tous les objets qui pouvaient ramener l'abondance; bel exemple de la charité qui devrait exister entre tous les hommes! Heureux les Sages qui abhorrent la guerre, & qui, inaccessibles aux maximes de la politique & de l'am-



258 *Administration de Lord North,*  
bition, se placent au-dessus des Loix, pour se gouverner par la vertu même. Au milieu des hommes corrompus, la simplicité des mœurs & la frugalité leur assurent un superflu héréditaire, & les rendent d'autant plus riches, qu'ils ont moins de besoins; tandis que les autres épuisent leurs moyens par l'immodération de leurs désirs & la folie de leurs jouissances: la générosité ne leur coûte rien, elle ne leur cause point de privations, & elle fait leur bonheur; car la satisfaction que donne un bienfait est la plus grande de toutes.

Le Général Howe écrivait en vain pour qu'on lui envoyât une augmentation de troupes; croyant avoir perdu la confiance du Gouvernement, il demanda la permission de quitter le commandement; elle lui fut accordée promptement, & il fut remplacé par le Général Clinton. On fit des recherches sur sa conduite, & le Ministère s'efforça de

rejeter sur sa négligence la durée de la guerre de l'Amérique ; mais le temps fit évanouir ces accusations. Le Général des Hessois avait été jusqu'à dire, que si, au lieu de le payer par jour, on l'avait payé par conquête, l'Amérique aurait été soumise ; mais ses plus grands ennemis ne pouvaient contester ni sa bravoure, ni ses talens militaires, & on ne peut citer un seul fait où il eût négligé son devoir. On lui reprocha de n'avoir pas secouru plus tôt le Général Burgoyne ; il en démontra l'impossibilité. Les revers de ce Général n'avaient commencé qu'après le passage de la riviere d'Hudson ; & s'il avait marché au secours d'un Général victorieux, on l'aurait accusé d'avoir voulu lui disputer sa gloire. D'ailleurs, ses instructions lui faisaient un devoir de s'emparer de Philadelphie, & le Ministère avait regardé jusqu'alors le succès de la guerre comme attaché au sort de cette ville.

A la rentrée du Parlement, le 20



Novembre, le discours du Roi fit mention de la nécessité de continuer la guerre de l'Amérique, & de la probabilité que toutes les Provinces seroient incessamment soumises, pourvu que l'on augmentât l'armée. Il parla de la disposition des Puissances étrangères d'une manière incertaine; on vota une adresse de remerciemens. L'Opposition étoit toujours très-inférieure en nombre à la majorité; mais ceux qui en étoient les membres, agissoient avec sincérité, persévérance & courage, & l'on devait prévoir qu'ils rameneraient tôt ou tard la Nation à ses véritables intérêts, & la Constitution à son équilibre nécessaire. La perte de l'Amérique étoit irréparable; mais il étoit encore temps de sauver la Nation, menacée de toutes parts. Quand l'adresse fut proposée par le Lord Perey, dans la Chambre des Pairs, le Comte de Chatam se leva, & déclara qu'il ne vouloit point se joindre à des remerciemens sur l'infortune &

la disgrâce de l'Angleterre. « Ce moment, dit-il, est périlleux & redoutable; ce n'est pas celui de l'adulation: il faut dissiper l'illusion & les ténèbres qui enveloppent le Trône, & représenter dans tout son danger & sous ses véritables couleurs, la ruine qui est à nos portes. Les mesures qu'on a suivies ont conduit ce florissant Empire à la destruction & au mépris. Non seulement la puissance & la force de ce pays sont expirantes, mais il a perdu son honneur & sa dignité. La France, Milords, vous a insultés; elle a encouragé & soutenu les Américains, & vous n'avez osé lui déclarer la guerre. Les Ambassadeurs de ceux que vous appelez des rebelles, sont à Paris; c'est à Paris que se traitent les intérêts de l'Amérique & de la France. Pouvez-vous souffrir une plus grande insulte, une disgrâce plus humiliante? Et l'on n'ose en témoigner du ressentiment, ni venger l'honneur & la dignité de l'Etat! Telle est la dégrad-



262 *Administration de Lord North*,  
tion à laquelle est réduite la gloire de  
l'Angleterre, qui hier encore donnait  
des Loix à la Maison de Bourbon ». Il  
démontrait l'impossibilité de soumettre  
l'Amérique. « Qu'avez-vous fait en trois  
» campagnes, dit-il ? vous n'avez  
» rien fait, & beaucoup souffert, & vous  
» avez peut-être à présent perdu votre  
» armée du Nord ». La nouvelle de la  
capitulation de Burgoyne arriva quinze  
jours après. Telle était la sagacité de  
ce grand Homme à prévoir & calculer  
les événemens. Il représenta que, tandis  
que l'Angleterre courait à sa perte,  
l'Amérique florissait ; que tandis que  
l'armée Anglaise diminuait en force &  
en discipline, la leur s'élevait & faisait  
des progrès. Il parla avec mépris des  
mercenaires Allemands, & se récria sur  
l'alliance faite avec les Sauvages, avec  
une éloquence qui glaçait d'horreur ceux  
qui l'écoutaient. Il insista sur la néces-  
sité de traiter promptement avec les  
Américains, & de ne refuser aucune de

leurs demandes, afin de rompre leurs négociations avec la France. Ils préféreront, dit-il, traiter avec nous; l'habitude, les relations, l'intérêt mutuel nous uniront encore. « Vous ne pouvez, » disait-il en finissant, vous réconcilier » avec l'Amérique par vos mesures actuelles; vous ne pouvez la conquérir » ni par ces mesures ni par aucune autre. » Que pouvez-vous donc faire? Et vous » voulez rester dans cette situation, & » vous voulez ensevelir les craintes & » les inquiétudes du moment, dans une » ignorance volontaire du danger qui » vous environne »! Il proposa un amendement à l'adresse, pour recommander une cessation d'hostilités immédiate, & le commencement d'un traité pour rendre la paix & la liberté à l'Amérique, la force & la prospérité à l'Angleterre, & une sécurité permanente à ces deux pays. L'amendement fut rejeté à la pluralité de 97 voix contre 28.

Cependant la nouvelle de la capi-



264 *Administration de Lord North,*  
tulation de Burgoyne arriva; toute la Nation en fut consternée. Le 30 Janvier, un traité de commerce fut signé à Paris entre la France & les Etats-Unis de l'Amérique, & la semaine suivante, il fut fait un traité d'alliance. Il en résulta de grands débats à Londres & dans le Parlement; ceux mêmes qui étaient le plus attachés au parti du Ministère, éclataient en reproches. Les Ministres assurent qu'ils n'avaient eu aucune connoissance que ces traités se tramaient; cette mauvaise excuse ne les aurait pas soustraits au ressentiment public; mais, pour le diminuer, Lord North proposa deux bills tendans à une réconciliation immédiate avec l'Amérique. Le premier était intitulé: « Pour » écarter toute appréhension de taxes » par le Parlement de la Grande-Bre- » tagne, dans aucune des Colonies de » l'Amérique Septentrionale & dans les » Indes Occidentales, & pour révo- » quer l'acte du Parlement, qui impo-

» fait des droits sur le thé ». L'autre bill autorifait le Roi à envoyer des Commissaires, avec les pouvoirs les plus étendus pour traiter avec l'Amérique, avec le Congrès, les Assemblées Provinciales, le Général Washington, &c. Les Commissaires avaient le pouvoir de suspendre toutes hostilités, & de rétablir les Colonies en général, ou chacune d'elles dans leur ancienne forme de Gouvernement. L'acte déclarait que les Colonies resteraient dans leur indépendance jusqu'à la ratification du traité par le Roi & le Parlement. Ces conditions étaient plus avantageuses à l'Amérique que celles qui avaient été proposées par le Comte de Chatam & par Edmond Burke trois ans auparavant : mais les temps n'étaient plus les mêmes; les Membres de l'Opposition déclarèrent en général, qu'ils pensaient qu'il était trop tard ; mais les bills passerent sans divisions dans les deux Chambres, les 2 & 9 Mars.



L'Ambassadeur de France ayant notifié en forme le traité d'amitié & de commerce fait entre ce Royaume & les Etats de l'Amérique Septentrionale, le Roi envoya un message au Parlement le 17 Mars. Par cette notification, la France considérait ces Etats comme en pleine possession de leur indépendance, & déclarait que les parties contractantes avaient eu grande attention de ne stipuler aucun avantage exclusif en faveur de la Nation Française, & que les Etats-Unis s'étaient réservé la liberté de traiter avec toute Nation sur le même pied d'égalité & de réciprocité. On témoignait désirer que la bonne harmonie qui subsistait entre l'Angleterre & la Cour de France, ne fut point troublée, & on espérait que le commerce entre la France & l'Amérique ne serait point interrompu : mais on signifiait qu'à tous événemens, le Roi de France était déterminé à protéger le commerce de ses sujets, & à soutenir la dignité de son

pavillon. En conséquence de cette déclaration, le Roi d'Angleterre informa le Parlement qu'il avait rappelé son Ambassadeur de la Cour de France, & attendait les secours qu'il avait droit d'espérer de l'affection de ses sujets. Cependant il ne fut point fait de déclaration de guerre; parce que, dans le traité, il étoit dit que l'Amérique aurait la liberté de faire la paix sans consulter son allié, à moins que l'Angleterre ne déclarât la guerre.

Aussi-tôt que la Cour de France apprit le rappel de l'Ambassadeur d'Angleterre, elle arma une escadre de douze vaisseaux & six frégates, sous le commandement du Comte d'Estaing; elle la fit accompagner de six mille hommes de débarquement. Cette flotte appareilla de Toulon le 13 Avril; un mois après, l'Amiral Byron partit d'Angleterre avec douze vaisseaux de ligne, pour aller la combattre en Amérique.

Dans ce temps-là, Edmond Burke



268 *Administration de Lord North*,  
donna une preuve éclatante de la grandeur de son caractère. Le Comte Nugent proposa de prendre en considération l'état du commerce de l'Irlande; & ayant prouvé que l'Irlande était obérée par les suites de la guerre de l'Amérique, il demanda que l'on adoucît les Loix restrictives du commerce de ce Royaume, afin de le mettre en état de supporter ses dépenses publiques & particulières. Les habitans de Bristol, les manufacturiers de Lancashire, le Comté de Nottingham & les marchands de Liverpool croyaient avoir intérêt de s'opposer à l'extension du commerce de l'Irlande, & envoyèrent à ce sujet des instructions à leurs députés au Parlement. Edmond Burke, qui avait été élu par la Ville de Bristol sans sollicitation ni dépense, ne balança point entre l'intérêt & le devoir; il soutint la motion du Lord Nugent en faveur de l'Irlande, par la raison que le commerce de l'Angleterre étant quarante fois plus grand que celui de l'Ir-

lande, les impôts en Angleterre n'étaient que trois fois plus grands : il démontra que l'Angleterre était intéressée à relever l'aisance de ce Royaume. Je ne doute pas, dit-il, que ma manière de penser dans cette affaire ne me fasse perdre ma séance au Parlement ; mais si mes constituans me rejettent à la prochaine élection, je ne puis pas les en blâmer. De part & d'autre, nous fournirons l'exemple utile d'un Sénateur inflexiblement attaché à l'opinion qu'il croit juste, malgré son intérêt personnel, & d'un corps d'Electeurs qui exerce librement & sans obstacle son droit de réjection. L'événement justifia sa crainte ; car quoique la motion pour l'Irlande fût rejetée, la ville de Bristol, dans l'élection générale de 1780, fit choix d'un autre Représentant.

Le Chevalier George Saville proposa, le 14 Mai, un bill pour révoquer l'acte de la onzième année de Guillaume III, contre les Catholiques ; ce bill, qui fait



270 *Administration de Lord North,*  
honneur à son auteur par les principes  
de tolérance & de philosophie qui y  
regnent, passa sans division ( 1 ).

Les deux Chambres du Parlement  
nommerent des comités pour vérifier  
l'état actuel de la Nation. Cette précau-  
tion, devenue nécessaire, fut proposée  
dans la Chambre des Pairs par le Duc  
de Richemond, & dans la Chambre des  
Communes par Charles Fox son neveu.  
Le Colonel Barré se distingua, en indi-  
quant les abus qui existaient dans les  
dépenses publiques, & les moyens de  
les corriger. Sir Philippe Jennings  
Clerke proposa un bill pour empêcher  
les Membres du Parlement de contracter  
aucun marché avec les Commissaires de  
la Trésorerie, de l'Amirauté ou de la  
Guerre, à moins qu'un tel marché ne  
fût fait publiquement au rabais. Ce ré-

---

(1) On verra dans la suite comment il servit de pré-  
texte à des hommes inquiets & turbulens, pour engager  
le Peuple dans une dangereuse sédition.

glement si juste fut soutenu par tous les Membres de la Chambre qui étoient indépendans du Ministère ; cependant il fut rejeté : l'abus eut 115 protecteurs, le Peuple n'en eut que 113.

Les informations que l'on prit sur l'état de la Nation, firent découvrir de grands désordres, sur-tout dans les dépenses & les fournitures de la Marine, & firent proposer dans la Chambre des Pairs, de présenter au Roi une adresse contenant une censure rigoureuse de la conduite de ses Ministres, exposant l'état où la Nation se trouvait réduite, & priant Sa Majesté de mettre fin au système qui avait prévalu à sa Cour & dans son administration : cette Adresse fut rejetée ; un des Pairs proposa que ceux qui l'avaient soutenue allassent eux-mêmes la présenter au Roi ; mais cette démarche courageuse ne fut pas adoptée.

Le Comte de Chatam fit, ce jour-là de grands efforts pour vaincre les infir-



272 *Administration de Lord North,*  
mités dont il était accablé ; & ayant  
parlé avec véhémence, il lui prit une  
faiblesse à laquelle il ne survécut pas  
long-temps ; il mourut le 11 Mai. Ce  
grand Homme avait réuni tous les ta-  
lens nécessaires à un homme d'Etat.  
La Nature l'avait fait naître avec les  
qualités nécessaires à un Orateur, & le  
génie du premier Ministre d'un grand  
Empire. Il avait employé toutes ses fa-  
cultés à élever ses compatriotes au delà  
de leur vigueur naturelle ; il avait agrandi  
les esprits, comme la puissance & les  
richesses de sa Nation. Aussi habile à  
agir qu'à haranguer, tous les départe-  
mens du Gouvernement, l'état civil &  
le militaire, tout avait ressenti son in-  
fluence : son discernement choisissait les  
hommes, tandis que sa sagesse traçait  
les plans, & que sa vigilance les mettait  
à exécution. Quand il quitta les rênes  
du Gouvernement, son incorruptible in-  
tégrité l'engagea à remettre à la Tréso-  
rie de grandes sommes d'argent qui  
provenaient

provenaient de ses économies sur les dépenses secrètes de son Ministère, & que personne ne pouvait lui redemander. Il ne devait sa grandeur ni à la noblesse de sa naissance, ni aux dons de la fortune; son empire était dans son génie: il faisoit sentir aux Monarques que la puissance extérieure devait céder au pouvoir intellectuel, & ceux qui se sont éloignés de ses conseils ont payé cette erreur par la dégradation de leur regne. Que ne peut pas faire un grand Homme? Il avait fait renoncer les Anglais à ces dénominations politiques de Wighs & de Torrys, qui avaient divisé & affaibli la Nation pendant plus d'un siècle: dédaignant de gouverner par partis, il les avait tous absorbés dans le sien; il était né pour maintenir dans un état libre la juste balance entre les pouvoirs de la Couronne & les libertés du Peuple, & pour donner aux Nations l'exemple d'une puissance jusqu'alors inconnue, l'empire des mers. Ceux qui avaient eu le moins



274 *Administration de Lord North,*  
d'égards à ses dernières remontrances, rendirent hommage à sa mémoire. On proposa dans le Parlement d'entretenir ses descendans aux dépens de l'Etat : M. Rigby prétendit qu'il seroit plus honorable de lui ériger un monument ; M. Dunning représenta que c'étoit une addition à faire à la motion, & les deux propositions passèrent unanimement dans la Chambre des Communes. Quelques Pairs, ennemis de sa gloire, protestèrent contre cet acte de reconnaissance ; mais, en dépit de leur injustice, on fixa une annuité de quatre mille livres sterling à perpétuité à ses héritiers ; on lui érigea un monument à Westminster, & l'on accorda vingt mille livres sterling pour payer ses dettes.

Les subsides pour l'année 1778 furent portés à 14,345,497 livres, dont cinq millions pour la Marine & cinq millions six cent mille livres pour l'armée de terre. Les voies & moyens furent la taxe des terres & celle de la

dreche, un emprunt de six millions à 3 pour cent, & 2 & demi pour cent pendant trente ans, 480 mille livres par loterie, 2 millions en bills de l'Échiquier, 703,700 livres du fonds d'amortissement, quartier d'Avril 1778, & l'on anticipa sur ce fonds 2,296,209 l. L'intérêt annuel de l'emprunt montait à 330 mille livres: pour assurer cet intérêt, on mit six pences par livre sterling sur chaque maison produisant depuis cinq jusqu'à 50 livres de rente, & un schelling par livre au delà de 50. On mit une taxe additionnelle de huit guinées par tonneau de vins de France, & quatre guinées par tonneau sur les autres vins: ces taxes furent estimées devoir produire 336,558 livres sterling par an.

La déclaration de l'Ambassadeur de France n'ayant été faite qu'après la souscription de l'emprunt, les Souscripteurs perdirent beaucoup par la baisse subite des fonds; mais quoiqu'il n'y eût



point encore de sommes payées, ils tinrent ponctuellement leurs engagements, & les payemens furent faits régulièrement. Le Ministre travailla, mais sans effet, à leur obtenir une indemnité.

*Fin du premier Livre.*











